National Library of Canada
Bibliothèque nationale du Canada

Canadian Theses Service
Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

NL-339 (r. 88/04) c

Canada

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-53853-8

LES EMPLOIS DES AUTOCHTONES AU PROJET DE CONSTRUCTION DU PIPELINE A NORMAN WELLS DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Par

Huguette Léger

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures de l'Université d'Ottawa. pour satisfaire aux exigences de la maîtrise en sociologie.

Ottawa. Ontario

1987

© Huguette Léger, Ottawa, Canada, 1987.

TABLE DES MATIERES

Pages

INTRODUCTION..... 1

PREMIER CHAPITRE: PERSPECTIVE THEORIQUE..... 9

1.1 Cadre théorique..... 12

DEUXIEME CHAPITRE: LA COLONISATION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST..... 29

I LA PREMIERE PERIODE DE COLONISATION..... 34

2.1 Les baleiniers..... 34

2.2 Le commerce des fourrures..... 35

2.3 Conséquences sociales..... 40

2.4 Les missionnaires..... 44

2.5 La gendarmerie royale..... 48

II LA DEUXIEME PERIODE DE COLONISATION..... 51

2.6 La croissance des agglomérations..... 52

2.7 Les emplois salariés..... 53

2.8 Les institutions politiques..... 55

TROISIEME CHAPITRE: SOCIETE INDUSTRIELLE VS SOCIETE TRADITIONNELLE... 60

3.1 L'utilisation de la terre..... 60

3.2 Travail industriel vs activités traditionnelles..... 61

3.3 Les écoles de pensées..... 66

3.4 Craintes et contradictions..... 70

QUATRIEME CHAPITRE: LES TRAVAILLEURS AUTOCHTONES..... 81

4.1. Scolarité..... 86

4.2 Formation des travailleurs..... 87

4.3 Le rôle de l'industrie en matière de formation..... 90

4.4 "L'habitant du Nord"..... 93

4.5 La coparticipation..... 95

4.6 L'expérience des travailleurs autochtones avec les syndicats.... 95

4.7 Conditions de travail..... 96

4.8 Impacts sociaux sur les communautés..... 97

4.9 Activités traditionnelles..... 98

4.10 Autres impacts..... 101

CINQUIEME CHAPITRE: CONSEQUENCES SOCIALES..... 109

5.1 L'assistance sociale..... 110

5.2 La consommation de l'alcool..... 115

5.3 La détérioration des valeurs..... 124

5.4 Stress familial..... 128

5.5 Disparités sociales..... 130

CONCLUSION..... 137

BIBLIOGRAPHIE..... 146

R E M E R C I E M E N T S

Je tiens à remercier M. Fred Caloren pour la direction et les conseils qu'il m'a procurés dans la rédaction de cette thèse. Je lui serai toujours reconnaissante de sa disponibilité, de sa patience et des nombreuses heures qu'il a mises pour me conseiller et m'encourager.

Egalement, je veux remercier mes ami(e)s et ma famille de leurs encouragements et de leur support constant.

INTRODUCTION

J'ai choisi comme sujet de thèse de démontrer que l'intégration des Autochtones à la société industrielle est la continuation d'une pratique coloniale dont les conséquences sociales risqueraient d'ébranler sérieusement les fondements des sociétés autochtones du Grand Nord. Le méga-projet de la construction du pipeline de Norman Wells dans la vallée du Mackenzie des Territoires du Nord-Ouest sera analysé en tant qu'instance où un telle intégration a été tentée. Nous nous pencherons sur sept des villages situés à proximité du projet Norman Wells: Fort Good Hope, Fort Norman, Norman Wells, Wrigley, Trout Lake, Fort Simpson et Jean-Marie River. La carte géographique ci-incluse illustre le parcours du pipeline et la population proportionnelle qui habite dans ces villages.[1]

Une forte proportion des Autochtones vivent, en partie, des activités traditionnelles telles que la chasse, la pêche et le piégeage. Saisonnière et soumise aux cycles naturels, perçue comme une activité "primitive" moins valorisée que les autres formes d'activités industrielles et commerciales, l'économie de subsistance oblige parfois les Autochtones à avoir recours à d'autres moyens de travail pour s'acquitter de leurs obligations financières, e.g. le commerce des ressources renouvelables, certains emplois dans l'entreprise locale et dans la fonction publique. Ces emplois ne les obligent pas à abandonner leur activités traditionnelles. Le projet Norman Wells, cependant, de par son envergure et sa nature, est une première démarche qui affaiblirait sérieusement, non seulement, l'activité traditionnelle et les rapports sociaux à l'intérieur des sociétés

autochtones, mais il risque, également, d'exacerber les relations entre les deux groupes culturels.

Le projet du pipeline Norman Wells constitue un développement industriel qui avait pour but d'accroître la production de pétrole des puits de Norman Wells et d'acheminer ce surplus vers le marché du sud du Canada. Esso Resources Canada Ltd (Esso) a conçu le projet d'expansion et a confié la construction d'un pipeline de Norman Wells à Zama, en Alberta, à Interprovincial Pipeline (IPL). Ce pipeline de 324 cm de diamètre s'étend, enfoui sous la surface, sur un parcours d'environ 860 kilomètres et peut transporter environ 5.000 m3 de produit par jour. C'est un projet qui a débuté en 1981. La période de construction fut très courte, les travaux ont duré le temps de deux hivers, 1984 et 1985. La première coulée de pétrole a eu lieu officiellement en mai 1985.

Esso et IPL ont entrepris leur démarche pour la construction du pipeline en présentant une requête au Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) afin d'obtenir la permission de commencer les travaux du projet Norman Wells, tandis qu'IPL déposait auprès de l'Office national de l'énergie (l'ONE) une demande de permis de construction et d'exploitation du pipeline. Le MAINC a ensuite soumis ce dossier au Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFEEE), pour expertise, pendant que l'ONE menait sa propre enquête.

Ces deux agences de réglementation (le BFEEE et l'ONE) ont approuvé le projet Norman Wells. Le BFEEE qui a dirigé la Commission d'enquête

environnementale (CEE), émit l'opinion, d'une part, que ce projet pouvait être un important stimulant économique pour la vallée du MacKenzie, et d'autre part, qu'il pouvait comporter des impacts sociaux fâcheux, spécialement pour les Autochtones, impacts que les gouvernements fédéral et territorial devraient être en mesure de contrôler.[2] Soulignons que l'ONE est responsable de l'émission de permis pour l'importation et l'exportation de pétrole, de gaz et d'électricité ainsi que des certificats approuvant la construction des pipelines. Il autorise le parcours de ces pipelines et il fait des règlements qui portent sur la sécurité en matière de construction et d'opération ainsi que sur les tarifs que doivent payer les compagnies de pipelines qui tombent sous la juridiction fédérale. L'ONE concluait, également, que "Si le projet de pipeline ne représente pas un gage absolu de profit socio-économique régional, les avantages et les inconvénients potentiels moyens s'équilibreront, du moins à court terme."[3] L'ONE était aussi d'avis que, quel que soit le niveau actuel des incidences fâcheuses du projet, celles-ci frapperaient principalement les populations autochtones de la zone d'impact, c'est-à-dire des populations qui sont les moins en mesure de tirer profit des avantages engendrés par le projet. Malgré son constat des impacts négatifs sur les populations autochtones, l'ONE a tout de même donné le feu vert pour la construction du pipeline à Norman Wells. La chose est claire! On s'aperçoit encore une fois, de la mentalité qui justifie ce genre d'investissement: "la capitalisation" de l'économie de subsistance.

Les habitants dans la vallée du Mackenzie

Les Dénés de la vallée du Mackenzie connaissent une vie nomade axée sur la chasse et les rassemblements occasionnels depuis au moins 5,000 ans, si l'on se fie aux découvertes archéologiques. L'importance de ces activités traditionnelles dans un grand nombre de villages est évaluée aujourd'hui en termes d'identité culturelle, de niveau de subsistance et de source de revenu direct.

Les Autochtones rencontrèrent les Européens pour la première fois entre le 16e et le 18e siècle. Des explorateurs comme Alexander MacKenzie étaient engagés par les compagnies de traite de fourrures en vue d'augmenter la possibilité d'accéder aux riches "réserves" de fourrures du nord-ouest. Vers la fin du 19e siècle, la traite des fourrures au Canada était centralisée dans la vallée du Mackenzie. La fondation des postes de traite permanents et l'intensification des activités missionnaires des Anglicans et des Catholiques contribuèrent à la croissance de nouveaux villages dans la région. La nouvelle forme de commerce ainsi que la religion des Européens forcèrent les Autochtones à s'installer près des postes de traite. Eventuellement, lorsque la Gendarmerie royale (North West Mounted Police à l'époque) fit son apparition (1903), les Autochtones subissaient ainsi un troisième ordre de contrôle.

Le développement minier de la région débuta avec la découverte de plomb et de zinc à Pine Point en 1898, de pétrole à Norman Wells en 1920, d'uranium près de Great Bear Lake en 1932 et d'or à Yellowknife en 1934. Ces

premiers développements, suivis d'une augmentation du trafic fluvial et aérien ont eu déjà certains effets sur la population de la vallée du MacKenzie. L'afflux des Blancs, en quête des ressources naturelles du Nord, à contribué, non seulement, à déséquilibrer l'économie des sociétés autochtones mais, l'introduction de l'alcool et des maladies transmises par les intrus ont sérieusement affaibli leurs sociétés. Des changements majeurs sont survenus, plus tard, suite à une série de développement pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Ceux-ci comprennent: la construction du pipeline CANOL et d'aérodromes, l'installation de la ligne DEW (ligne d'alerte avancée), la construction d'Inuvik, la construction des routes MacKenzie, la première, et Dempster et la vaste prospection pétrolière. Outre ces développements industriels, les nouvelles politiques du gouvernement fédéral des années 1950 et l'établissement d'un gouvernement territorial à Yellowknife, en 1969, ont joué un rôle important dans la transformation des peuples autochtones du Nord.

En 1977, le rapport de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du MacKenzie recommandait au gouvernement canadien que la construction d'un pipeline soit retardée pour dix ans. "S'il est construit maintenant, le pipeline ne produira que des avantages économiques limités, sera dévastateur et compromettra les objectifs des revendications des Autochtones. Le report de la construction du pipeline permettra aux Autochtones de régler leurs revendications et de créer de nouvelles institutions et de nouveaux programmes."[4] La recommandation n'a pas été respectée et un pipeline a été construit. Or, le pipeline de Norman Wells est le premier méga-projet industriel à être réalisé dans les Territoires du Nord-Ouest. A court terme,

son impact n'a pas été "dévastateur", mais nous soutenons, qu'à long terme, le mode de production qu'il représente a déjà ouvert la porte et les attitudes ont changé vis-à-vis le travail dans l'industrie des ressources non-renouvelables. La déclaration du Président de l'organisme, Dene Nation, devant le Comité de coordination du projet Norman Wells résume la position des Autochtones face au projet: "Certaines de nos collectivités ont pu jouir de quelques faibles avantages économiques grâce au projet, d'autres pas du tout. Mais en pratique, toutes nos populations s'inquiètent des effets que le projet peut avoir sur elles, leurs communautés, l'avenir de leurs enfants et la terre qui les fait vivre."[5]

Plan

La première partie de la recherche comporte une élaboration du cadre théorique et des concepts clés utilisés aux fins de notre analyse. La deuxième partie identifie les groupes sociaux des Territoires du Nord-Ouest et traite de l'évolution des relations qui se sont développées entre les colonisateurs et les Autochtones depuis l'arrivée des premiers Européens. Les troisième et quatrième parties portent sur la question du travail tel que perçu par les Autochtones et les non-Autochtones et de l'analyse des données issues des deux études qui ont été réalisées sur la participation des Autochtones au projet Norman Wells. Finalement, la cinquième partie du travail est consacrée aux conséquences sociales qui se sont manifestées et qui risquent de prendre racine pour modifier de façon radicale et permanente l'ensemble des activités traditionnelles et sociales des premiers habitants des Territoires. Outre les suivis du MAINC et de l'organisme Dene Nation,

d'autres sources primaires provenant des agences gouvernementales et des intervenants ont été consultées afin de nous permettre d'élaborer une analyse de la participation des Autochtones comme travailleurs[6] et des conséquences sociales sur leur milieu.

BASSIN DE LA RIVIÈRE MACKENZIE, 1981

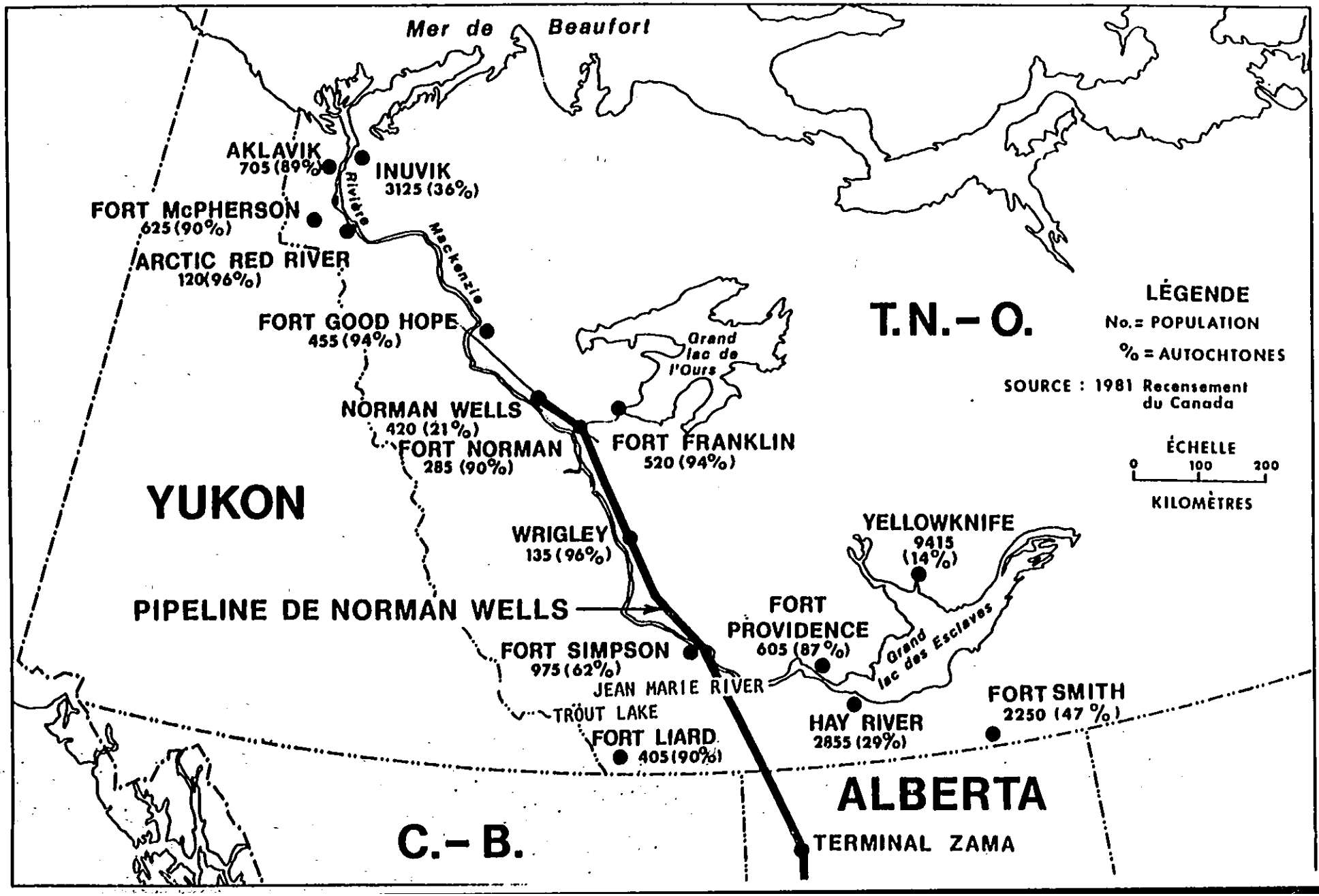

Figure 1

Notes bibliographiques

1. Bone, R.M. Projet Norman Wells. Suivi du Ministère des affaires indiennes et du Nord Canadien. Saskatoon, Département de géographie, University of Saskatchewan, décembre 1984.

2. Canada, Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. La Commission d'évaluation environnementale pour le projet Norman Wells, Ottawa, Approvisionnements et Services, 1981, p. 77.

3. National Energy Board. The Mandate of the National Energy Board and Its Role in the Norman Wells Projects of Interprovincial Pipeline (NW) Ltd. Ottawa, September 1985, p. 17-18.

4. Berger, Thomas R. Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. Rapport de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du MacKenzie. Ottawa, Approvisionnements et Services, 1977, vol. 1, p. xxvii.

5. Kakfwi, Stephen. 1984 Dene Nation Report to Norman Wells Co-ordinating Committee. December 4th, 1984.

6. J'entends par l'usage du genre non marqué tout au long du texte qu'il s'agit de travailleurs et de travailleuses.

Chapitre 1

PERSPECTIVE THEORIQUE

Ce premier chapitre sert à présenter le cadre théorique par lequel nous tenterons d'expliquer comment l'avènement de la société industrielle et des transformations sociales qu'elle impose risque de sérieusement ébranler les activités traditionnelles des sociétés autochtones du Grand Nord. Avant même d'aborder ces théories, en guise d'introduction générale au sujet, les quelques pages qui suivent nous offrent une perspective historique du développement économique des Territoires du Nord-Ouest issu des politiques coloniales et impérialistes des anciennes métropoles européennes et du capitalisme international des temps présents.

Les Français et les Anglais qui sont venus coloniser l'Amérique du Nord - le Canada en l'occurrence - ont perçu les sociétés "primitives" qu'ils ont rencontrées comme des sociétés inférieures. Les valeurs et les attitudes des premiers Européens venus s'établir en Amérique du Nord différaient considérablement de celles des premiers habitants. La terre se trouvait au coeur de la divergence entre les deux cultures. Pour l'Européen, la terre était une ressource à subjuguer, à coloniser et à cultiver. Pour l'Autochtone, la terre est source de vie. Il doit alors se soumettre à ses cycles et la respecter. Le Blanc, pour sa part, la perçoit comme un objet d'usage. Il la domine et l'exploite à outrance. Dans un livre intitulé, Pieds nus sur la terre sacrée,[1] une collection d'essais et de discours prononcés par des Indiens vivant en Amérique du Nord entre les XVIe et XXe siècles, Teri McLuhan nous fait part de cette différence. Sur un ton plutôt

pessimiste, elle débute par cette première phrase: "La souffrance de l'Indien assistant à la mort de son mode de vie n'a jamais été complètement comprise par l'homme blanc et ne le sera peut-être jamais"[2]. Plus loin, une vieille sage Wintu s'exprime aussi concernant la destruction gratuite de la terre: "Les Blancs se moquent de la terre, du daim ou de l'ours. Lorsque nous, Indiens, chassons le gibier, nous mangeons toute la viande... Lorsque nous construisons nos maisons nous faisons de petits trous. Lorsque nous brûlons l'herbe à cause des sauterelles, nous ne ruinons pas tout. Nous secouons les glands et les pommes de pins des arbres... L'homme blanc, lui, retourne le sol, abat les arbres, détruit tout... Il scie les arbres... Il fait exploser les rochers et les laisse épars sur le sol... Partout où il touche, il laisse une plaie."[3]

Selon les Européens, la religion chrétienne et l'exploitation de l'environnement, sous toutes ses formes, répondaient aux conditions d'une vie civilisée. Pour les hommes d'affaires anglais et écossais, la terre était la source de fourrures, de minerais, de produits forestiers et de blé. Ces ressources étaient destinées à prendre le chemin des métropoles européennes américaines et canadiennes. Le chemin de fer du Canadien Pacifique n'a été conçu et construit, que pour une chose: pour transporter, de façon plus efficace, le blé de l'ouest vers le centre du pays et les ports. Il est donc compréhensible que les valeurs et les idéologies des vieilles métropoles issues des transformations sociales occasionnées par les révolutions industrielle et scientifique et l'expansion coloniale soient celles qui aient animées les nouveaux entrepreneurs et colonisateurs.

Durant l'âge d'or du mercantilisme, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, la France et l'Angleterre se sont taillé des empires outre-mer en se basant sur le fameux "pacte colonial", selon lequel les colonies fonctionnaient exclusivement pour le bien de la mère-patrie. Les guerres napoléoniennes ayant retardé le développement de l'industrie des pays européens et affaibli leur pouvoir maritime laissent l'Angleterre, dès 1800, en pleine révolution industrielle et suprême sur les mers. L'immense expansion du commerce international qui en résulta a donné suite aux flots d'investissements et d'immigration dans les Amériques. Ces événements ont radicalement changé l'organisation des sociétés pré-établies. Les vagues d'émigration survenues, en particulier, pendant la révolution industrielle en Angleterre, ont servi à libérer la Grande-Bretagne du surplus de paysans ravagés par la famine, chassés de leurs terres parce que trop nombreux dans la nouvelle organisation du travail issue du capitalisme industriel. Parvenus au Canada, ces nouveaux colons se transformaient en pêcheurs, en agriculteurs, en défricheurs de terre, en bûcherons, en petits commerçants et en futurs travailleurs industriels. L'Europe de l'ouest et les Etats-Unis n'ont pas tardé à suivre les traces de l'Angleterre, tandis que les autres pays du globe devenus producteurs de matières premières, servaient à alimenter les manufactures des métropoles.

1.1 Cadre théorique

Rosa Luxemburg, dans son oeuvre, L'Accumulation du capital[4] offre une définition des conditions pour la pénétration du capitalisme dans les

sociétés non capitalistes en Indes et en Afrique durant l'ère d'expansion coloniale de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Nous croyons, que cette théorie peut servir à expliquer la poursuite de cette politique et de ses effets sur les sociétés autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest.

La théorie du "staple production" de l'historien canadien, Harold Innis, s'adresse spécifiquement à la question du développement économique du Canada et de sa dépendance de la France et de l'Angleterre et, par la suite, des Etats-Unis. Dans son ouvrage, The Fur Trade in Canada[5] Innis propose que le commerce des fourrures, en contribuant à la dépendance économique du Canada des métropoles européennes, a, en même temps, occasionné la destruction de la base économique des sociétés autochtones et à leur éventuelle dépendance de la traite des fourrures pour leur survie. En s'accaparant des fourrures comme objet de commerce, les colons européens remplissaient leurs fonctions commerciales envers les métropoles, c'est-à-dire, qu'ils exportaient des matières premières convoitées par les manufacturiers d'objets de luxe qui étaient susceptibles de leur rapporter de bons profits et qui leur permettraient d'importer des biens de consommation qu'ils échangeraient avec les Autochtones. Melville Watkins, l'économiste canadien et l'auteur du texte, From Underdevelopment to Development[6] a repris et raffiné la théorie d'Innis pour l'appliquer à la situation des sociétés autochtones (les Dénés en particulier) du Grand Nord en mettant l'accent sur l'utilisation de la terre par les grandes compagnies industrielles et sur les enjeux politiques.

L'analyse de Rosa Luxemburg concernant la pénétration des puissances française et anglaise des sociétés "primitives" en Afrique et en Inde nous sert à formuler et à comprendre la dynamique et les objectifs de l'expansion coloniale et du capitalisme international. Nous nous sommes permis d'introduire Harold Innis et Melville Watkins dans un même cadre théorique que Rosa Luxemburg parce que nous croyons qu'ils nous aident à comprendre le phénomène dans le contexte canadien. Malgré qu'Innis ne se considérait pas marxiste, on peut difficilement nier le fait que sa théorie, basée sur un déterminisme technique, est foncièrement matérialiste. Watkins, pour sa part, en reprenant la pensée d'Innis finit par se rapprocher de l'analyse de Luxemburg en ce qui concerne la question de la pénétration des terres et de l'extraction des ressources.

Le Grand Nord est un des derniers territoires du globe à être exploité pour ses ressources naturelles. C'est aussi à cause de ce riche potentiel que les Territoires du Nord-Ouest sont devenus la proie du capital international. Les découvertes de gisements d'or, de pétrole et de gaz, dès le début du 20e siècle, ont contribué au développement rapide de nouvelles structures sociales. C'est à partir du développement colonial et des politiques impérialistes britanniques du 19e siècle, ainsi que de l'étendue des marchés internationaux que l'on doit considérer la situation actuelle des Autochtones des territoires. Les transformations sociales qui sont en train de s'opérer depuis une vingtaine d'années dans cette vaste étendue nordique sont ni plus ni moins la continuation d'un mouvement socio-économique dont l'effet est l'intégration des sociétés autochtones au mode de vie des Blancs. L'ère des grands empires nationalistes a donné lieu à l'ère du capitalisme

international: or, l'analyse des transformations sociales des premières nations doit être envisagée à travers ce phénomène.

L'étude historique de l'émergence des structures capitalistes britannique et française en Inde et en Afrique entreprise par Rosa Luxemburg peut, en partie, s'appliquer au Canada. "Le capitalisme, dans son affrontement avec les sociétés primitives a dû s'approprier les sources importantes de production, telles que la terre, la faune, les minéraux et les minerais, et les produits exotiques..."[7] Cette dernière condition nécessite l'établissement des mécanismes politiques et économiques qui permettent la possibilité de l'exploitation des richesses naturelles. Comme l'a affirmé Luxemburg, ("force is the only solution open to capital")[8] la force est la seule solution possible au capital. La Grande-Bretagne, au Canada, contrairement aux Etats-Unis, n'a pas utilisé la force militaire contre les Indiens pour les inciter à abandonner leurs droits ancestraux. Wayland Drew, dans Superior the Haunted Shore,[9] démontre cependant les formes insidieuses que peuvent prendre la violence et la force. En 1849, les Indiens Ojibway de Batchawana au Lac Supérieur dégoûtés de voir leurs terres ravagées, confrontent et chassent le surintendant et cent employés du Quebec Mining Company. Eventuellement, les "chefs" de cette "révolte" furent arrêtés et emprisonnés. L'année d'ensuite on signe le Traité Robinson. Or, en 1891, les activités minières reprennent, aussi dévastatrices que jamais, et la nouvelle compagnie croit bon d'installer un canon à la vue de tous. Nous considérons que la citation suivante, tirée du livre de Wayland Drew décrit l'ampleur de cette violence à peine dissimulée: "... For the Ojibway, the game was lost before it was begun, before they understood that they were

in a game. In order to be made intelligible to the white man, their plea for the essential integrity of the land had sooner or later to be cast in terms of ownership, and when that happened they entered a dispute of polarities which could be resolved only by violence or through the European notion of legality - that amalgam of stasis: balance, order, compromise, and measurement which is even now parcelling sections of the Superior shoreline into 100-foot lots."[10]

Plutôt que par l'usage des armes c'est la prolifération des signatures de traités qui a permis à l'Angleterre de s'accaparer des vastes territoires à l'usage des Indiens. En abandonnant leurs droits à la terre les Indiens se voyaient assurés "une réserve" de territoires qui leur permettrait de poursuivre leur mode de vie traditionnel. Les Autochtones, en échange, devaient se soumettre à des règlements sur la chasse et la pêche et sa Majesté se réservait le droit d'exproprier les réserves des Indiens pour la colonisation, l'extraction minière, l'exploitation du bois et des forêts et pour toutes fins pratiques de commerce. En d'autres mots, les activités traditionnelles des Autochtones seraient désormais sacrifiées aux activités économiques des Blancs.

En fin de compte, l'histoire est là pour nous démontrer que ces transactions n'ont, en aucun moment, profité aux Autochtones. Le système de réserves a été institué, avant tout, pour mettre à l'écart des groupes de gens dont les cultures étrangères gênaient la poursuite du progrès et, en particulier, pour donner libre cours à l'extraction des ressources naturelles destinées aux marchés métropolitains. Si la signature des traités dans le

Grand Nord n'est parvenue que plus tard dans l'histoire, c'est que l'on avait encore rien découvert qui valait la peine d'être exploité dans le sous-sol de ces millions d'arpents de neige.

La signature éventuelle des traités 8 (1899) et 11 (1921) doit être perçue en fonction des développements économiques et politiques de l'Etat canadien. Ces traités, comme tous les autres traités qui furent signés au Canada, ont été réalisés pour éteindre à tout jamais les droits ancestraux des Indiens sur la terre. Le Canada se portait garant de la libre entreprise, ouvrant ainsi les portes aux investisseurs empressés d'extraire les richesses naturelles des territoires. Après le commerce des fourrures, on "redécouvrait" le Grand Nord et, c'était comme si les Autochtones n'existaient plus; "Another memorandum form from the Commissioner's office on May 12, 1921 dealt with a matter concerning the well-being of the 150 white residents of the Northwest Territories and future settlers: logs, buoys, and beacons, future radio telegraph posts, census, claim-recording procedures, timber regulations, registrars, Notaries Public, geological surveys, water power branch, ordinances, liquor permits, one territorial gasoline boat, rations and supplies, and oil regulations. Not one word of the memo made any reference to the 3,500 Indian people of the District, although these regulations, plans, and administrative details affected an area which was still Indian Territory. Neither the necessity for a treaty, nor the possibility that the Indians would refuse one, was ever considered by the Territorial administration."[11]

Eventuellement, après l'appropriation de la terre, les structures du capitalisme détruisent les activités traditionnelles laissant la force de travail des sociétés non-capitalistes obligée de se soumettre à des modes de production imposés de l'extérieur. L'analyse de Rosa Luxemburg, identifie les étapes dans la transition d'un mode de production à un autre:

1. "L'économie de subsistance doit être suppléée ou partiellement remplacée par le travail salarié.
2. le développement de l'économie industrielle détruit l'économie de subsistance et transforme les producteurs en marchandises échangeables sur le marché du travail.
3. le mode de production industriel devient le mode de production principal et finit par détruire le mode d'activité traditionnel." [12]

Il importe donc, dans un premier temps, de prendre possession des territoires et d'instaurer les mécanismes politiques et économiques qui permettront l'exploitation des richesses naturelles, ce qui mène, éventuellement, à la transformation des sociétés qui s'y trouvent. Dans une première étape, les pouvoirs politique, religieux et commercial exercés sur les Autochtones sont passés aux mains des gérants de la Compagnie de la Baie d'Hudson, des prêtres et des religieuses et de la Gendarmerie royale. Derrière ces représentants envoyés aux confins de la civilisation se dressait le pouvoir de la métropole, pouvoir que les Autochtones pouvaient entrevoir de temps en temps à l'arrivée d'un navire, aux séances de tribunal, aux célébrations des traités ("treaty days"), à la construction des pensionnats, à l'arrivée des prospecteurs blancs, et qui s'est finalement installé pour

de bon depuis trente ans. La puissance des hommes dans le Nord réside dans les activités qu'ils entreprennent, dans les biens qu'ils distribuent et dans tout ce qu'ils évoquent.

Même si l'époque de la traite des fourrures et des missions est terminée depuis un certain temps, l'Etat sous toutes ses formes (Gendarmerie royale canadienne, l'Eglise et la Compagnie de la Baie d'Hudson) exerce encore une influence, plus forte que jamais, sur le Nord. Mais, celle-ci n'est pas exclusive. Les gouvernements territorial et fédéral et la panoplie de services qu'ils administrent, se sont établis dans les territoires, et les industries minières et pétrolières ont fait leur apparition depuis les débuts du siècle. Ces nouvelles puissances, administration et industrie, détiennent un pouvoir plus grand que celui de l'ancien ordre, parce qu'elles touchent à tous les aspects des sociétés autochtones.

L'histoire des Territoires du Nord-Ouest, pour Mel Watkins, illustre le genre de relation qui existe bien souvent entre la métropole et l'arrière-pays. Les grandes exploitations dans les régions éloignées ont tendance à enrichir la métropole, et non pas les agglomérations situées dans ces régions. Watkins a raffiné la théorie du "staple production" d'Innis et l'a adaptée au Grand Nord, ce qui nous permet, en grande partie, de comprendre les enjeux sur les sociétés autochtones qui y vivent.

L'évolution de l'économie du Nord est considérée selon cette optique comme un modèle réduit de l'évolution politique et économique des autres régions du pays. Dans cette optique le développement de l'arrière-pays

entraîne une croissance économique secondaire. Cette optique est fondée sur la théorie des multiplicateurs économiques et des avantages secondaires qui marquent les liens entre l'investissement, les recettes d'investissements et le réinvestissement de ces recettes dans d'autres secteurs économiques.[13] De cette façon, l'économie s'accroît, se diversifie et, devient éventuellement le fondement même des différentes régions. Cependant, pour réaliser cette croissance économique secondaire, si l'on se base sur la théorie du "staple production" d'Innis, il faut absolument que les profits restent dans la région. Or, selon Mel Watkins, cette condition n'a pas été respectée dans les Territoires du Nord-Ouest. Les profits de la chasse à la baleine et du commerce des fourrures se sont accumulés sur les marchés d'Europe et d'Amérique et n'ont servi à engendrer des activités secondaires qu'en France, en Angleterre et dans le sud du Canada. L'histoire se répète. Les dirigeants du capital minier et de l'hydrocarbure, capital essentiellement sous le contrôle d'étrangers, réinvestissent les profits ailleurs qu'au Canada et, encore moins dans l'arrière-pays. De fait, dès 1964, les industries du gaz et du pétrole étaient à 64% la propriété d'investissements étrangers et 74% d'entre elles étaient sous contrôles étrangers.[14] Malgré les tentatives de "canadianisation", par exemple, la création du Dome Petroleum, l'industrie du pétrole est toujours contrôlée par les étrangers. Selon les données pour l'année 1985 que nous avons obtenues de l'Agence de surveillance du secteur pétrolier, le contrôle canadien se situe à 48% et ceci risque de diminuer de 8% advenant la vente de DOME à la compagnie américaine AMOCO.[15]

Les véritables répercussions de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz dans le Grand Nord ne datent pas de la fin des années 1960 et du début des années 1970. L'intérêt des industries à vouloir explorer tous les endroits susceptibles de contenir de "l'or noir" se manifeste par l'augmentation dans les dépenses d'exploration de 34 millions de dollars en 1970 à 230 millions de dollars en 1973, près de 500 millions d'acres de terres dans les Territoires du Nord-Ouest étant visés par les concessions.[16] En 1981, les mêmes industries dépensaient 700 millions de dollars dans le Grand Nord seulement.[17]

Quel est le rôle de l'Etat canadien dans l'histoire du développement des ressources non-renouvelables du Nord? En partant, précisons davantage que l'exploitation de ces ressources n'est pas au service des objectifs d'essor régional, mais à celui de la demande nationale et internationale. En ce qui concerne le rôle de l'Etat, nous partageons les idées, telles que soulignées par Leo Panitch dans The Role and Nature of the Canadian State[18] et Ralph Milliband dans the State in Capitalist Society.[19] Les deux principales fonctions de l'Etat capitaliste, selon Panitch, sont "l'accumulation" et la "légitimation", c'est-à-dire que l'Etat doit maintenir et/ou créer les conditions nécessaires pour encourager l'accumulation du capital (subventions à l'industrie privée) tout en gardant et/ou en établissant une forme d'harmonie sociale. Les liens entre les intérêts de l'Etat et ceux du capital deviennent les mêmes. Milliband fait le lien en ces termes: "Given their views of that system, it is easy to understand why governments should wish to help business in every possible way, yet do not at all feel that this entails any degree of bias towards particular classes,

interests and groups. For if the national interest is in fact inextricably bound up with the fortunes of capitalist enterprise, apparent partiality toward it is not really partiality at all. On the contrary, in serving the interests of business and in helping capitalist enterprise to thrive, governments are really fulfilling their exalted role as guardians of the good of all."[20] L'économie du Canada étant fondée sur l'exportation de ses ressources naturelles, il revient à l'Etat d'encourager leur exploitation. C'est surtout dans le contexte de la soi-disant "crise de l'énergie" survenue à la suite du coup de théatre opéré par l'OPEP en 1973 qu'il faut considérer la pénétration des grandes compagnies pétrolières et gazières dans les territoires. Mais, les Etats-Unis sont, à la fois, nos clients de pétrole et de gaz les plus importants, et ceux qui contrôlent majoritairement ces industries. Par conséquent, le Canada se retrouve dans une position vulnérable parce qu'il est soumis aux aléas du marché international, et qu'il dépend largement du marché américain. Wallace Clement, dans son livre, Class, Power and Property, considère que cette situation "signifie, pour les Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, la destruction de la terre ancestrale et de leur dernier refuge contre un mode de production qui détruit leur économie et leur culture traditionnelle."[21]

Les industries minières et pétrolières ne sont pas des commerces dans le même sens que la traite des fourures. Elles sont fondées, avant tout, sur une forme d'usage de la terre qui comporte les ressources convoitées. Il leur est nécessaire d'obtenir l'accès à ces territoires afin de procéder à l'exploitation et à l'extraction des ressources. Comme nous l'avons déjà vu, Rosa Luxemburg, définit cette nécessité d'accès comme étant "la condition

première" dans la lutte du capitalisme contre l'économie non-capitaliste. Mcl Watkins reprend cette idée lorsqu'il fait l'analyse du développement économique du Grand Nord. Selon Watkins la Compagnie de la Baie d'Hudson n'a pas eu besoin de s'approprier de la terre. Au contraire, il fut à son avantage de la laisser aux Indiens et aux Inuit, ce qui encourageait la coopération de ces derniers et évitait les "chicanes" au sujet des Territoires ancestraux qui sont devenues depuis une quinzaine d'années le point central des revendications autochtones.

Les compagnies pétrolières et minières, par contre, tolèrent mal la confusion en ce qui concerne les questions de revendications territoriales. Motivées par des raisons purement économiques, elles insistent pour que ces ambiguïtés disparaissent. Ceci explique, également, le fait que les compagnies pétrolières et gazières encouragent les règlements de revendications territoriales. Advenant que les Dénés se verraient concéder une partie des territoires par l'Etat, les compagnies pétrolières et gazières sont certaines qu'elles pourraient les acheter des Autochtones, la terre étant, dans la mentalité des Blancs, un objet d'échange. En cas de refus "les compagnies affirment qu'elles peuvent, avec le soutien de la couronne, la faire exproprier pour leur usage."[22]

Contrairement à la Compagnie de la Baie d'Hudson, les industries des ressources non-renouvelables n'ont pas besoin de la main-d'oeuvre locale. On préfère, de fait, ne pas s'en servir! Ce qui importe, pour elles, c'est non pas les gens qui y vivent, mais les terres qu'ils occupent. Il y a toute une armée de travailleurs spécialisés et plus productifs qu'elles préfèrent

importer du sud. Il est vrai que depuis les dix dernières années, les gouvernements territorial et fédéral insistent sur l'emploi des Autochtones dans les industries pétrolières et gazières, et que l'industrie s'y plie volontairement, en grande partie parce que la part majeure des coûts de formation sont couverts par l'Etat. C'est une tactique politique qui crée de bonnes relations publiques et qui peut s'avérer efficace parce qu'elle désengage l'industrie de ses obligations envers la formation industrielle des Autochtones. En perdant leur dépendance de la terre, ces derniers cesseront d'avoir un lien véritable avec une activité économique quelconque. Moins il y aura d'Autochtones vivant de l'économie traditionnelle, plus il leur sera difficile de revendiquer des droits à la terre en se basant sur son usage. Il leur sera nécessaire de se lier de façon définitive à une autre forme économique, soit celle des Blancs, qui risque de les transformer définitivement en prolétaires industriels. Les efforts pour les y soumettre ne datent pas d'aujourd'hui. De fait, toute la politique d'Etat vis-à-vis les Autochtones a été conçue pour arracher ces derniers à leurs cultures afin qu'ils s'assimilent à la société industrielle canadienne. L'historien canadien, E. Brian Titley, dans une étude intitulée, A Narrow Vision,[23] une évaluation de l'administration des affaires indiennes entre 1888 et 1932, propose que les mandarins chargés d'administrer les Autochtones au Canada considéraient ces derniers comme des êtres non-civilisés qu'il fallait transformer à l'image du Blanc. Titley résume ainsi ces objectifs: "Canadian Indian Policy found its principal inspiration in the assumptions of nineteenth-century evangelical religion, cultural imperialism and laisser-faire economies. The Indians were to be led, by whatever means possible, to civilization... Economic self sufficiency was also part of that

agenda. Successful adaptation to agriculture or wage-labour would ensure that the native population no longer constituted a burden on the public purse."[24]

L'économie du Nord, avec ses populations autochtone et blanche a été souvent décrite comme étant une économie dualiste. Une telle conception souligne les différences entre l'économie des Autochtones qui est profondément ancrée dans le passé aborigène de la région, et l'économie des Blancs qui représente l'extension des grands centres urbains du Sud et des intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale dans l'arrière-pays. La première est une économie traditionnelle fondée sur les ressources renouvelables; la seconde correspond à l'économie industrielle fondée sur l'exploitation et l'extraction des ressources non-renouvelables des Territoires du Nord-Ouest. En ce sens, on peut dire que le Grand Nord présente un tableau plutôt paradoxal en ce qui concerne l'existence des activités traditionnelles et de l'économie industrielle en un même territoire. L'envergure de la complexité technologique du travail industriel accentue les différences entre ces deux secteurs. L'anthropologue, Hugh Brody, en témoignant devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie en 1975, s'est exprimé ainsi: "... lorsque se fait l'industrialisation du Nord, on voit les sociétés les plus petites et les plus isolées côtoyer les entreprises d'exploitation les plus complexes et les plus coûteuses du monde. C'est le paradoxe: les plus petits vivant à côté des plus grands, les plus traditionnels à côté des plus modernes et les plus isolés participant aux intérêts économiques nationaux et même internationaux."[25] Les Autochtones prennent des emplois salariés non

seulement pour survivre mais parce que la société industrielle, par le biais de ses institutions politiques et sociales les obligent à s'assimiler à une nouvelle forme d'économie.

La société industrialisée continue d'attirer les Autochtones. Elle s'introduit de façon persistante et permanente dans leur culture, dans leur économie et dans leur société, les incitant à un autre mode de vie qui, à bien des égards, leur est étranger. Aujourd'hui, on demande aux Autochtones d'abandonner leur vie traditionnelle. On leur dit que leurs journées et leurs vies devraient être réparties de la même façon que celles des Blancs et on leur demande de s'engager corps et âme dans le monde industriel. On leur affirme qu'il n'y a pas de compromis.

Comme on le sait déjà, la terre se trouve au coeur de la divergence entre les deux cultures. A supposer que le règlement des revendications se réalise, pourra-t-il empêcher la transformation des Autochtones en travailleurs industriels? Deux économies aussi fondamentalement différentes l'une de l'autre peuvent-elles coexister de façon harmonieuse? Les industrialistes se sont déjà prononcés sur la question, "si les Autochtones refusent de vendre leurs terres, la couronne peut exproprier."[26]

Notes bibliographiques

1. McLuhan, T.C. Pieds nus sur la terre sacrée. Paris, Editions Denoël, 1974.

2. Ibid., p. 9.

3. Ibid., p. 20.

4. Luxemburg, Rosa. The Accumulation of Capital. London, Routledge and Kegan Paul Ltd., 1971.

5. Innis, Harold. The Fur Trade in Canada. Toronto: University of Toronto Press, 1930, Rev. Edition, 1956.

6. Watkins, Melville. "From Underdevelopment to Development", in Dene Nation. the colony within, ed., Melville H. Watkins. Toronto, University of Toronto Press, 1977, p. 88.

7. Luxemburg, Rosa. The Accumulation of Capital. p. 369.

8. Ibid. p. 371.

9. Drew, Wayland. Superior: The Haunted Shore. Canada, Gage Educational Publishing Limited, 1975.

10. Ibid., p. 371.

11. Fumoleau, René. As Long As This Land Shall Last. Toronto, McLelland and Stewart Ltd., 1975, p. 157.

12. Luxemburg, Rosa. The Accumulation of Capital. p. 369.

13. Easterbrook, W.T. and Melville H. Watkins. Approaches to Canadian Economic History. Toronto, McLelland and Steward Limited, 1967, p. 54-59.

14. Watkins, Melville. Gordon to Watkins to You. Toronto, New-Press, 1970, p. 5.

15. Canada. Canadian Petroleum Industry Monetary Survey 1985. Ottawa, Supply and Services, Chapter 5, 1986.

16. Berger, Thomas R. Le Nord: Terre lointaine, terre ancestrale. Ottawa, Approvisionnements et services, 1977.

17. Yellowknife. Bureau of Statistics. Northwest Territories Data Book 84/85. Yellowknife, Outcrop Ltd., 1984, p. 84.

18. Panitch, Leo. The Canadian State - Political Economy and Political Power. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

19. Milliband, Ralph. The State in Capitalist Society. London, The Camelot Press Ltd., 1969.

20. Ibid., p. 75.

21. Clement, Wallace. Class, Power and Property. Toronto, Methuen Press, 1983, ma traduction, p. 144.

22. Watkins, Melville H. Dene Nation, p. 88.

23. Titley, E. Brian. A Narrow Vison. Duncan Campbell Scott and the Administration of Indian Affairs in Canada. Vancouver, University of British Columbia Press, 1986.

24. Ibid., p. 201.

25. Berger, Thomas R. Le Nord: Terre lointaine, terre ancestrale. p. 129.

26. Watkins, Melville, H. Dene Nation, p. 88.

Chapitre 2

LA COLONISATION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

La terre est le point central derrière le développement socio-économique des Territoires du Nord-Ouest. La dernière frontière cède au fur et à mesure que l'on découvre dans son sous-sol les ressources naturelles qui permettent au Canada de concurrencer sur le marché international. A ces fins, l'Etat canadien au cours des trente dernières années, a établi les structures politiques et sociales nécessaires qui vont lui assurer le contrôle de cette vaste étendue et des sociétés autochtones qui y habitent. Ce chapitre a donc pour but de reconstituer brièvement l'évolution des institutions de la société des Blancs dans les Territoires du Nord ce qui nous permettra de mieux comprendre les enjeux politiques et sociaux du travail industriel.

Le processus de colonisation des sociétés autochtones dans le Grand Nord s'est déroulé en deux périodes. La première se définit par l'arrivée "non-concertée" de trois groupes: les commerçants de fourrures et les baleiniers, les missionnaires et la Northwest Mounted Police (plus tard la Gendarmerie royale canadienne), tandis que la deuxième étape est caractérisée par l'établissement d'un gouvernement territorial à Yellowknife à la fin des années 1960 et l'apparition des compagnies gazières et pétrolières internationales. Bien que les agents colonisateurs de la première période n'aient pas oeuvré ensemble, l'objectif en demeure le même pour tous, l'imposition d'un nouvel ordre social dans le Grand Nord. Cette deuxième étape prend un aspect beaucoup plus unifié avec l'implantation des

institutions du sud comme agents de colonisation. Les nouvelles percées économiques, les débuts d'industrialisation, la détérioration des groupes autochtones, les enjeux politiques autour de la question de la souveraineté canadienne dans l'Arctique, ont tous contribué à l'organisation systématique d'une nouvelle pratique coloniale dont l'objectif primaire était la mainmise par l'Etat sur un territoire qui se montrait prometteur de richesses naturelles. On croyait que la transplantation des institutions canadiennes finirait par fusionner les Territoires du Nord-Ouest ainsi que ses sociétés autochtones au reste du Canada.

Les Territoires du Nord-Ouest canadien constituent la terre ancestrale d'un groupe de cultures autochtones, les Dénés, les Inuit et les Métis. Les premiers habitants du Grand Nord sont souvent perçus comme un groupe homogène, ce qui donne la fausse impression qu'il n'y a qu'une seule culture, qu'un seul édifice social pour tout l'Arctique. Cette idée provient d'une vieille attitude culturo-centrique dont les représentants considéraient souvent les habitants des terres qu'ils venaient exploiter, coloniser et assujettir comme un seul groupe, uni par un ensemble de coutumes "primitives", c'est-à-dire, non-civilisées. Percevoir les premières nations des Territoires du Nord-Ouest de cette façon c'est faire abstraction des différences entre économie et civilisation et c'est perpétuer un mépris des cultures découvertes dans l'histoire de l'expansion européenne.

Les peuples du Nord ont toujours été, jusqu'à l'arrivée des Blancs, des chasseurs et des cueilleurs nomades. De petits groupes se déplaçaient sur de vastes territoires, chassant et cueillant ce qu'il leur fallait sans

modifier de façon radicale et destructrice l'environnement. Il est parfois difficile de concevoir que la toundra et les vastes étendues de l'Arctique ont été habitées pendant des millénaires. Même s'ils ont été relativement peu nombreux, selon les critères des Européens, ces chasseurs et cueilleurs autochtones possédaient des compétences parfaitement adaptées qui leur ont permis de survivre pendant tous ces siècles et, on peut retrouver, un peu partout, des vestiges des cultures autochtones--des campements, des fonds de tentes, des pierres fendues par la chaleur d'un feu, d'innombrables artefacts, signes de la richesse et de la variété des sociétés autochtones du Nord.

Les Dénés, les Inuit et les Métis du Grand Nord ne forment pas une société homogène. Même à l'intérieur de ces groupes, on y retrouve toute une série de groupes linguistiques et "ethniques". Les Indiens athapascans de la vallée du Mackenzie constituent cinq ethnies: les Loucheux (ou Kutchins), les Peaux-de-Lièvre, les Slaveys, les Flancs-de-Chien et les Chipewyans. Les Autochtones de l'Arctique de l'Ouest comprennent également les Inuit, qui vivent dans la région du nord du delta MacKenzie et sur les côtes de la mer de Beaufort, mais la plupart d'entre eux habitent le centre et l'est de l'Arctique. A l'intérieur même de ce vaste groupe, il y a des divisions et des distinctions qui reflètent des tendances différentes dans l'utilisation des terres et des méthodes de chasse.

Au cours des 150 dernières années, les Métis de la vallée du Mackenzie se sont joints aux Dénés et aux Inuit comme groupe important de la catégorie des Autochtones du Nord. Les premiers Métis à quitter les Prairies

pour émigrer vers le Nord au début du XIX siècle se sont installés dans la région du Grand Lac des Esclaves. Après la rébellion du Nord-Ouest en 1885, beaucoup de Métis abandonnèrent le Manitoba et s'installèrent dans la région que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Territoires du Nord-Ouest. Même si leurs ascendances européennes et les conditions sociales et économiques dans lesquelles ils ont vécu leur ont donné, dès leur origine, un mode de vie particulier, ceux qui sont venus s'établir dans les Territoires du Nord-Ouest ont modelé leur culture sur celle des Dénés.

Les valeurs et les attitudes des premiers colons Européens en Amérique de Nord différaient considérablement de celles des Autochtones. L'usage de la terre, ainsi que la conception de la terre a toujours été un point de divergence important entre les deux cultures. Selon la conception européenne, la terre était une ressource à exploiter, cultiver et coloniser. La religion chrétienne et l'agriculture étaient symboles d'une vie civilisée et rationnelle. Mais, pour les Autochtones, la terre était l'essence même de la vie: c'est encore une source de vie et de soutien, non pas un bien que l'on peut vendre et acheter ou exploiter à outrance. A la différence des Prairies, les terres du Nord ne se prêtaient guère à l'agriculture. Cependant l'objectif de l'entrepreneur et du colonisateur est resté le même: découvrir le potentiel des terres du Nord. Cette attitude allait à jamais marquer les rapports entre les premiers habitants et la société blanche.

Il y a donc deux populations dans le Nord, celle des Autochtones et celle des Blancs. Malgré le fait que la population non-autochtone a augmenté considérablement depuis la traite des fourrures, les premiers habitants

constituent encore la majorité dans les territoires. Le tableau ci-dessous offre un aperçu des proportions démographiques actuelles.[1]

TABLEAU I

Population des groupes ethniques des Territoires du Nord-Ouest. (Juin 1985)

Tous les groupes	51,012
Autochtones	29,602
Dénés (inscrits)	7,416
Dénés (non inscrits)	1,300
Inuit	18,024
Métis	2,862
Non-Autochtones	21,410

La vaste majorité des Dénés vivent dans la vallée du Mackenzie tandis qu'une petite portion d'Inuit occupe la région nord du delta du Mackenzie. Ces derniers habitent, en grande partie, le centre et l'est de l'Arctique. On retrouve les non-Autochtones un peu partout dans les agglomérations de l'Arctique, mais la plupart d'entre eux habitent les grands centres de la vallée du Mackenzie--Yellowknife, Hay River, Fort Simpson, Norman Wells, Inuvik.

Faute de données précises, il est difficile de savoir au juste combien d'Autochtones sont intégrés au travail industriel de façon permanente. Les activités traditionnelles semblent encore être une partie importante de la vie économique des Autochtones du Grand Nord et nous y reviendrons aux chapitres trois et quatre. Cependant, il est également

évident, en consultant le Rapport annuel des Territoires du Nord-Ouest pour l'année 1986 [2] que l'on met de plus en plus l'accent sur la formation technique et professionnelle des Autochtones. De fait, on vient d'établir en 1986 un système de collèges communautaires qui offrent, entre autres, un cours en administration financière et une variété de programmes destinés à l'emploi salarié.

I. LA PREMIERE PERIODE DE COLONISATION

2.1 Les baleiniers

A l'exception de quelques explorateurs les seuls Blancs qui ont habité le Nord avant le milieu du XIXe siècle furent les commerçants de la Compagnie de la Baie d'Hudson et leurs commis. Le premier établissement des Blancs, un poste de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson, à Fort Résolution, remonte à 1786. La première flotte de baleiniers de San Francisco est arrivée dans la mer de Beaufort vers 1890.[3] Les Autochtones ont été attirés vers les endroits où les chasseurs de baleines passaient l'hiver et ils ont été engagés pour effectuer les travaux serviles des chasseurs de baleine, c'est-à-dire, ramasser le bois flottant afin de conserver le charbon des navires et chasser le caribou et le boeuf musqué, pour approvisionner les pêcheurs en viande fraîche. Les baleiniers ont aussi laissé leurs marques. Diamond Jeness décrit les effets de la chasse sur les Inuit du Delta: "Les baleiniers ont parcouru la mer de Beaufort jusqu'en 1906 environ.... A ce moment-là, la population de baleines et de caribous avait diminué, tout comme

la population esquimaude. Dans l'Arctique de l'Est, on avait connu un peu plus tôt une baisse semblable de population quand les chasseurs de baleines avaient amené avec eux la grippe et d'autres maladies; mais en cet endroit-là, pour une raison encore inconnue, les capitaines des vaissaux n'avaient apporté que de petites quantités de boissons enivrantes, dont la consommation n'avait été permise qu'aux membres de l'équipage. Tel ne fut pas le cas dans l'Arctique de l'ouest où en plus de distribuer les boissons alcooliques en quantité aux Esquimaux, on leur a appris comment s'en faire en distillant de la mélasse ou des pommes de terre." [4]

2.2 Le commerce des fourrures

Le commerce des fourrures a occasionné la première grande transformation de l'économie de subsistance dans les Territoires du Nord-Ouest. Les transformation de l'économie de subsistance et les nouveaux rapports sociaux engendrés ne sont pas issus d'une évolution sociale ou de la communion entre deux cultures; elles sont plutôt le résultat de son envahissement par une forme de commerce étrangère. Les débuts de cet envahissement remontent à l'arrivée des marchands européens qui a eu comme conséquence l'intégration des Autochtones dans un marché d'échange, à savoir la traite des fourrures. L'intégration des Autochtones au mercantilisme fut le commencement du processus de désorganisation sociale qu'ils subissent jusqu'à nos jours. Les transformations sociales issues de ces rapports sociaux ont donc contribué à la marginalisation des tribus autochtones et à la déchéance de leurs structures économiques, politiques et sociales.

On nie, en général, que l'exploitation des Autochtones par les marchands de fourrures européens soit à la base du statut social inférieur dans lequel se sont retrouvés les premiers habitants. Les défenseurs du statu quo préfèrent voir ces groupes comme des sociétés primitives qui ont survécu et qui se sont adaptées, tant bien que mal, dans une forme de relations pluralistes, au monde capitaliste. On soutient que les contradictions qui existent dans le Nord, telles que le chômage chronique parmi les Autochtones (comme ailleurs au Canada), les taux élevés de violence, l'abus de l'alcool et de la drogue sont les résultats de cette incapacité qu'ils ont de s'adapter à la société des Blancs. On voit la destruction de l'économie de subsistance comme une étape inévitable dans la transformation du travail traditionnel. A l'inverse des propos soulevés ci-dessus, nous insistons pour dire que l'érosion des activités traditionnelles et les perturbations sociales que subissent les Autochtones ont été occasionnées par l'intrusion de la société industrielle.

Bien que la traite de fourrures ait donné aux Autochtones des moyens techniques perfectionnés pour la chasse et le piégeage, elle a créé, en même temps, une dépendance des biens de consommation de la société des Blancs; elle a introduit l'usage de l'alcool dont on voit immédiatement les ravages et a contribué aux transformations des rapports sociaux en instituant une nouvelle forme de commerce.

Peter Usher, dans un document sur la prolifération des comptoirs de fourrures entre 1870-1970 dans les Territoires du Nord-Ouest [5] donne un bon

aperçu de l'évolution de la traite des fourrures dans l'Arctique et des conditions sociales créées par celle-ci. En retraçant l'établissement des comptoirs de fourrures, Usher démontre jusqu'à quel point le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson, l'arrivée des piégeurs blancs et les aléas du marché extérieur ont influencé l'économie de subsistance. L'auteur analyse les différentes formes qu'a prise la traite des fourrures durant cette période: les grandes compagnies financées et dirigées de l'extérieur, les piégeurs et les marchands indépendants, les comptoirs administrés par les missionnaires ainsi que les coopératives et les comptoirs établis par l'Etat.

Parmi les grandes compagnies établies dans les Territoires du Nord-Ouest depuis 1870, la plus importante fut la Compagnie de la Baie d'Hudson. Elle est aussi la seule qui a survécu. Parmi ses plus grandes rivales, citons Hislop and Nagle, Northern Trading Company, Lamson and Hubbard Canadian Company, Canalaska Trading Company et Réveillon Frères Ltée. [6] Fondées aux 19e et 20e siècles, elles avaient majoritairement fait faillite dès 1939, la plupart d'entre elles ayant été récupérées par la Société de la Baie d'Hudson. Les commerçants et piégeurs indépendants venaient, en grande majorité, de l'extérieur et ils ont fait leur apparition entre 1920 et 1930. Plusieurs d'entre eux possédaient déjà de petites embarcations - goélettes et chalands - mais leur accès aux établissements de fourrures situés à l'extérieur des territoires se faisait par l'entremise des grandes compagnies. Peu de commerçants et de piégeurs indépendants ont réussi à devenir assez prospères pour s'ouvrir plus qu'un poste de traite à la fois. Les postes entretenus par les missionnaires servaient surtout au transfert de l'argent; ceux-ci avaient fermé leurs portes à partir de 1940.

Les coopératives sont une forme plus récente. Développées par l'Etat, peu d'entre elles s'occupent de fourrures; elles se spécialisent surtout dans le commerce au détail et l'artisanat. Le tableau suivant démontre les fluctuations dans le nombre des comptoirs établis par les différents commerçants dans les environs du Grand Lac des Esclaves, le long du fleuve Mackenzie et dans le delta du Mackenzie entre 1870 et 1970. [7] Ces données servent à illustrer les fluctuations dans les activités de piégeage durant cette période.

TABLEAU II

Périodes d'activités des postes et nombre de postes par emplacements dans chaque région

	Grand Lac des Esclaves		Fleuve Mackenzie		Delta du Mackenzie	
	Postes	Emplacements	Postes	Emplacements	Postes	Emplacements
avant 1870	3	4	5	5	1	1
1870-79	4	4	5	5	1	1
1880-89	4	3	8	6	1	1
1890-99	7	3	6	6	1	1
1900-09	14	5	18	10	2	1
1910-14	17	4	21	9	5	2
1915-19	17	4	22	8	7	2
1920-24	30	10	31	14	10	2
1925-29	43	22	56	27	28	14
1930-34	36	19	58	28	30	15
1935-39	36	16	65	31	22	12
1940-44	28	13	40	23	25	11
1945-49	18	8	37	19	28	14
1950-54	16	7	29	18	20	10
1955-59	16	7	26	16	17	9
1960-64	20	10	23	15	13	6
1965-69	18	11	20	14	10	4
1970	15	10	13	11	8	3
1971	15	10	12	11	8	3

La création de postes de traite permanents, à travers l'Arctique a rendu les Autochtones de plus en plus dépendants de l'économie des Blancs. Les commerçants encourageaient les Autochtones à consacrer de plus en plus de leur temps à chasser les animaux dont la fourrure était recherchée par les marchés du sud plutôt qu'à chasser des animaux qu'ils pouvaient consommer comme nourriture, vêtements, revêtements d'habitations, outils, etc. Le déséquilibre initial de l'économie de subsistance (chasse, pêche et cueillette) occasionné par l'intrusion du commerce des fourrures fut plus ou moins rectifié par le nouveau mode d'échange, c'est-à-dire, que les chasseurs autochtones ont pu intégrer cette forme de commerce à leurs activités traditionnelles. Les chasseurs se transformaient en piégeurs, échangeant des peaux de fourrures pour de l'équipement de chasse et de piégeage ce qui facilitait cette nouvelle activité mais, en même temps, augmentait leur dépendance des postes de traite et des biens de consommation venus du sud.

Le sort économique des piégeurs dépendait des aléas du marché et du bon vouloir des commerçants. Par exemple, lors de la chute du prix des peaux de renard en 1930, les relations entre les Inuit et les commis de la Compagnie de la Baie d'Hudson ont pris une tournure plutôt menaçante pour les piégeurs. Lorsqu'on venait à manquer de nourriture, le commerçant du poste de traite pouvait dicter sa volonté aux familles individuelles en refusant ou en accordant du crédit. Les "bons chasseurs" ou les "chasseurs responsables", pour employer les termes repris par Hugh Brody [8] avaient droit à des rations d'urgence, et les "mauvais chasseurs", [9] c'est-à-dire ceux qui résistaient aux pressions des commis de la compagnie en continuant à vivre de l'économie de subsistance, se retrouvaient souvent sans rations et

le ventre vide. Brody propose que la famine qui survint durant les années 1940 parmi les Esquimaux Caribous qui habitaient à l'ouest de la Baie d'Hudson "est partiellement due à cette dépendance imposée des produits de consommation qu'on leur refusait."[10]

2.3 Conséquences sociales

Les faits suivants nous permettent de mettre en perspective les événements qui ont contribué à l'appauvrissement des sociétés autochtones et aux relations de dépendance qui se sont développées entre eux et la société des Blancs. L'économie d'une ville naissante comme Edmonton, dépendait en grande mesure, à ses débuts, de la traite des fourrures. Les systèmes de transports routiers et fluviaux vers le Nord s'amélioraient et de nombreux commerçants non-autochtones partirent à la recherche des fourrures. Trois ans après la proclamation de la confédération canadienne, la Compagnie de la Baie d'Hudson abandonne ses droits sur le Nord-Ouest et Rupert's Land (aujourd'hui les Territoires du Nord-Ouest) en compensation de territoires et d'argent. Officiellement, c'était le gouvernement canadien qui devait administrer le Grand Nord. En 1880, Robert McFarlaine, l'administrateur chargé du Fort Chipewyan se plaignait auprès du lieutenant-gouverneur Laird: "...owing to the scarcity of food animals, and the comparative failure of the fisheries, numbers of Indians will doubtless suffer many privations betwixt (now) and Spring. We have already expended a lot of fish and potatoes on them, in short, but for the assistance thus annually rendered to the starving Indians, throughout the North, many of them would assuredly perish. Even as it is, now and again, cases occur beyond our reach, which from a scarcity of

food, result in death! It strikes me very forcibly that something must be done and that speedily to help these poor people. Confirming my remarks as applicable to the District of Peace River, Athabasca, English River and the Mackenzie, I am really unaware of anything that has yet been accomplished by our ruler ... since the territory was transferred to Canada...".[11] On s'aperçoit que le nouveau maître (l'Etat canadien) s'intéresse peu aux peuplades du Nord et que l'intrusion des Blancs, loin d'améliorer la vie des Indiens, avait surtout provoqué leur dépendance du commerce des fourrures.

C'est aussi la période où les Autochtones se voient imposer des restrictions sur leurs activités traditionnelles: le 12 juillet 1884, on promulgue la Loi concernant la conservation de la faune (An Act for the Preservation of Game in the Unorganized Portions of the Northwest Territories of Canada). Cette nouvelle loi ne laisse aucun doute sur les motifs de l'Etat. Day Hort McDowell, député fédéral de l'époque voit les choses en ces termes, "As to the legal right of the Government prohibiting the Indians and Half-breeds catching fish out of season, or killing game out of season, I believe that by a recent decision of the Imperial Privy Council, which was given about 14 months ago, they have every legal right to do this;... that the whole North West of Canada belongs to Her Majesty, that it is her property, and she has absolute rights to do whatever she wishes. And in consequence if Her responsible advisors recommend Her to prohibit fishing and shooting out of season, even though Treaty has (not?) been made with the Indians, it is a perfectly justifiable and legal Act."[12]

Le gouvernement canadien de 1885 ne se considérait pas responsable de ces sociétés d'Indiens qu'il avait héritées avec la confédération. Cette indifférence provenait, avant tout, du fait que les Territoires du Nord-Ouest ne représentaient qu'une vaste étendue de neige et de glace. Ceci explique, également, la raison pour laquelle il n'y avait eu aucun engagement formel, c'est-à-dire, aucune signature de traité entre le gouvernement et les peuples autochtones des territoires. L'absence d'accord formel signifiait tout simplement que les hommes d'affaires et les hommes politiques canadiens n'avaient pas encore découvert les richesses souterraines du Grand Nord et que le sort d'une poignée de gens dans l'Arctique pesait peu dans la balance des préoccupations de l'Etat. Or, "pas d'aide sans traité."[13] La signature éventuelle des traités 8 (1899) et 11 (1921) survenue après les découvertes d'or et de pétrole doit être perçue en fonction des développements économiques et politiques de la nation canadienne, plus qu'en fonction du bien-être des Indiens. L'Etat canadien s'assurait ainsi l'accès aux terres tandis que les sociétés autochtones continuaient de s'appauvrir et de dépérir.

C'est également vers la fin du XIXe siècle que de nombreux Blancs sont arrivés dans le Nord en quête d'or. La ruée du Klondike au Yukon avait attiré autour de 30,000 personnes qui s'étaient, en majorité, établies à Dawson City. Mais, elle a aussi laissé sa marque sur les Territoires du Nord-Ouest. Vers la fin des années 1890, plusieurs centaines de prospecteurs qui sont dirigés vers le Yukon, en apprenant l'existence de riches mines d'or dans la partie est du Grand Lac des Esclaves, ont mis fin à leur course vers le Klondike. La venue des prospecteurs dans la vallée du Mackenzie a

joué un rôle important dans la décision de signer le traité numéro 8 avec les Indiens en 1899. Outre l'exploitation dirigée par la société de la Baie d'Hudson, c'était la première mainmise d'un autre groupe d'étrangers sur les ressources naturelles du Grand Nord. Le père Breynat caractérise de la manière suivante les motifs du gouvernement canadien face à l'activité minière: "Worrying about the news of rich gold mines discovered on Great Slave Lake and desiring to assure its rights to the greatest part of the loot, the Government prudently hurried to send a treaty commission to deal with the Indians and to purchase from them complete surrender of their land rights in exchange for a perpetual yearly rent and other gifts."[14]

La découverte du pétrole à Norman Wells, en 1920, a aussi attiré d'autres Blancs dans la vallée du Mackenzie. Si le pétrole jaillit pour la première fois en 1920, on savait déjà qu'il existait. En 1888, les arpenteurs de l'administration fédérale annoncent qu'il y avait du pétrole dans la vallée du Mackenzie. Les appels à l'exploration des ressources non-renouvelables que l'on entend aujourd'hui semblent faire écho au rapport de mars 1888, d'un comité spécial du Sénat sur le district du Mackenzie, dont voici un extrait: ..."La région pétrolifère est si grande qu'elle pourrait bien un jour approvisionner en pétrole presque tout le continent et autoriser l'exportation de pétrole vers l'Angleterre... Les études faites laissent supposer qu'il s'agit là... du plus grand gisement de pétrole de toute l'Amérique du Nord, sinon du monde. L'utilisation du pétrole par toutes les nations et, par conséquent, la demande croissent à un rythme si rapide que cet immense gisement de pétrole prendra là sans doute beaucoup de valeur d'ici peu et se rangera parmi les plus importantes richesses du domaine de la

Couronne du Dominion."[15] A partir de cette période, le nombre de Blancs a augmenté sans cesse. La mine d'uranium la plus riche au monde a commencé à produire du minerai en 1932 à Port Radium. En 1933, on découvre l'or à Yellowknife ce qui occasionne une mini-ruée vers l'endroit qui est maintenant la capitale des Territoires du Nord-Ouest.

Avec la crise économique des années 1930 et la chute des prix des fourrures, on assiste à la contraction du marché. En 1930, la Compagnie de la Baie d'Hudson ferme plusieurs de ses comptoirs dans la région du Mackenzie et plusieurs autres compagnies adoptent le même processus de rationalisation. Depuis 1950, le commerce des fourrures a diminué de façon constante, particulièrement dans son importance pour l'économie du Nord en général. La Compagnie de la Baie d'Hudson continue d'excercer son monopole sur presque tous les villages même si elle a fermé la majorité de ses comptoirs à partir de 1960. La plupart de ses postes ressemblent maintenant au magasin général que l'on retrouve dans n'importe quel village de l'Alberta ou du Québec. Malgré ces changements, les Autochtones ont continué de pêcher, de chasser et de cueillir pour subvenir à leurs besoins personnels et à ceux de leurs villages.

2.4 Les missionnaires

En parlant de l'oeuvre des Oblats de Marie Immaculée et des Soeurs grises dans les Territoires du Nord-Ouest, le Père Adélard Dugré s'exprima ainsi dans un tract intitulé, Les Oblats dans l'Extrême Nord. "Rien n'a rebuté ces âmes vaillantes, ni la fatigue des voyages, ni les tortures de la

faim, ni la barbarie des sauvages, ni l'éloignement, ni le manque absolu des délicatesses de notre civilisation avancée."[16]

Si les commerçants de fourrures s'occupaient à transformer l'économie des Autochtones, les missionnaires se chargeaient d'acculturer leur société. Par exemple, les Frères moraves établis dans l'est du Canada depuis le début de la colonisation, dans leur élan de zèle chrétien s'acharnaient à dénigrer les chefs spirituels esquimaux en les critiquant, attitude qui parvient éventuellement à minimiser leur influence sur la société des Inuit. En 1945, le père Mouchard, Oblat parmi les Inuit priait en ces termes: "Good Lord help to instruct these poor people, to tear from their hearts and souls the pagan beliefs which have a tendency to return and bother them."[17]

L'instruction faite par les religieuses dans le district du Mackenzie a commencé en 1867, l'année de la confédération canadienne, date à laquelle les Soeurs grises firent construire un pensionnat à Fort Providence. Pendant plus d'un siècle l'enseignement allait relever des Eglises et contribuer à l'assimilation des Autochtones aux valeurs chrétiennes. Les enfants étaient séparés de leurs familles dès l'âge de sept ans et devaient habiter dans des pensionnats pendant au moins dix mois de l'année. Lors des audiences organisées par la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie, un témoin a partagé son expérience: "Avant que je ne fréquente l'école, le seul mot d'anglais que je connaissais était 'hello'. Lorsque je suis arrivé à l'école, on nous a dit que si nous parlions indien, nous aurions des coups de martinet sur les mains jusqu'à ce qu'elles deviennent

bleues. On nous a également dit que la religion des Indiens était paienne et superstitieuse. Nous nous sentions dès lors inférieurs au Blancs... La première journée, on nous a enlevé tous nos vêtements et coupé nos cheveux très courts. Nous étions tous confus et nous voulions rentrer à la maison. Certains ont pleuré des semaines durant; je me souviens d'un Esquimau qui pleurait tous les soirs caché sous ses couvertures, parce qu'il avait peur que la Soeur vienne lui donner la fessée... Aujourd'hui je pense à la vie qu'il fallait mener et je sens la colère monter en moi."[18]

Bien qu'on ne prenne plus des mesures de dressage social aussi draconiennes pour l'intégration des jeunes Autochtones et que le système de pensionnats ait disparu depuis les années 1950, l'école s'est définitivement ancrée dans leur vie. En 1955, le ministre du Nord Canadien, Jean Lesage annonce la mise en oeuvre d'un nouveau programme d'éducation dans les Territoires du Nord-Ouest.[19] Ce programme avait pour but d'accélérer la construction d'écoles et les installations d'hébergement. Les enfants étaient maintenant obligés de fréquenter l'école et le programme d'enseignement était étroitement lié aux programmes d'enseignement des autres provinces du Sud; de fait, on persiste à employer le curriculum d'enseignement de l'Alberta.

Même si depuis 1969, la responsabilité de l'enseignement dans le Nord est passée dans les mains du MAINC à Ottawa au département d'éducation à Yellowknife peu de choses ont changé. En dépit des revendications de la part des Indiens et des Inuit pour la participation à la détermination du curriculum, pour l'enseignement des langues et du patrimoine autochtone dans

les premières années d'école primaire, l'enseignement continue de se faire en anglais et les étudiants reçoivent une formation qui les prépare à gagner leur vie dans la société des Blancs.

A partir de 1983 on comptait 71 écoles dans les Territoires du Nord-Ouest. Sept d'entre elles offrent les études secondaires dans les six agglomérations suivantes: Fort Smith, Pine Point, Hay River, Inuvik, Yellowknife et Iqualuit (anciennement Frobisher Bay). A noter que ces écoles secondaires, sauf celle de Iqualuit, sont toutes situées dans l'Arctique de l'Ouest, région qui comporte une prédominance de Blancs. Les étudiants du primaire peuvent faire leurs études dans leurs villages, mais ils sont obligés de quitter leurs familles une fois parvenus aux études secondaires. Cette situation explique, en partie, le phénomène de l'abandon scolaire parmi les jeunes Autochtones, et le fait que "4 Autochtones sur 10 n'ont jamais fréquenté une école secondaire, comparativement à 2 non-Autochtones sur 10; et également, que près d'un quart de la population autochtone détient un diplôme secondaire alors que la moitié des autres Canadiens en ont un."[20] Quelles langues les Autochtones parlent-ils? Selon les dernières données du Ministère des affaires indiennes, six Autochtones sur dix ont déclaré l'anglais comme la première langue apprise dans leur enfance. Trois Autochtones sur dix seulement ont déclaré une langue autochtone comme langue maternelle, tandis que l'autre dix pour cent ont déclaré le français ou une autre langue.[21] Les statistiques pour les Inuit sont plus rassurantes, indiquant que 73,8%. parlent encore l'inuktitut.

Le système scolaire tel qu'il existe dans le Grand Nord est un véhicule de transmission d'une culture qui est autre que celle des Autochtones. Les programmes d'enseignement sont conçus principalement en fonction des activités de la société industrielle et n'ont rien à voir avec l'histoire autochtone, les techniques autochtones, la connaissances de la terre et les animaux. Les valeurs qui sont transmises par le système scolaire du Nord sont celles d'une société qui considère l'environnement comme un objet d'échange et d'exploitation.

2.5 La Gendarmerie royale

Lorne et Caroline Brown dans leur livre, An Unauthorized History of the RCMP [22] affirment que John A. MacDonald crut bon de créer une force policière de nature paramilitaire qui serait capable d'intervenir entre les Indiens et les colons blancs qui venaient s'établir dans l'Ouest. On tenait avant tout à éviter les conflits et à contrôler les Indiens et les Métis qui s'opposaient au projet de colonisation d'Ottawa e.g. la rébellion de Louis Riel au Manitoba et l'opposition des Indiens et des Métis face à la construction du chemin de fer Canadian Pacific.

Les historiens tel qu'Innis s'accordent pour dire que l'acte de confédération est issu du désir de protéger les intérêts commerciaux et industriels de Toronto et de Montréal. L'union de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, résulte des forces appelant l'expansion des marchés de l'ouest. C'est ainsi qu'ont commencé,

en 1869, les négotiations entre la Grande-Bretagne et la Compagnie de la Baie d'Hudson pour le transfert de "Rupert's Land" qui englobait, à l'époque, les quatre provinces futures de l'Ouest, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Cette vaste étendue comportait, également, un grand nombre d'Indiens et de Métis qui n'avaient pas été consultés sur le transfert de ces territoires. La résistance qui s'ensuivit, de la part des Autochtones, était perçue par les administrateurs d'Ottawa comme une tendance "à l'insubordination et à l'insolence", tendance qu'on devait mater. L'administrateur McKeagney à Fort Gary s'exprimait ainsi à John A. MacDonald en 1873: "I feel justified that the presence of a military force in the North West is absolutely necessary. Not only shall we fail to attract Immigration to the North West, unless the due protection of Immigrants is thus ensured, but settlers now residing on the Frontiers of Manitoba, will through fear of Indian hostilities be induced to leave the Province."[23]

La Gendarmerie royale fit son apparition dans les Territoires du Nord-Ouest d'aujourd'hui en 1903, peu d'années après le transfert de Rupert's Land. L'établissement de la Gendarmerie royale dans les Territoires, en commençant par la vallée du Mackenzie coïncide avec l'arrivée de nombreux Blancs qui s'intéressaient, de plus en plus, aux ressources souterraines. S'il est vrai, également, que la gendarmerie fut indispensable pour contrôler le trafic d'alcool et l'usage du poison comme méthode de piégeage (pratique inconnue avant l'arrivée des Blancs) il ne faut pas se faire d'illusion concernant les vrais motifs de sa présence dans le Grand Nord: éviter, noter, et rapporter les conflits entre les Blancs et les Autochtones

assurant ainsi le bon déroulement du processus de développement économique et de colonisation.

L'importance de la Gendarmerie royale a grandi en proportion avec la colonisation des Territoires. Aujourd'hui, il existe un bureau chef à Yellowknife et rares sont les villages sans représentants de la Gendarmerie royale. On ne s'occupe pas seulement d'incarcérer les Autochtones qui consomment de l'alcool (et avec quel acharnement!); aujourd'hui comme hier, l'objectif principal de la force policière demeure le même, c'est-à-dire, le maintien de l'ordre social, mission qui l'a amenée, à certains moments, à considérer la Nation Dénée comme un mouvement subversif. Comme la religion, l'introduction des lois de la société industrielle dans le Grand Nord a servi, dans un premier temps, à dévaloriser les coutumes et les moeurs des Autochtones pour finalement détruire leurs structures d'ordre social. On a obligé les premiers habitants, sous peine d'amendes et d'emprisonnements, à se soumettre à des normes de conduite étrangères à leurs cultures. Un magistrat, appelé à présider à un cas "d'homicide" (une femme Inuit fatalement atteinte de la tuberculose avait demandé à son fils de l'aider à mourir) s'est exprimé ainsi: "There may be a different standard of observance in areas occupied by primitive people. I find it very difficult to express this: perhaps I should put it this way: we could not accept for one part of the country a lower or different view of duty from the one that was meant to apply throughout the country."[24]

II. LA DEUXIEME PERIODE DE COLONISATION

La deuxième étape de colonisation des Territoires du Nord-Ouest est caractérisée par la croissance du rôle de l'Administration centrale dans la vie des Autochtones depuis les années 1950 et l'établissement du gouvernement territorial à Yellowknife en 1967. L'extraction minière, l'aménagement des réseaux de transport et l'exploration pétrolière et gazière ont tous contribué à l'accroissement de la population non-autochtone dans les Territoires du Nord-Ouest. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre de Blancs s'est rapidement accru. En 1953, il y avait 250 à 300 fonctionnaires fédéraux dans les territoires. Aujourd'hui, le gouvernement du Canada (et les sociétés de la Couronne) et l'administration des Territoires du Nord-Ouest comptent quelques milliers d'employés. Dans les pages suivantes nous examinons les efforts déployés par ces administrations dont la fonction est l'intégration des Autochtones aux institutions et à l'activité de la société industrielle.

Le mode de vie traditionnel, qui embrassait le commerce des fourrures, a pris fin il y a environ trente ans. Le grand effondrement des prix des fourrures après la Seconde Guerre mondiale a entraîné au cours des années 1950 l'affaiblissement du commerce des fourrures dans le Nord. C'est à cette époque que l'administration fédérale s'est introduite de façon définitive dans la vie quotidienne des sociétés du Grand Nord.

L'administration a accordé aux Autochtones du Nord des allocations familiales et des pensions de vieillesse. Elle a fait construire des

infirmeries, des écoles et des prisons. Ensuite, elle a décidé de loger "plus convenablement" les Autochtones dans un système d'agglomérations ce qui signifiait, plus ou moins, la fin de leur nomadisme. Elle offrait tout d'abord ce que peu de parents refuseraient, à savoir de nourrir, de soigner et d'instruire leurs enfants. Dès lors, les peuples autochtones tombaient sous un régime qui voulait réorganiser leur vie quotidienne à l'image des Blancs.

2.6 La croissance des agglomérations

La croissance des agglomérations depuis 1950 voit contraindre les Autochtones à la sédentarisation pour que les enfants puissent fréquenter l'école et que les adultes puissent obtenir des services sociaux offerts par l'Etat. On faisait comprendre aux parents autochtones qu'ils ne toucheraient pas les allocations familiales si leurs enfants n'allaient pas en classe. Cependant, le programme d'étude offert dans les écoles forme les enfants dans des domaines qui n'ont aucun rapport avec la vie et les traditions autochtones. Ce qui s'est produit dans la vallée de la Nahanni (tributaire du Mackenzie) est un exemple classique des conséquences du système d'agglomérations. L'Administration fédérale a obligé les Dénés à venir habiter Nahanni Butte pour que les enfants puissent aller à l'école qu'elle avait construite là. Les Dénés ne vivaient pas à Nahanni Butte dans le passé, mais dans des camps le long de la rivière. Nahanni Butte, malgré qu'il soit situé dans un paysage magnifique, n'est pas un endroit propice pour la chasse, la pêche et le piégeage. Ni l'école, ni l'année scolaire, ni le

programme d'études, ni encore moins l'emplacement de l'agglomération n'ont été conçus avec le concours des Autochtones.

Avec la croissance des agglomérations du Nord, on a vu apparaître dans les villages autochtones des enclaves réservées aux Blancs--les fonctionnaires, le personnel enseignant, la Gendarmerie royale, etc. Les Blancs, en majorité, ne socialisent pas avec les Autochtones sauf dans l'exécution de leur fonction d'administrateurs. De nombreux témoins devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie ont exprimé leur mécontentement à l'égard des Blancs qui vivent dans leur village et qui habitent dans de meilleurs logements, qui ont de l'eau courante potable, des toilettes à chasse d'eau et d'autres commodités de la banlieue canadienne que les Autochtones n'ont pas.

Autrement dit, le système des agglomérations n'a pas eu pour effet de loger les Autochtones aussi convenablement que les fonctionnaires blancs. La qualité très inférieure des logements destinés aux Autochtones par rapport à ceux des Blancs perpétue le mythe qui veut que les Autochtones, habitués à vivre dans des tentes et des maisons de neige n'ont pas l'habitude des logements modernes et, qu'en réalité, ils préfèrent des habitations plus simples, "plus près de la nature".

2.7 Les emplois salariés

Avec l'établissement des agglomérations et des services sociaux l'Administration a commencé à offrir aux Autochtones quelques emplois à plein

temps et quelques emplois temporaires. Il s'agissait, comme d'habitude, de travail subalterne tels que des postes de concierges ou de manoeuvres. Parallèlement, au cours des années, la construction de la "ligne DEW" et la construction de routes, projets entrepris par l'Etat, ainsi que la croissance des activités des grandes compagnies pétrolières et gazières, qui permettent toujours d'offrir des catégories d'emplois inférieures aux Autochtones. L'habile chasseur qui commandait le respect dans l'ordre traditionnel se joignait au nouvel ordre au plus bas échelon.

Pour ceux qui souhaitaient continuer à vivre des produits de la terre, les prestations de bien-être et les petits salaires d'appoint étaient parfois le seul moyen de financer l'achat d'équipement et de munitions. Alors que les commerçants de fourrures avaient auparavant tenté, par des avances de crédit, d'encourager les familles à continuer à vivre comme par le passé, les nouvelles structures socio-économiques imposées surtout par l'Administration obligeaient les Autochtones à demeurer dans les agglomérations pour travailler comme concierges dans les écoles et dans les bureaux de fonctionnaires ou en faisant l'essartage de routes plutôt que de bénéficier des prestations de bien-être qui leur permettraient d'aller chasser.

La plus grande part des revenus personnels des Autochtones sert à acheter des provisions et de l'équipement, tels des motoneiges, des fusils et des pièges. De cette façon, les emplois salariés servent à valoriser l'économie et la culture des Autochtones. Par contre, l'augmentation de ces revenus n'est pas toujours utilisée à cette fin mais plutôt à l'achat de

biens de consommation individuels et personnels, provoquant ainsi la division et l'affaiblissement de l'ordre social. e.g. l'érosion de la pratique de la distribution des biens collectifs, la consommation et l'abus d'alcool et de la drogue. L'emploi industriel ne mettra pas soudainement fin au mode de subsistance traditionnel. A long terme, cependant, une telle orientation économique entraînera le déclin de l'utilisation de la terre et de la production d'aliments traditionnels.

2.8 Les institutions politiques

A partir de la fin des années 1960 l'exploration minière ainsi que celle du gaz et du pétrole dans le Grand Nord commence à prendre de l'ampleur. Avant 1964, on ne jalonnait pas plus de 6,000 concessions par année au nord du 60e parallèle. Entre les années 1964 et 1969, environ 90,000 concessions ont été jalonnées uniquement dans les régions de Pine Point et de Coppermine. Bien qu'un puit d'exploration ait été foré dans l'Île Melville en 1961, ce n'est qu'après 1968 que l'industrie pétrolière commence à vouloir accélérer l'exploitation des hydrocarbures. L'accroissement de ces activités concorde, également, avec l'établissement du gouvernement territorial à Yellowknife.

Le gouvernement territorial ne partage pas les mêmes pouvoirs que les gouvernements provinciaux du Canada. Son administration est soumise à la Loi sur les territoires et relève des statuts fédéraux. Son ensemble de services est une institution dérivée et subordonnée aux politiques fédérales. Il est donc loin d'être un pouvoir provincial. Il administre l'éducation,

les services sociaux, la justice, etc. et sert plus ou moins de corps consultatif auprès du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien. Le commissaire n'est ni un représentant de la reine, ni un chef de parti: c'est un fonctionnaire fédéral. L'assemblée législative, qui ne représente aucun parti politique, diffère des assemblées législatives provinciales sur deux points très importants: elle ne peut modifier sa propre constitution puisque celle-ci n'est autre que la Loi sur les territoires et, elle n'a pas, non plus, le droit de gérer, ni de vendre les terres publiques. Seule, la Couronne se réserve le droit de disposer des terres dans le Grand Nord. Même les groupes de pression autochtones, tels que la Dene Nation, la Metis Association of the Northwest Territories et le Committee for Original People's Entitlement, ne possèdent aucun pouvoir qui leur permettrait d'apporter des changements aux structures des institutions actuelles.

Les institutions politiques sous forme de conseils de hameaux (hamlet council), de conseils de bandes et de conseils régionaux, conçues par Ottawa, servent de modèle pour intégrer les Autochtones aux structures politiques des Blancs. L'administration municipale, semblable à celle du Sud canadien, a été choisie comme l'institution de l'administration locale. Cette forme d'administration ne tient pas compte de la façon traditionnelle de prendre des décisions, chez les Autochtones, où l'approbation de toute la collectivité, obtenue par consensus, est la façon indiquée de trancher une question. Aujourd'hui, plusieurs Autochtones des Territoires du Nord-Ouest font partie des conseils d'organismes municipaux qui s'occupent de questions comme l'approvisionnement en eau et l'enlèvement des ordures, jugées par les Autochtones moins importantes pour leur avenir que la gestion du gibier, du

poisson et des animaux à fourrures, de leur contrôle du développement des ressources non-renouvelables et des revendications foncières.

A la lumière de nos observations dans ce chapitre, il ne reste qu'à conclure que les développements socio-économiques du Nord ont été déterminés par l'Administration ou par des habitants du Sud, et les programmes ont été conçus et mis en oeuvre en réponse aux politiques d'Etat et sans aucun concours des Autochtones. Bien que ces programmes aient été souvent mal conçus en ce qui concerne le mode de vie des Autochtones, ces derniers ont été attirés par ces services qui sont maintenant perçus comme des nécessités. De nos jours, l'Etat offre des logements, des services d'hygiène, des écoles, des prestations d'assistance sociale et des programmes de formation professionnelle. Il ne cesse de répéter aux Autochtones qu'il est à leur avantage --et à celui de leurs enfants--de les accepter et de s'intégrer à la société industrielle.

Il est à prévoir que, par l'établissement de ses institutions politiques et sociales qui obligent les Autochtones du Grand Nord à vivre comme les Blancs et à s'intégrer graduellement au mode de travail industriel, l'Etat canadien finira par "libérer" de façon définitive la terre ancestrale.

Notes bibliographies

1. Government of the Northwest Territories. Northwest Territories Statistics Quaterly. Yellowknife, Départment of Information, 1983.

2. Government of the Northwest Territories. 1986 Annual Report. Yellowknife, 1987, p. 24.

3. Berger, Thomas R. Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. Rapport de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie. Ottawa, Approvisionnement et services, 1977, p. 154.

4. Jeness, Diamond. Eskimo Administration: II Canada. Ottawa, Arctic Institute of Canada, May 1964, p. 14.

5. Usher, Peter J. Fur Trade Posts of the Northwest Territories. Ottawa, Northern Research Group, Department of Indian Affairs and Northern Development, March 1971.

6. Ibid., p. 35.

7. Ibid., p. 26.

8. Brody, Hugh. The People's Land. Whites and the Eastern Arctic. Markham, Penguin Books, 1975, p. 23.

9. Ibid., p. 23.

10. Ibid., p. 23.

11. Fumoleau, René. As Long as This Land Shall Live. Toronto, McLelland and Stewart, 1975, p. 31.

12. Ibid., p. 53.

13. Ibid., p. 30.

14. Ibid., p. 48.

15. Ibid., p. 40.

16. Dugré, Adélard. Les Oblats dans l'Extrême Nord. Montréal, L'oeuvre des tracts, 1922, p. 5.

17. Brody, Hugh. The People's..., p. 17.

18. Berger, Thomas R. Le Nord: terre..., p. 97

19. Ibid., p. 97.

20. Statistiques Canada. Recensement 1981. Les autochtones au Canada. Ottawa, Approvisionnements et Services, 1984.

21. Ibid.,

22. Brown, Lorne and Caroline. An Unauthorized History of the RCMP. Toronto, James Lewis and Samuel, 1973.

23. Ibid., p. 12.

24. Brody, Hugh. The People's..., p. 28.

Chapitre 3

SOCIETE INDUSTRIELLE VS SOCIETE TRADITIONNELLE

Les chapitres précédents, nous ont fourni un cadre théorique et une perspective historique qui vont nous permettre d'approfondir notre analyse concernant la question principale de notre travail, à savoir, quelles sont les conséquences du mode de travail industriel pour les Autochtones et leur milieu? Avant d'aborder les données fournies par les études qui ont été réalisées concernant les impacts socio-économiques de la construction du pipeline de Norman Wells sur les sociétés autochtones situées dans la zone de construction et sur les travailleurs autochtones qui ont participé au projet, nous tenons à éclaircir certains points. Dans ce chapitre, nous proposons d'examiner les choses suivantes: 1. les caractéristiques de l'activité traditionnelle et du mode de production industrielle; 2. les différentes écoles de pensée qui existent par rapport au développement économique du Grand Nord; 3. certaines contradictions qui ressortent devant l'expansion du développement des ressources non-renouvelables dans les Territoires du Grand Nord.

3.1 L'utilisation de la terre

Les impulsions du capital international pour l'exploitation des ressources non-renouvelables et l'établissement des institutions politiques et sociales de l'Etat canadien ont mis les Blancs et les Autochtones en contact sur une terre éloignée, terre qu'ont toujours habitée les Indiens et les Inuit, et plus récemment, les Métis. Les Blancs, motivés par des raisons

socio-économiques diamétralement opposées aux premiers habitants ont découvert une terre riche en produits convoités: tout d'abord des fourrures, ensuite de l'or et de l'uranium et maintenant ce sont le pétrole et le gaz qui sont les produits recherchés. La société des Blancs s'est infiltrée dans la vie des premiers habitants afin de s'emparer des richesses des Territoires.

Les représentants du capitalismes national et international prétendent que l'avenir économique du Canada dépend de l'exploitation industrielle sur une grande échelle. Les grandes compagnies internationales du gaz et du pétrole qui s'installent dans le Grand Nord s'intéressent uniquement à l'exploitation de la terre et aux profits qu'elles peuvent leurs procurer. L'Etat canadien, de son côté, par ses politiques d'assimilation, cherche à transformer les Autochtones en travailleurs industriels pour "libérer" la terre du Nord. Pour mieux comprendre la résistance des Autochtones envers les avances de la société industrielle et les raisons pour lesquelles ils préfèrent vivre des activités traditionnelles, nous pensons qu'il serait utile de consacrer quelques pages aux caractéristiques qui différencient ces deux modes d'activités.

3.2 Travail industriel vs activités traditionnelles

La vie dans la nature exige beaucoup d'efforts. Les hommes et les femmes doivent travailler continuellement, afin de survivre. Ils doivent se nourrir, se chauffer, s'habiller, s'abriter, s'occuper des animaux, réparer les embarcations, les motoneiges et les traîneaux. Ils doivent prévoir les

mouvements des animaux et piéger ou chasser en conséquence. Or, cette forme de travail exige un apprentissage constant car les Autochtones admettent qu'il est impossible de tout comprendre dans la nature. Un Autochtone devant la Commission d'enquête du pipeline dans la vallée du Mackenzie s'exprima ainsi: "Le piégeage et la chasse m'ont appris la même chose: on ne peut pas apprendre d'un seul coup tout ce qu'il faut connaître dans ce domaine. Même si l'on vit très longtemps, je crois qu'on apprend tout le temps; il y a toujours quelque chose de nouveau et c'est ce que j'aime. Parfois on pense qu'on connaît tout, mais on se rend vite compte que ce n'est pas vrai. Alors on est heureux d'apprendre de nouvelles choses."[1]

Différemment de l'activité traditionnelle, l'apprentissage au travail industriel n'est pas une formation qui s'étend durant toute une vie et qui requiert un apprentissage continu. La formation technique dans la société industrielle est conçue en mesure de tâches spécifiques et parcellaires puisque l'objectif est de produire le plus rapidement possible. De plus, le travailleur industriel est obligé de se retirer du marché du travail à un certain âge pour laisser la place aux plus jeunes qui ont acquis des nouvelles connaissances technologiques leur permettant de produire encore plus vite et plus efficacement.

Le travail industriel contraint les travailleurs à se détacher de l'environnement familial, tandis que dans l'économie de subsistance le travail des hommes et des femmes se complète. Pendant que les hommes vont à la chasse, les femmes demeurent dans les camps ou les villages. Elles grattent et tannent les peaux, elles font sécher la viande, elles s'occupent

des enfants, du travail artisanal et elles chassent le petit gibier. Parfois, les femmes vont à la chasse avec leur mari et partagent tout le travail qui s'ensuit. Plusieurs des femmes autochtones pratiquent le piégeage durant l'hiver. Mais, en général, l'économie traditionnelle comporte deux secteurs d'activités - celui des hommes et celui des femmes - chacun dépend de l'autre.

Les Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, si l'on croit leurs témoignages majoritaires devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie, préfèrent la vie traditionnelle parce qu'elle leur permet de vivre librement et de façon autonome. Sur la terre, chacun est son propre maître et dans l'économie de subsistance l'apport de tous est reconnu et important. Même s'il doit suivre les cycles de la nature, l'Autochtone n'est pas contraint à se soumettre aux hiérarchies patronale et syndicale et aux rapports antagonistes qui en découlent. Il n'est pas non plus soumis aux cadences des nouvelles technologies ni au contrôle et à la surveillance de la gestion. En outre, tous les fruits de la terre et de son travail appartiennent à la famille et à la communauté. Par contre, le travailleur industriel, sauf pour sa force de travail est dépourvu des moyens de production et il travaille pour faire profiter le capital.

Les Autochtones se sentent souvent très frustrés depuis l'intrusion de l'Etat. Durant l'enquête Berger les Autochtones ont présenté la chose ainsi: "Autrefois [nos] parents n'avaient personne, [aucune] Administration leur disant quoi faire ou quoi exiger. Ils vivaient une bonne vie car ils vivaient selon leurs désirs. Personne ne venait leur dire comment vivre; ils

savaient comment gagner leur vie, c'était de bonnes gens. Aujourd'hui, cependant, [on dirait] que l'Administration veut remplacer leur mode de vie: tout porte le sceau de l'Administration."[2]

Pour les Autochtones le travail salarié et, en particulier, l'expansion du travail industriel signifie la perte de gouverne sur eux-mêmes et leur environnement. De fait, l'organisation industrielle du travail est une forme d'activité fractionnée et spécialisée qui transforme l'être humain en une extension de la machine. Harry Braverman, dans son oeuvre Travail et capitalisme monopoliste, qualifie la subordination au travail industriel en ces termes: "La transformation de l'humanité laborieuse en une 'force de travail' est un processus incessant et sans fin";[3] et, "La nécessité d'adapter le travailleur au travail dans sa forme capitaliste, de surmonter les résistances naturelles intensifiées par la technologie en rapide mutation, les rapports sociaux antagonistes et la succession de générations... deviennent des traits permanents de la société capitaliste."[4] En d'autres mots, la force de travail de l'individu est transformée en une marchandise que l'on vend sur le marché du travail.

Braverman affirme que ce sont avant tout les forces socio-économiques, c'est-à-dire, l'accumulation des profits capitalistes, qui ont arraché les travailleurs à leur mode de production antérieur et qui éventuellement les ont obligés à s'intégrer à une nouvelle organisation du travail. Braverman poursuit ainsi: "... La classe ouvrière ne se soumet progressivement au mode de production capitaliste et aux formes successives qu'il prend que dans la mesure où le mode de production capitaliste conquiert

et détruit toutes les autres formes d'organisation du travail et, avec elles, toute autre solution pour la même population laborieuse."[5] Dans la même veine, Sidney Pollard, dans son livre, The Genesis of Modern Management - une étude sur la révolution industrielle en Grande-Bretagne s'est penché sur le phénomène de transformation des premiers travailleurs industriels dans les manufactures anglaises du 19e siècle. La citation suivante est évocatrice du même genre de phénomène qui est en train de se produire chez les Autochtones des territoires. "The worker who left the background of his domestic workshop or peasant holding for the factory entered a new culture as well as a new sens of direction. It was not only that 'the new economic order needed... part humans: soulless, depersonalized, disembodied, who could become members, or little wheels rather, of a complex mechanism'. It was also that men who were non-accumulative, non-acquisitive, accustomed to work for subsistence, not for maximization of income, had to be made obedient to the cash stimulus, and obedient in such a way as to react precisely to the stimuli provided."[6] La dernière phrase de cette citation exprime de façon succincte et précise l'essence même de la transformation des Autochtones en travailleurs industriels.

Comme nous l'avons précisé dans les pages précédentes, l'adoption du travail industriel comme moyen de travail principal pour les Autochtones, c'est avant tout la perte d'autonomie pour eux-mêmes et leur environnement. Moins il y aura d'Autochtones qui vivront des fruits de la terre, plus il sera facile de l'abandonner, de la faire exproprier, de la négocier. C'est également l'abandon des valeurs traditionnelles basées sur la notion du partage, de la conservation et du renouvellement de la nature pour endosser

les caractéristiques de la civilisation industrielle qui ont leurs assises dans l'esprit de l'individualisme et dans la notion de l'exploitation à outrance de la nature. C'est, en dernière instance, la transformation des rapports sociaux à l'intérieur même des sociétés non-capitalistes et la désintégration de leurs cultures.

3.3 Les écoles de pensée

En ce qui a trait spécifiquement à la notion du développement économique et des emplois dans les Territoires du Nord-Ouest, il existe deux écoles de pensée. L'une représente les chercheurs tels que J. Stabler [7] et W.A. Fuller[8] ainsi que le gouvernement et les porte parole des entreprises, qui affirment qu'il y a relativement peu d'Autochtones qui pratiquent les activités traditionnelles, soit à plein temps ou à temps partiel et que les revenus qui en résultent (vente de fourrures et de nourriture) ne sont pas importants. Ces chercheurs doutent qu'une économie basée sur les ressources renouvelables soit suffisante à subvenir aux besoins de la population autochtone. Ceux qui défendent cette idée soutiennent que le développement du secteur industriel devrait être la base de l'économie du Grand Nord. On laisse entendre que si on néglige de développer le secteur industriel et d'y intégrer les Autochtones, ces derniers seront voués à l'inactivité et à la dépendance. On soutient, par ailleurs, qu'à la lumière des événements des deux dernières décennies -- l'intensification de l'exploitation gazière et pétrolière-- les Autochtones n'ont plus de choix: les dés sont jetés et ils seront obligés de se transformer en travailleurs industriels.

L'autre école de pensée soutenue par T. Berger[9] et des spécialistes comme M. Watkins[10] et P. Usher[11] maintient que l'on ne devrait pas envisager l'économie industrielle comme le seul moyen de développement économique dans les Territoires du Nord-Ouest. Contrairement aux auteurs cités ci-dessus, ceux qui avancent l'idée d'une économie dualiste croient qu'il serait préférable de renforcer l'économie traditionnelle afin d'assurer la survivance des cultures autochtones. Thomas Berger, dans le rapport de son enquête sur l'impact socio-économique d'un pipeline dans la vallée du Mackenzie affirme que l'économie du Nord comporte quatre secteurs: l'économie de subsistance, le commerce des ressources renouvelables, les emplois salariés dans l'entreprise locale et dans l'industrie.[12] Les deux premiers secteurs n'ont pas besoin d'élaboration puisqu'il suffit de comprendre qu'ils sont reliés à l'économie traditionnelle des Autochtones (chasse, pêche et piégeage). Ce sont les deux autres secteurs, ceux des emplois salariés, qui risquent à long terme, sinon à court terme, de faire disparaître l'activité économique traditionnelle des Autochtones, parce qu'ils obligent ceux-ci à laisser de côté les activités reliées à la terre pour s'engager dans un mode de production dont la logique est complètement différente. De plus, Watkins affirme que les profits émanant du développement industriel vont quitter les territoires puisque les investissements proviennent de l'extérieur sinon de l'étranger et que ce sont les Dénés et les Inuit, en fin de compte, qui auront à essuyer les dégats sociaux et écologiques, d'autant plus qu'ils n'auront participé que de façon marginale comme travailleurs. "If non-renewable resource exploitation is to continue, then instead of integrating the Dene into a one-sector [wage] economy... what should be

considered is creating a two-sector economy which has the real promise of being beneficial to the Dene. That is, ...what could be created is a two-sector economy where the two sectors co-exist harmoniously."[13] En 1977 Mel Watkins entrevoyait cette stratégie comme un moyen politique de décolonisation dans une optique d'autodétermination pour les Autochtones. Cette approche, selon lui, avait le potentiel de permettre aux Dénés de développer une économie à deux secteurs, dont l'un, c'est-à-dire, le secteur industriel, entraînerait l'épanouissement d'une économie diversifiée du genre "small is beautiful" ce qui pourrait éventuellement occasionner des changements constitutionnels.

A certains égards, l'emploi salarié déjà introduit à un certain degré auprès des Autochtones a favorisé l'économie de subsistance. Les emplois créés par la croissance des agglomérations et la présence de l'administration centrale et ses subventions ont augmenté les moyens mis à la disposition des Indiens et des Inuit. Par conséquent, ils ont pu moderniser leur équipement de chasse et de piégeage. Par contre, le chasseur assujetti à des horaires de travail fixes a-t-il le temps de profiter des moments favorables aux activités traditionnelles? Peut-il continuer à suivre le déplacement des animaux et se rendre vers les aires de chasse tout en participant au mode de production qui l'oblige à s'installer loin de ses territoires de chasse et de piégeage? Si les possibilités d'emplois offertes par le développement industriel augmentent en même temps que les pressions pour combler ces emplois, les Autochtones quitteraient leurs agglomérations pour aller travailler à des endroits où il serait difficile ou même impossible de poursuivre leurs activités économiques. Tant que les spécialistes comme

Stabler et Fuller ainsi que le gouvernement et l'industrie continueront de dénigrer l'économie de subsistance, les premiers habitants seront contraints à s'intégrer aux emplois salariés. Peter Usher, un géographe qui connaît la vallée du Mackenzie depuis longtemps, a démontré la vitalité de l'économie de subsistance et il estime que les statistiques officielles ne tiennent pas compte de la réelle valeur de l'économie des Autochtones. D'après des données de 1973-1974, dans les agglomérations de l'Arctique de l'Ouest, soit Aklavik, Inuvik, Tuktoyaktuk, Paulutuk et Sachs Harbour, la valeur des fourrures se chiffrait à 800.000 $ et celle de la viande à près de 1.6 millions de dollars. Cela se traduit en revenu de 8.000 $ par famille puisque la population à cette époque était composée de 2.000 Inuit répartis en environ 300 familles.[14]

Stabler, un des promoteurs de l'idée de l'exploitation des ressources non-renouvelables, en parlant de l'infériorité de l'économie traditionnelle, critique Berger: "...by illustrating the importance of this sector, ... he overestimates the profits because he neglects to substract the costs of production from the net revenues."[15] Il continue son argument de la façon suivante: "... subsequent development within the corridor would produce enough permanent jobs, first in construction, then in maintenance, repair and operation to have a substantial impact on local employment for a very long time. With this type of long term development in the corridor, secondary development of other sectors of the economy would occur. This we know."[16] Cependant, Stabler ainsi que tous ceux qui endossent cette perspective, ne tiennent pas compte de la valeur du coût de remplacement des produits de la terre et ils surestiment les retombées économiques de l'industrie. Ce qui

est encore plus grave, mais compréhensible, c'est leur sous-estimation des conséquences de cette forme de travail sur les sociétés autochtones.

3.4 Craintes et contradictions

Les craintes, par rapport à la pénurie d'emplois dans le secteur des ressources renouvelables ont resurgi plus récemment devant la Commission d'évaluation environnementale pour le projet de Norman Wells (CEE) qui a eu lieu en 1981. Il apparaît qu'un nombre croissant d'Autochtones estiment qu'une augmentation des possibilités d'emplois s'impose. Un témoin autochtone s'est exprimé ainsi devant la CEE: "... Je pense donc que le pipeline est une bonne chose. Si vous ne faites pas ce genre de chose, le trappeur a plein temps devra abandonner le piégeage. Il faut beaucoup de temps, énormément de temps, d'argent, d'essence et d'huile pour faire marcher un skidoo."[17] Lorsque les Autochtones qualifient le travail salarié comme "une bonne chose" ils voient dans cette activité un moyen de suppléer à leurs revenus pour s'acheter des motoneiges, des nouvelles embarcations, de nouveaux pièges ou des fusils de chasse. L'emploi salarié aurait de l'importance que dans la mesure qu'il l'aide à conserver son mode de vie traditionnel. Telles sont les contradictions qui ressortent lorsque les Autochtones du Nord sont interrogés sur la question du travail salarié. C'est ainsi à la lumière de ces témoignages, que jusqu'à présent, les rapports qui ont été rédigés à ce sujet proposent le maintien de la dualité de l'économie des Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire, le renforcement de l'emploi salarié, justement afin que les Autochtones puissent continuer à vivre de leur économie de subsistance.

Nous soutenons, par contre, que l'imposition d'un nouveau mode de production sur une société aussi fondamentalement différente que celle des Autochtones donne lieu à des conséquences sociales négatives qui pourraient finir par endommager de façon irréparable l'économie de subsistance et le tissu social des collectivités qui subissent les perturbations occasionnées par le travail industriel. Lors des assises de la CEE les porte-parole des Autochtones surtout étaient très inquiets à ce sujet. Les effets néfastes de l'alcool et les taux de criminalité sont là et faciles à constater. Durant l'enquête Berger les Autochtones ont souvent exprimé qu'il existe une corrélation entre les malaises sociaux et l'expansion industrielle. "[Les] agglomérations de la vallée et du delta du Mackenzie les moins touchées par l'expansion industrielle et par la mentalité des Blancs sont celles où le crime et la violence causent le moins de problèmes."[18]

Nous savons que l'abus de l'alcool et de la drogue peut occasionner des effets dévastateurs physiques et contribue à la dégradation des institutions sociales et des relations humaines. L'alcool est source de certaines maladies qui attaquent les systèmes nerveux et digestif (ulcères, cirrhose, gastro-entérite), le système respiratoire (bronchite, pneumonie), et le système vasculaire. En ce qui concerne les relations humaines, les dossiers d'organismes tels qu'Alcooliques Anonymes (AA) comportent les témoignages des dégats sociaux. Si nous acceptons la prémisse que des facteurs sociaux tels que l'augmentation des comportements déviants et de certaines maladies parmi certains groupes sont des indicateurs de

détérioration sociale, il est alors essentiel de partir de cette optique pour analyser le rôle de l'alcool chez les Autochtones.

A notre avis, il est abusif d'affirmer que la consommation d'alcool et de drogue est la cause principale des problèmes physiques, psychiques et sociaux que l'on retrouve chez les Autochtones. Par ailleurs, ce serait également sauter aux conclusions de prétendre que les Indiens et les Inuit, comme groupes ont une prédisposition génétique qui les rendrait susceptibles de mal supporter les propriétés de l'alcool (e.g. éruption cutanée chez les Japonais associée à la consommation d'alcool). Nous ne connaissons aucune étude qui démontre un phénomène semblable chez les Autochtones. Le phénomène doit être perçu autrement et si nous nous attardons sur le sujet ce n'est pas pour perpétuer le mythe de "l'Indien saoul" mais plus précisément pour le dégonfler. Nous pensons, plutôt, que l'abus de l'alcool tel qu'il se produit autant chez les Blancs que chez les Autochtones est une des caractéristiques de la société industrielle.

Les chercheurs (Washburne: 1961, Bacon: 1976, Heath: 1976, Pernanen: 1976) sont unanimes à dire que les sociétés ont recours à l'alcool pour diverses raisons. On le consomme pour réduire l'anxiété et stimuler les sens: on l'emploie comme médicament et comme symbole ainsi que pour une variété de rituels religieux et symboliques. Or, les actes d'agressivité et les comportements que l'on considère antisociaux ainsi que les maladies physiques qui sont reliés à l'abus de l'alcool doivent être considérés à la lumière de certains facteurs historiques et sociaux et du fait que l'alcool a pour effet principal de réduire l'anxiété et les inhibitions.

Dans notre société la violence physique envers la personne et la destruction de la propriété sont des actes qui sont sujets, non seulement à la désapprobation morale et aux sanctions informelles, mais à certains rites de jugement et de rétribution administrés par le système judiciaire. Cependant, pour les Autochtones, "la loi" c'est "la loi des Blancs". Les Autochtones, par conséquent, ne partagent pas toujours les notions populaires de l'ordre social. En particulier, ils rejettent souvent le concept de culpabilité et de punition associé au comportement relié à la consommation de l'alcool; on questionne la légitimité des règlements provenant de la loi sur le contrôle de l'alcool. Egalement, les Autochtones considèrent que les sanctions administrées par la société des Blancs en ce qui concerne les infractions reliées à l'alcool ne reflètent pas nécessairement la nature de l'acte, mais la position sociale de l'individu. Dans le cas de l'Autochtone, qui se retrouve au plus bas niveau de l'échelle socio-économique, une condamnation est une confirmation de sa non-valeur sociale.

Heather Robertson, dans son livre, Reservations are for Indians, perçoit l'usage de l'alcool parmi les Indiens sous l'angle de la psychose sociale.[19] Elle prétend que l'abus de l'alcool chez les Indiens est une forme de protestation sociale contre l'intrusion des Blancs. Dans le chapitre intitulé, "The Drink-In" (la beuverie) Robertson analyse la croissance du phénomène d'agressivité et les manifestations de comportements "déviants" reliés à l'alcool à partir du moment ou les Indiens Blackfoot en Alberta avaient obtenu le droit de boire dans les hôtels de deux petites villes, Cluney et Gleichen. "...[I]t was a good feeling to go into a bar,

raise two fingers and be served by a white man."[20] L'auteur propose que les Autochtones se disent que ce sont les Blancs qui leur ont apporté l'alcool en guise de paiements durant l'ère du commerce des fourrures et que cette forme de compensation est devenue le geste symbolique qui situe l'Autochtone sur un pied d'égalité avec ces derniers. Cette forme de protestation sociale est également une arme à deux tranchants.

Robertson suggère, également, qu'on se saoule pour oublier temporairement qu'on est Autochtone, car pendant la période d'ivresse on ressemble à n'importe quel Blanc dans le même état. Mais, une fois intoxiqué, la haine que l'Autochtone ressent envers la société dominante surgit et se manifeste par des gestes et des paroles abusives -- dirigés d'habitude envers sa famille, ses amis. En ce sens, cette violence peut être interprétée comme une forme de suicide. "Excessive drinking is ultimately suicidal. Not only does it rot the organs or lead to death from accident or exposure, but it also destroys the family and the society. Children, left for hours without food outside the beer parlor are dirty, sick and neglected. A society of drunks defies existing taboos, and the norms of the orgy become social norms. A party which is held every day ceases to be a party --it is an economy."[21] L'abus de l'alcool offre une occasion pour être impoli et hostile envers les Blancs. Lorsqu'on est ivre on peut se permettre de dire des choses qu'on n'oserait jamais prononcer en état de sobriété. D'ailleurs on perpétue le stéréotype de "l'Indien saoul" et on produit l'effet de choc désiré sur les Blancs. "Reaction to drunkeness is built into the Indians' psychedelic tradition. That's why the Indians have a drink-in. The drink-in

is a classic example of non-violent protest. "Shit on you", the Indian is saying."[22]

L'étude d'Anastasia Shkilnyk, A Poison Stronger than Love, publiée en 1985, a pour but de démontrer les dégats sociaux qui peuvent résulter lorsqu'une collectivité est déracinée de son environnement traditionnel. En 1963, le bureau régional du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien à Kenora au nord-ouest de l'Ontario décide de déplacer la réserve d'Indiens Ojibwa située sur les rivières English-Wabigoon à un nouveau site à huit kilomètres au sud-ouest sur un chemin d'accès. Le gouvernement justifie cette action en invoquant son désir d'améliorer la qualité de vie des Indiens, de diminuer les disparités socio-économiques entre les Autochtones et les non-Autochtones en leur fournissant l'enseignement sur la réserve, des soins médicaux, l'électricité, les services d'eau et d'égout. Egalement, au dire de l'auteur, "It was also the moment to break the cultural and geographic isolation of those bands that had resisted past governmental efforts at assimilation."[23]

Malgré toutes ces bonnes intentions, dès 1970, les liens sociaux de la réserve de Grassy Narrows avaient commencé à se décomposer. Hommes et femmes abandonnèrent les activités traditionnelles de la pêche et du piégeage. Le lien entre l'être et la nature fut sévèrement dévalorisé par l'imposition d'un nouvel ordre économique, politique et spatial. L'étude de Shkilnyk est un amas de statistiques et de témoignages, non seulement des membres de la réserve de Grassy Narrows mais, également, de plusieurs Blancs ayant habité la région pendant longtemps. Ces évidences sont unanimes à dire

que les problèmes sociaux qui rongent cette collectivité datent du déplacement et de l'intrusion du gouvernement. Un agent de libération surveillée assigné au Bureau de probation pour adultes à Kenora, depuis déjà vingt ans, admet qu'il n'y avait jamais eu de problèmes avec les Indiens de Grassy Narrows, "... until the government moved them to that new reserve. That's when the problems really started.... Now our case load from Grassy Narrows of adults on probation is one of the heaviest in the region, and, of course everything is tied up with alcohol abuse."[24] Un deuxième événement est venu compliquer la situation. Avant même que le village ait pu établir de nouvelles racines on découvre que le système des rivières English-Wabigoon, longtemps la source de nourriture de la réserve, est gravement contaminé par le mercure. Cette découverte amène le gouvernement de l'Ontario à interdire en 1970, toutes les activités de pêche commerciale dans les lacs et les affluents des rivières English-Wabigoon.

Shkilnyk affirme que même l'augmentation importante des revenus collectifs depuis 1978, n'a pas empêché la désintégration sociale; elle l'aurait plutôt provoquée. Cette étude est importante parce qu'elle illustre de façon concrète la corrélation entre la désintégration sociale et l'intrusion de l'Etat et de l'industrie. Considérons quelques faits qui coïncident avec les événements que nous venons de mentionner. La réserve de Grassy Narrows se range au premier rang en ce qui concerne la consommation d'alcool parmi les autres communautés autochtones dans la région de Kenora. Elle occupe la première place pour les violations à la loi (violence envers la personne, infractions contre la propriété, enfants maltraités) et les maladies liées à l'alcool. C'est aussi dans le nord-ouest de l'Ontario que

nous retrouvons le plus grand nombre d'Indiens (Grassy Narrows, Whitedog, Whitefish Bay, Rat Portage, Keewatin). Ceci coïncide, également, avec le fait que cette région, dans son ensemble, comporte traditionnellement le taux de consommation d'alcool le plus élevé de la province et que ce dernier avait doublé en 1974, quatre ans après l'interdiction de pêcher dans les rivières English-Wabigoon. En résumé, malgré leur divergence, les analyses d'Anastasia Shkilnyk et d'Heather Robertson nous aident à situer l'ampleur du rôle de l'alcool chez les Autochtones et nous permet de prévoir et de comprendre certaines des conséquences sociales associées à son abus. Nous espérons que les pages précédantes auront servi à démontrer que ce n'est pas l'alcool qui est la cause principale des maux physiques et sociaux qu'éprouvent les Autochtones. L'abus de l'alcool et de la drogue et ses effets seraient plutôt symptomatiques des dérangements occasionnés par les intrusions étatiques et l'exploitation industrielle.

En ce qui a trait aux Territoires du Nord-Ouest, la Gendarmerie royale canadienne rapporte qu'en 1982 et 1983, le taux de criminalité demeure le plus élevé au Canada. "... la plupart des crimes commis dans les Territoires du Nord-Ouest ont un rapport avec l'alcool."[25] Il ne faut donc pas sous-estimer l'importance des problèmes sociaux dans les Territoires du Nord-Ouest. Depuis 1967, époque qui coïncide avec l'installation permanente du gouvernement central dans le Nord et de l'intensification des activités pétrolières et gazières, accidents, homicides, suicides et empoisonnements constituent la cause première de décès chez les Autochtones des Territoires du Nord-Ouest.[26] Témoignant devant la CEE, la Société canadienne pour la santé mentale à Yellowknife a mentionné les graves problèmes sociaux qui se

sont manifestés en Alaska durant la construction de l'oléoduc Trans-Alaska, et a signalé que des problèmes similaires pourraient surgir dans la région malgré l'échelle différente des deux projets.[27]

Quels sont donc les enjeux de l'intégration des Autochtones au mode de production industrielle? Que signifie à long et à court terme leur participation au projet de Norman Wells? Si les Autochtones de la vallée du Mackenzie en viennent à dépendre exclusivement des emplois salariés et à compter sur le développement des ressources non-renouvelables, et si on continue de refuser à reconnaître la viabilité de l'économie de subsistance, les Autochtones seront-ils obligés de s'intégrer définitivement à la société industrielle, société dans laquelle le travailleur n'a que sa force de travail qu'il vend comme une marchandise. Nous souhaitons que ce chapitre aura servi à éclaircir certaines des différences fondamentales qui existent entre les sociétés industrielles et traditionnelles et qu'il nous permettra d'aborder le prochain chapitre avec une meilleure connaissance du problème.

Notes bibliographiques

1. Berger, Tom. Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. Rapport de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie. Ottawa, Approvisionnements et Services, 1977, p. 117.

2. Berger, Tom. Le Nord: terre.... p. 120.

3. Braverman, Harry. Travail et capitalisme monopoliste. Paris, Maspero, 1977, p. 120.

4. Ibid., p. 120.

5. Ibid., p. 126.

6. Pollard, Sidney, The Genesis of Modern Management, A Study of the Industrial Revolution of Great Britain. Harmondsworth, Penguin Books, 1968, p. 190.

7. Stabler, J. "The Report of the Mackenzie Valley Pipeline Enquiry, Vol. 1: A Socio-Economic Critique" in Musk-Ox, 1977, Vol. 20, p. 57-65.

8. Fuller, W.A. "Identifying the Issues" in Northern Transitions, Ottawa, Canadian Arctic Resources, 1978, p. 447-452.1

9. Berger, Tom. Le Nord: Terre lointaine...

10. Watkins, M. Dene Nation - the colony within. Toronto, University Press, 1977.

11. Usher, P.J. "The North: Metropolitan, Native Homeland? in A Geography of Canada: Heartland and Hinterland. Scarborough, Prentice-Hall, 1981, p. 411-456.

12. Berger, T. Le Nord: terre..., p. 130.

13. Watkins, M. Dene Nation..., p. 94.

14. Berger, T. Le Nord: terre..., p. 113.

15. Stabler, J. "The Report of...", p. 57.

16. Ibid., p. 64.

17. Canada. La commission d'évaluation environnementale pour le projet Norman Wells. Ottawa, Approvisionnements et Services, 1981, p. 65.

18. Berger, T. Le Nord: terre..., p. 164.

19. Robertson, Heather. Reservations are for Indians. Toronto, James Lewis and Samuel, 1970.

20. Ibid., p. 271.

21. Ibid., p. 279.

22. Ibid., p. 284.

23. Shkilnyk, Anastasia M. A Poison Stronger Than Love. New Haven and London, Yale University Press, 1985, p. 53.

24. Ibid., p. 30.

25. Bureau of Statistics. Statistics Quarterly. Yellowknife, p. 91.

26. Berger T. Le Nord: terre..., p. 162.

27. CEE. La commission..., p. 65.

Chapitre 4

LES TRAVAILLEURS AUTOCHTONES

Au chapitre précédent nous avons discuté des différences entre les activités traditionnelles et le travail industriel, des écoles de pensée concernant le développement économique du Grand Nord ainsi que des craintes et des contradictions qu'il soulève. Dans cette partie de la thèse nous allons utiliser deux études qui ont été entrepris afin de déterminer l'impact du projet Norman Wells sur les travailleurs autochtones et les communautés situées dans la zone de construction du pipeline.

Ces études offrent des données qui pourront nous aider à poursuivre l'analyse des questions posées dans la thèse, en ce sens qu'elles traitent de la participation des Autochtones comme travailleurs sur le pipeline et des impacts sociaux sur les agglomérations. Nous aimerions ajouter que l'auteur de cette thèse avait prévu une recherche sur le terrain destinée à répondre précisément à ces questions sur le travail des Autochtones. Après plusieurs démarches, n'ayant pu obtenir la permission de recherche des villages à l'étude, nous avons décidé d'employer les suivis d'impact mentionnés ci-dessous qui sont les seuls enquêtes de ce genre à avoir été entreprises sur le pipeline de Norman Wells. Cet empêchement sert à expliquer pourquoi les données des études d'impact offertes par la Dene Nation et le Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien sont utilisées pour répondre aux questions principales de notre travail.

La Dene Gondie Study: Dene Perceptions of the Impact of the Norman Wells Project.[1] Cette étude entreprise par la Dene Nation des Territoires du Nord-Ouest avec le concours de la School of Community and Regional Planning de l'Université de la Colombie-Britannique examine les perceptions des Autochtones de leur participation à la construction du pipeline ainsi que leurs impressions des conséquences sur la vie personnelle des individus et la vie de leurs communautés. L'étude débuta en 1984, au moment où la construction était presque terminée. Il consiste en deux sondages entrepris auprès des gens de sept communautés situées dans la zone de construction: Fort Norman, Fort Franklin, Fort Good Hope, Wrigley, Fort Simpson, Trout Lake et Jean Marie River. Un des sondages était fait auprès de ceux et celles qui ont obtenu des emplois durant la période de construction tandis qu'un deuxième sondage a visé des communautés que nous venons de mentionner. Les résultats de l'étude sont basés sur un échantillonnage de 274 personnes dont 64% ont fourni une réponse au questionnaire: 100 personnes environ ont répondu aux questions portant sur le travail.

Le sondage auprès des travailleurs touche les domaines suivants: la sécurité au travail, les salaires, les syndicats, les pratiques d'embauche, les possibilités d'avancement, la formation, les conditions de vie dans les camps de travail et les possibilités d'emploi une fois la construction du pipeline terminée.

Le sondage auprès des communautés englobe les sujets suivants: le nombre d'Autochtones ayant des emplois au moment de l'enquête, les revenus

(assurance chômage, assistance sociale), la fréquence des activités traditionnelles, la nourriture traditionnelle ("country food"), les impacts sur les personnes et la communauté (stress familial, l'abus de l'alcool et de la drogue), le degré de participation aux étapes de planification et de préparation.

Une autre étude, le Rapport 9-84,[2] patronné par le Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) fut dirigé par le Département de géographie de l'Université de la Saskatchewan. Cette enquête ne touche que quatre des agglomérations situées dans la zone de construction: Norman Wells, Fort Norman, Wrigley et Fort Simpson. En général, cette enquête nous donne un aperçu moins complet des questions qui nous intéressent à cause du nombre réduit de communautés qu'elle examine, dont une (Norman Wells) qui ne compte que 21% d'Autochtones. De plus, l'échantillonnage pris au hasard dans les agglomérations ne comporte au total que 41 sujets dont 29 personnes qui ont répondu. (Rapport 9-84.)

Cette dernière évaluation a été faite entre 1982-86 tout au long du projet de construction, et les conclusions qui ont été tirées jusqu'à présent, sont basées sur les rapports techniques et sur les données recueillies dans chacune des quatre collectivités. Deux questionnaires, conçus de façon à permettre de distinguer entre les répercussions du projet ressenties par la population en général et celles subies par la population autochtone "l'habitant du Nord" ont été employés. Les domaines qui ont été étudiés sont les suivants: les habitudes locales de consommation, le

piégeage, la chasse et la pêche, les points de vue sur le développement économique et ses effets sur les collectivités locales.

L'appui exprimé par une grande partie de la population pour la construction du pipeline Norman Wells provient du fait que l'on souhaitait, tel qu'il le fut exprimé par la CEE, que ce méga-projet ouvre des emplois pour les habitants du Nord, ce qui signifie un pas de plus pour leur intégration dans la civilisation industrielle. On espérait que plusieurs des emplois deviennent des postes à long terme et, à tout le moins, la formation préalablement acquise par les Autochtones contribuerait à améliorer leurs compétences et leurs chances sur le marché du travail. Parce que la construction du pipeline représente une nouvelle forme de travail relié au secteur de l'emploi salarié dans les Territoires du Nord-Ouest, la plupart des travailleurs autochtones ne possédaient pas les compétences nécessaires pour être engagés pour la majorité des postes requis pour la construction d'un pipeline. La majorité d'entre eux, par conséquent, ont fini par occuper des emplois subalternes dans les travaux d'essartage et de construction.

Les pages suivantes sont consacrées à l'analyse des données des études qui ont été réalisées sur l'impact socio-économique du projet Norman Wells. Nous nous proposons d'examiner les perceptions des Autochtones de leur participation au projet et aux impacts sociaux sur leur milieu. Avant d'entrer dans les détails, le paragraphe suivant nous offre une vue d'ensemble des questions qui ont été le plus souvent soulevées.

Même si l'embauche des habitants du Nord fut une des questions critiques soulevées aux audiences de la Commission d'évaluation environnementale qui ont eu lieu en 1980, son rapport ne fait aucune recommandation concernant un chiffre-cible, par exemple 25% de l'ensemble des travailleurs sur le projet du pipeline devront être des "habitants du Nord" (northerners) selon la définition adoptée par le gouvernement territorial. De fait, ni la Commission d'évaluation environnementale ni la Commission nationale sur l'énergie (CNE), en tant qu'agences fédérales de règlementation, ont recommandé l'imposition de termes et de conditions à l'égard de l'embauche dans le Nord. Très peu d'Autochtones se sont perçus favorisés en ce qui concerne l'allocation des emplois au projet pétrolier de Norman Wells. Le tableau ci-dessous indique qu'à peine un quart de tous les employé(e)s au projet Norman Wells étaient Autochtones.[3]

TABLEAU III

Origine et pourcentage des employé(e)s au projet Norman Wells

	1982	1983	1984	1985
Indiens (avec statut)	70 (10.3%)	110 (9.9%)	146 (10.0%)	53 (8.1%)
Indiens (sans statut)	2 (0.3%)	2 (0.2%)	2 (0.1%)	4 (0.6%)
Métis	70 (10.3%)	109 (9.8%)	173 (11.8%)	115 (17.7%)
Inuit	5 (0.7%)	3 (0.3%)	4 (0.3%)	1 (0.7%)
Total (Autochtones)	147 (21.6%)	224 (20.2%)	325 (22.2%)	173 (26.6%)
(Non-Autochtones)	534 (78.4%)	892 (79.8%)	1142 (77.8%)	478 (73.4%)

Une forte proportion, presque la même dans toutes les communautés étudiées, a exprimé son mécontentement au sujet des pratiques d'embauche. On donnait comme raison, la discrimination contre les Autochtones: "la plupart des travailleurs viennent du sud"; "on engage les journaliers syndiqués du sud avant les journaliers syndiqués du Nord"; "les travailleurs qui viennent du sud ne connaissent pas le Nord, en plus, ils amènent des parents pour travailler sur les mega-projets..."; "ça dépend surtout de notre expérience, Shehtah nous dit qu'ils tiennent à engager de la main-d'oeuvre du Nord, mais on engage la main-d'oeuvre du sud...."[4] (Shehtah est une entreprise de forage qui est la copropriété des Indiens et des Métis des territoires ainsi que de la compagnie Esso et, dont l'un des mandats principaux est la promotion et l'embauche de la main-d'oeuvre autochtone.) Parmi toutes les plaintes, il semble que c'est elle portant sur le favoritisme à l'égard des travailleurs blancs venus du sud qui est revenue sur le tapis le plus souvent. Les Autochtones citent leur propre "faible taux de scolarité", leur "manque d'expérience dans l'industrie" et "leur manque de formation" comme les plus grands obstacles devant leurs chances d'avancement au travail. Salaires/bénéfices et travail temporaire à part, peu des répondants ont estimé avoir retiré autre chose que des avantages pécuniaires.

4.1 Scolarité

En terme de scolarité, la majorité des travailleurs autochtones sont moins instruits que les travailleurs blancs. Cela a constitué un obstacle pour l'obtention d'emplois dans une partie de l'industrie qui exige des catégories d'emplois hautement spécialisés. Les données suivantes fournies

par l'étude Dene Gondie mettent en question l'énoncé optimiste de la Commission d'évaluation environnementale (CEE) qui propose à ce sujet que "les étudiants [autochtones] sont de plus en plus qualifiés lorsqu'ils quittent l'école..."[5] Approximativement 30% des répondants à l'étude Dene Gondie possédaient 10 à 12 années de scolarité, un autre 57% avaient complété 7 à 9 années; et 13% ne s'étaient rendus qu'à la 6ième année.[6] L'étude du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien rapporte, par contre, qu'approximativement 78% des habitants non-autochtones de la région étudiée détenaient un diplôme d'école secondaire; seuls 21% des Autochtones avaient complété leur 12ième année.[7] L'étude Dene Gondie identifie les emplois qu'ont occupés les Autochtones par ordre d'importance de leur nombre: journaliers, aides-cuisiniers et bonnes ou femmes de ménage. D'autres Autochtones se sont plaints d'avoir été employés à des tâches pour lesquelles ils se considéraient surqualifiés; il n'est fourni aucune donnée pour confirmer ces plaintes.

4.2 Formation professionnelle des travailleurs

Pour arriver à comprendre une grande partie de l'insatisfaction et de l'aigreur qui existe parmi les Autochtones au sujet de la formation et de l'emploi, nous croyons qu'il est nécessaire de fournir quelques détails sur des événements qui remontent à 1981 lors des pourparlers concernant le projet Norman Wells. Les Dénés prétendent que l'entente verbale qui existait entre eux et l'ancien ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, John Munro, n'a pas été respectée. En juillet 1981, le ministre a engagé son ministère à dépenser un total de 20 $ millions (24,880,250 $ en 1985) aux

fins de formation et de promotion pour la main-d'oeuvre autochtone et les entreprises dans le Nord. Il assurait, en particulier, que 10.5 $ millions seraient utilisés pour la formation des travailleurs autochtones afin de les rendre compétents et disponibles pour des emplois, durant l'étape de construction et après la réalisation du projet. (Le MAINC prévoyait 240 postes durant la construction et 230 après la réalisation du projet.) Les Dénés prétendent, également que John Munro et ses agents, à l'époque, leur avaient laissé croire que les Dénés pouvaient s'attendre à jouer un rôle important, non seulement dans la détermination des priorités de formation mais aussi dans l'allocation de l'argent consacré à cette fin. Les choses se sont déroulées autrement et le tableau suivant sert à démontrer la répartition de ces fonds.[8]

TABLEAU IV

Répartition des fonds pour la promotion de la main d'oeuvre autochtone et des entreprises du Nord - 1985

1.	Développement social et communautaire, planification, suivi (Dene Gondie)	8,834,863 $
2.	Contribution - Shehtah Drilling (entreprise des Dénés/Métis)	1,500,000 $
3.	Dépenses du CAC (Community Advisory Committee)	600,000 $
4.	JNAC (Joint Needs Assessment Committee)	700,000 $
5.	Bureau de coordination fédéral	1,900,780 $
6.	Ministère de la main-d'oeuvre et de l'immigration (formation)	7,798,508 $
7.	Contribution au gouvernement territorial (formation)	3,546,000 $
	Total	24,880,151 $

Malgré que l'argent attribué pour la formation des Autochtones s'élève à 11.344.508 $ les Dénés soutiennent que l'esprit de l'entente entre eux et l'ancien ministre, John Munro, fut ignoré, ce qui, par la suite a fini par nuire aux chances d'emploi des Autochtones. Les Dénés ajoutent que les objectifs du gouvernement fédéral "d'offrir aux Autochtones des programmes de formation qui leur donneraient les compétences nécessaires pour travailler pendant et après la construction du pipeline", étaient vagues. Ces derniers estiment que les cours de formation qui cnt été offerts par le Ministère de la main-d'oeuvre étaient "de nature générale et peu spécifiques au projet, e.g. la pratique de bureau, l'art culinaire, la réparation d'appareils ménagers, la conduite de véhicule et l'enseignement de l'anglais comme langue seconde."[9] Pour ce qui est des 230 emplois disponibles après la construction (opération et maintien) pour une période de dix ans, il serait nécessaire, selon la Dene Nation, d'établir un suivi pour bien confirmer la validité de ces pronostics.

Selon les portes parole autochtones, l'argent qui fut alloué par le MAINC pour la formation fut une perte. Ceci ne concorde pas nécessairement avec les observations des travailleurs autochtones eux-mêmes qui ont participé aux programmes de formation offerts par l'Etat. Malgré le fait que peu d'entre eux aient finalement reçu une formation permettant de travailler sur le pipeline, ceux qui ont pu en obtenir se sont dits satisfaits. A notre avis, le problème serait plutôt d'ordre politique, car les Dénés s'attendaient à recevoir ces fonds qui leur auraient permis de participer directement à l'élaboration des programmes de formation. En accordant l'argent au Ministère de la main-d'oeuvre, le MAINC a maintenu son contrôle

des Autochtones et a laissé à l'industrie et aux syndicats le privilège d'engager la main-d'oeuvre. A la lumière de toutes ces disputes on se rend compte que les attitudes envers l'expansion industrielle ont changé depuis les dix dernières années. Ce ne sont plus les mêmes craintes telles qu'elles ont été exprimées devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie en 1975 (e.g. l'expansion industrielle et la perte de la terre) qui préoccupent les travailleurs et les bureaucrates Dénés. D'autre part, le fait que les travailleurs se soient dits "satisfaits" de la formation qu'ils ont reçu, indique une division d'opinion entre les travailleurs et les bureaucrates autochtones qui maintiennent le contraire.

4.3 Le rôle de l'industrie en matière de formation

Malgré que l'industrie ait rempli techniquement ses obligations à l'égard de la formation tel que stipulé dans les projets socio-économiques d'Esso et d'Interprovincial Pipeline, l'imprécision des termes et des conditions énoncés leur ont permis de se désengager de cette responsabilité. Les Autochtones blâment, en particulier, le gouvernement fédéral parce qu'on considère que c'est à ce dernier que revient la responsabilité d'imposer les conditions en ce qui a trait au développement des ressources naturelles. "By requiring only general commitments, the government effectively excluded the Dene/Metis from determining training priorities and programs."[10]

Il est à noter, également, qu'il n'y existait aucune condition stipulant le recrutement de la main-d'oeuvre nordique (habitant du Nord). L'accord entre IPL et le gouvernement fédéral stipule de façon passablement

vague l'obligation."...The Company has submitted to the Minister for approval by both the Minister and the government of the Northwest Territories, a socio-economic action... designed to provide opportunities to northern residents and businesses and to mitigate potential adverse effects which their operations could have on the economy and the society in the Territories...."[11] Même le coordonnateur fédéral pour le projet Norman Wells, chargé de surveiller les activités du projet a critiqué l'imprécision des termes. "...[T]heir generality usually required interpretation of intent in most specific cases of dispute.... In the overall, action plans lacked specificity and were conservative in the setting of objectives."[12]

Interprovincial Pipeline Limited, pour sa part, proposait de remplir ses engagements envers la main-d'oeuvre locale en octroyant des contrats pour l'essartage de la voie de construction (première étape). L'étude du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien rapporte qu'à partir du 30 juin 1984, moins d'un an avant la fin de la construction du pipeline, "IPL avait distribué plus de 20 $ millions en contrats aux entreprises de Norman Wells (9.9 millions), Fort Simpson (5.8 $ millions), Fort Norman (3.3 $ millions) et Wrigley (1.5 $ millions). La compagnie Esso, de son côté, avait attribué quelques 30 $ millions en contrats aux seules entreprises de Norman Wells, celles de Fort Norman, Wrigley et Fort Simpson n'ayant bénéficié d'aucune transaction."[13] On sait que la première étape du projet n'a pas nécessité une main-d'oeuvre spécialisée. Les bénéficiaires de ces sommes d'argent, cependant, étaient de petites entreprises locales qui n'ont pas, habituellement, les moyens de dépenser pour la formation, ni d'offrir des salaires élevés. Encore une fois les Autochtones se retrouvaient avec des

emplois inférieurs et mal payés, mais on ne pouvait pas accuser les deux compagnies de ne pas avoir fait leur part pour encourager l'emploi de la main-d'oeuvre locale.

Esso s'engageait à "encourager" et à "participer" aux activités de formation, à "offrir" aux groupes cibles (habitants du Nord et Autochtones, en particulier) les renseignements concernant les chances d'emplois, à "coopérer" avec le gouvernement et les agences de formation, et à "développer" ou "utiliser" les programmes existants. Esso soutient que ses employés sont sélectionnés, exclusivement, à partir de leurs compétences. La compagnie s'est fiée au gouvernement territorial et au Ministère de la main-d'oeuvre fédérale pour le recrutement.

Les Autochtones ont également déploré la lourdeur du système bureaucratique et les délais associés aux transferts de fonds destinés aux programmes de formation. On cite comme exemple le cas du "Joint Needs Assessment Committee" (JNAC). Composé de représentants autochtones et métis ainsi que des agents du gouvernement territorial et du ministère de la main-d'oeuvre fédéral, ce comité avait comme objectif l'identification des priorités pour la formation et l'allocation des fonds requis. La Dene Nation dans son rapport An Assessment of Training Iniatives Associated with the Norman Wells Pipeline Project [14] indique que ces problèmes de cuisine furent tellement accaparants, qu'au moment où le comité déposait ses recommandations, les départements fédéraux et l'industrie avaient déjà mis sur pied leurs propres programmes de formation sans avoir sollicité la participation autochtone. Le rapport du coordonnateur fédéral offre peu de

détails qui pourraient éclaircir la situation, sauf ces quelques lignes. "The Committee reported its findings in August 1983, after spending $700,000. The resulting recommendations were in the main not implementable within the project context. During its existence JNAC was embroiled in politics and relations between some committee members could best be described as tense."[15]

4.4 "L'habitant du Nord"

En dépit du fait que la définition "d'habitant du Nord" n'est peut-être, en dernière instance, qu'une question de statistiques, il reste néanmoins, que l'ambiguïté qui l'entoure fait couler beaucoup d'encre. La question de savoir qui est un "habitant du Nord" dépend en partie de deux facteurs personnels: le lieu de naissance et la durée de séjour en un lieu ou une région. Dans les quatre hameaux étudiés dans le suivi du MAINC les Autochtones et les Blancs présentent deux types de "séjour." La grande majorité des Autochtones sont nés et ont été élevés dans le Nord. Sauf exception, ils ont passé toute leur vie dans les Territoires du Nord-Ouest. La plupart des Blancs, par contre, sont des nouveaux arrivants qui sont nés et qui ont grandi dans le sud du Canada ou ailleurs. Par exemple, en 1982, seulement 6% des chefs de familles de Norman Wells étaient nés dans les territoires, tandis qu'à Wrigley, un village majoritairement autochtone, ce pourcentage atteignait 100%.[16] Il n'est pas indiqué si le 6% des chefs de famille "nés dans les territoires" étaient tous Autochtones ou comportaient aussi des Blancs.

Lors des audiences de la Commission d'évaluation environnementale en 1980, la question concernant la résidence des "habitants du Nord" est survenue à plusieurs reprises. Du fait que plusieurs interventions auprès de la Commission firent ressortir l'importance de la priorité d'embauche aux résidents locaux sur les ouvriers venus du sud on accorda beaucoup d'attention à définir le statut de "résidant du Nord."[17] A cette question le comité de la CEE a conclu que la définition du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest était la plus appropriée. Celle-ci admet comme "habitant du Nord" une personne qui a habité dans les Territoires du Nord-Ouest pendant un an...."[18]

Pour la compagnie Esso, est "l'habitant du Nord" "toute personne dont la résidence principale est située dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Yukon", tandis que pour IPL, "l'habitant du nord" "est une personne dont le lieu de résidence habituel se trouve au nord du 60ième parallèle... et qui possède une carte d'assurance-santé en vigueur." (Dans les Territoires la carte d'assurance-santé est disponible dès le troisième mois de résidence.) Le gouvernement territorial a insisté tout au long du projet qu'il leur était impossible d'imposer des termes plus rigoureux. Les Dénés ont réfuté cet argument en soulevant le cas de l'Alaska où les conditions pour la désignation de la résidence sont beaucoup plus sévères.[19] Les définitions adoptées par l'industrie et le gouvernement n'offrent pas d'avantages spécifiques aux résidants de longue date, dont la plupart sont de souche autochtone.

4.5 La coparticipation

Certains des puits faisant partie du projet Norman Wells ont été forés par Shehtah Drilling, une entreprise de coparticipation ("joint venture") comprenant la compagnie Esso et deux organismes autochtones: la Dene Nation et la Metis Association of The Northwest Territories. En principe, cette entreprise s'était donné comme un de ses objectifs principaux un taux élevé d'emploi (sinon une embauche exclusive) parmi les Autochtones. Elle a peut-être servi comme modèle de "la grande industrie" mais tout laisse entendre que ses politiques d'embauche n'ont pas toujours plu aux travailleurs autochtones. Ces derniers se sont plaints que Shehtah Drilling engageait quand même des gens venus du sud. Avec le déclin des prix du pétrole en 1986, Esso a réévalué sa situation et a décidé d'annuler ses exploitations de forage dans les territoires. Shehtah Drilling à la suite de cette décision, a été obligé de mettre à pied tous ses travailleurs.[20]

4.6 L'expérience des Autochtones avec les syndicats

L'étude Dene Gondie démontre que le quart des travailleurs autochtones qui ont participé à la construction du pipeline ont perçu l'attitude des syndicats comme peu sympathique. Treize pour cent se sont dits satisfaits de leur expérience mais la majorité considère que les syndicats ont été indifférents et peu disposés envers leur situation. Ils étaient représentés par quatre syndicats: 1. Construction and General Workers Union Local 92 (les journaliers); 2. General Teamsters Local 362 (les

camionneurs); 3. United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada Locaux 488 et 170 (les soudeurs); 4. International Union of Operating Engineers Local 955 (les conducteurs de véhicules lourds). Souvent les syndicats ont été responsables de la formation et de la certification des travailleurs, ainsi que du recrutement de la main-d'oeuvre pour les employeurs. Cette dernière fonction se fait selon le système d'ancienneté. Dans le cas du projet Norman Wells, un accord fut signé entre le Pipeline Contractor's Association (PCA) et les syndicats concernant leurs obligations et leurs politiques d'embauche. Les conflits d'intérêt qui ont surgi s'expliquent, en partie, du fait que les syndicats étaient peu disposés à recruter des travailleurs non-spécialisés et qu'ils se montraient, avant tout, sensibles aux pressions des gens du sud. Ayant peu d'expérience des syndicats et de leurs politiques, la grande majorité des travailleurs autochtones ont perçu les syndicats comme un autre obstacle introduit par les Blancs dans leur recherche d'emplois.

4.7 Conditions de travail

Les résultats de l'étude Dene Gondie démontre, également, qu'un pourcentage important des travailleurs autochtones avaient répondu de façon favorable aux questions qui portaient sur les conditions de travail. Par exemple, la majorité des travailleurs ont exprimé leur satisfaction envers les choses suivantes: les conditions de vie dans les camps de travail (nourriture et logement), les salaires et les bénéfices, les horaires de travail, la santé et la sécurité au travail, la formation et leurs relations

avec les travailleurs et les surveillants non-autochtones. Par contre, même si on considère que les efforts du gouvernement en matière de formation furent acceptables, moins de 40% des Autochtones qui ont participé au sondage Dene Gondie en avaient fait l'expérience, avant ou pendant la construction du pipeline.[21]

4.8 Impacts sociaux sur les communautés

Les points d'intérêt soulevés par rapport à l'impact social sur les communautés sont les suivants: le chômage, les activités traditionnelles et la consommation des produits de chasse et de piégeage, l'abus de l'alcool et de la drogue, l'intrusion dans l'environnement et le stress familial.

Au moment de l'étude Dene Gondie en 1984, moins d'un an avant la fin de la construction du pipeline, 60% des participants et participantes du sondage auprès des communautés n'avaient toujours pas d'emplois.[22] Les données qui ressortent de cette étude démontrent que ce taux de chômage était généralement représentatif de toutes les communautés à l'étude. Peut-on, cependant, vraiment parler de "chômage" dans le cas des Autochtones puisque ceux-ci combinent souvent les activités traditionnelles avec des emplois salariés ou, une fois que les emplois sont terminés, ils se réintègrent dans l'économie de subsistance. Des hommes et des femmes qui subviennent aux besoins des leurs et même ont un surplus à partager avec d'autres familles ne pourraient être considérés comme des chômeurs ou des gens inactifs. Pourtant on continue de classer ces personnes comme des "chômeurs." Par exemple, dans le suivi du MAINC intitulé, Community Profiles of Socio-Economic Changes

1982-1985 [23] on tire les conclusions suivantes: le suivi indique que le taux de chômage parmi les Autochtones qui ont travaillé au projet Norman Wells avait augmenté de 7.4% entre 1982 et 1985. La définition de travailleur, dans ce cas-là, se réduit à l'employé qui reçoit un salaire et contribue à dévaloriser l'activité traditionnelle. C'est pourquoi les chercheurs de la Dene Nation suggèrent que, puisque les entrevues ont été effectuées peu après la fin de la période de construction du pipeline, il est fort probable que ce taux "d'inactivité" soit attribuable à la perte d'emplois directement liée au projet. La majorité des chômeurs à la recherche active d'emplois à plein temps démontrait un intérêt particulier pour plus de formation et de scolarité. Il est aussi intéressant de noter que 43% de ces "chômeurs" "étaient trop occupés" pour être à la recherche d'un emploi, que seulement 8% d'entre eux recevaient des prestations d'assurance chômage et qu'un autre 15% recevaient l'assistance sociale.[24] Les auteurs du sondage Dene Gondie considèrent que leurs données sont, peut-être, indicatives du taux de participation des Autochtones aux activités traditionnelles, mais qu'il faudrait, en dernier lieu, consulter les données publiques sur le chômage et l'assistance sociale pour en tirer des conclusions.

4.9 Activités traditionnelles

L'économie autochtone comprend deux activités principales: le piégeage et la chasse. Le piégeage assure un certain revenu à de nombreuses familles. Quant à la chasse, elle permet à de nombreux Autochtones de

consommer une nourriture plus traditionnelle et de diminuer leurs dépenses.

Selon les sources officielles la chair du caribou est plus nutritive que celle du boeuf.

A la question "...Faites-vous toujours du piégeage?", 62% ont répondu "non."[25] Inversement, "Avez-vous déjà été piégeur?", 52 ont répondu "oui."[26] Les chercheurs de Dene Gondie nous avisent d'éviter de tirer des conclusions car les entrevues ont eu lieu à la fin de la saison de piégeage. On soupçonne que plusieurs répondants auraient interprété cette question de façon littérale, puisqu'en réalité, un bon nombre d'entre eux s'étaient déclarés actifs durant la saison de piégeage. Les chercheurs avancent cette hypothèse du fait que plusieurs des répondants avaient indiqué, sur le questionnaire par écrit, qu'ils ne faisaient pas de piégeage "parce que la saison était terminée."

En ce qui a trait à la chasse, 41% ont rapporté, de façon uniforme parmi les agglomérations, qu'ils avaient participé aux activités de la chasse en 1984, l'année durant laquelle s'est déroulée l'enquête de la Dene Nation; d'autre part, 82% admettaient qu'ils avaient mis moins d'effort dans la poursuite de ces activités que dans les années précédantes.[27] On ne donne aucune raison pour la diminution de "l'effort" qui a été mis dans la poursuite des activités traditionnelles. Nonobstant la fréquence des activités traditionnelles, le niveau de la consommation des produits de la chasse et du piégeage est demeuré stable, ce qui démontre, pour une raison ou

pour une autre, que l'accès à cette source de nourriture fut constant durant l'exécution du projet Norman Wells.

Le suivi du MAINC ainsi que celui du Dene Nation ont révélé que la consommation de la nourriture traditionnelle (gibier, poisson, etc.) a continué d'être élevée pendant la durée du projet Norman Wells. Les chercheurs du MAINC croient que ce taux de consommation élevé indique que cet aspect culturel est suffisamment viable pour contrecarrer les pressions reliées à l'économie industrielle. On justifie cette observation en ces termes: "Our conclusion should not be interpreted as implying that the spread of Canadian industrial society into the Northwest Territories is not having an effect upon native peoples and their societies. Quite the contrary. Our point is that the construction of the Norman Wells Project impacted the three native communities to a much lesser degree than the hamlet of Norman Wells. Had the situation been reversed, the impact upon country food harvesting and native eating habits may have been quite different."[28] Cette observation en dit long sur les conséquences de l'intrusion de la société industrielle dans le Nord. L'analyse, cependant, est superficielle parce que l'auteur de cette affirmation suggère que c'est la proximité de l'activité industrielle qui est déterminante et non sa fréquence. A notre avis, peu importe l'endroit où s'accomplit le développement industriel; s'il devient la forme de travail principale, les Autochtones, par attrait ou par obligation, quitteront leur région et c'est ainsi que les activités traditionnelles et la consommation des produits de la terre risquent de disparaître.

4.10 Autres impacts

Les personnes qui ont répondu au sondage de Dene Gondie, effectué auprès des communautés, ne considéraient pas avoir été particulièrement avantagées par la construction d'un pipeline, que ce soit de façon directe (e.g. comme travailleurs) ou indirecte (augmentation des revenus de la communauté ou amélioration des services locaux, etc.). Malgré leurs espoirs de meilleurs emplois, très peu d'Autochtones s'attendaient à ce qu'il y ait des retombées économiques importantes, ni pour eux personnellement ni pour leur communautés. Si cette dernière affirmation paraît contradictoire en soi, nous croyons qu'elle signifie plutôt un sentiment d'impuissance de la part des Autochtones devant l'apparente inévitabilité du développement des ressources non-renouvelables. Ils s'accordent pour dire, toutefois, que de façon générale, depuis le début du projet Norman Wells, ils ont observé un accroissement des problèmes reliés à l'abus d'alcool et de la drogue et au stress familial.

Le suivi du MAINC [29] offre les conclusions suivantes à propos des impacts sociaux-économiques sur les villages:

1. Les habitants de Norman Wells qui sont majoritairement des Blancs ont perçu l'impact du pipeline de façon positive. On constate, en particulier, l'amélioration des services locaux et l'augmentation des revenus. On admet, également, que la présence d'un plus grand nombre de

travailleurs venus de l'extérieur et l'accroissement de l'abus de la drogue et de l'alcool représentent des impacts sociaux importants.

2. Outre les dispositions prises à l'égard de la formation des travailleurs et de l'acquisition d'emplois, les habitants de Fort Norman et de Wrigley, dans l'ensemble, ont rapporté que le projet Norman Wells ne leur a pas bénéficié de façon particulière. Ils considèrent, toutefois, que l'abus de l'alcool et de la drogue avait augmenté de façon considérable.

3. Les gens de Fort Simpson ont répondu que le projet Norman Wells a eu peu d'impact économique sur leur milieu. Comme les autres agglomérations, c'est l'accroissement de l'abus de l'alcool et de la drogue qui est le résultat le plus remarquable.

En somme, les habitants de Norman Wells considèrent qu'en général, les Autochtones de la région ont bénéficié du projet. Les habitants de Fort Norman et de Wrigley perçoivent peu d'impact économique, tandis qu'à Fort Simpson la moitié des habitants prétendent que les impacts économiques furent positifs. Il faut noter, néanmoins, que ces opinions sont hautement coloriées. Il faut tenir compte du fait que Norman Wells est une agglomération comportant une très forte majorité non autochtone (91%); Fort Simpson l'est également, dans une plus faible proportion (54%). Les quatre villages, par contre, sont tombés d'accord sur un impact négatif, soit l'accroissement de l'abus de l'alcool et de la drogue. Cette observation vient soutenir notre hypothèse, c'est-à-dire que l'expansion du développement

industriel dans le Grand Nord va contribuer à l'accroissement de l'abus de la consommation de la drogue et de l'alcool.

Jusqu'à présent, le sondage Dene Gondie a démontré qu'il existe quatre sources de préoccupation chez les Autochtones en ce qui concerne le développement économique dans les Territoires du Nord-Ouest.

1. Le désir de l'acquisition d'emplois, la formation et l'éducation nécessaires pour devenir compétents sur le marché du travail;

2. Les effets négatifs sur l'environnement occasionnés par la construction d'un pipeline et du développement industriel en général;

3. Les effets négatifs sur les communautés--les problèmes associés à l'abus de l'alcool et de la drogue et au stress familial;

4. La perte d'autonomie des Autochtones sur leurs milieux et l'environnement.

Aux questions "En général, quels ont été, selon vous, les aspects positifs du projet Norman Wells?" et "Avez-vous des craintes pour l'avenir en ce qui concerne le développement de l'industrie du gaz et du pétrole?"[30] sont revenus les commentaires qui suivent.

<u>Aspects positifs</u>: "on espère obtenir plus d'emplois"; "on apprécie les bénéfices"; "obtenir une formation dans d'autres domaines"; "nous désirons des emplois permanents"; "les salaires."

Craintes pour l'avenir: "les feux de forêts, les fuites de pétrole"; "les organismes autochtones continuent de ne pas avoir assez d'influence sur le développement"; "nous allons devenir des Indiens de réserves, le néo-colonialisme"; "l'augmentation des problèmes reliés à l'alcool et la drogue"; "l'immigration vers le Nord va augmenter"; "il y a longtemps qu'on exploite les ressources gazières et pétrolières et cela ne nous a jamais profité"; "la ruine de la culture des Dénés et de la terre"; "l'inflation des prix."[31]

Les études que nous venons d'examiner semblent indiquer que les Autochtones qui ont participé aux études du projet du champ pétrolifère de Norman Wells, ont exprimé beaucoup plus de craintes que d'espoirs vis-à-vis de l'expansion du développement. Toutes deux démontrent, qu'en général, la construction du pipeline dans la vallée du Mackenzie a eu peu d'impact économique sur le bien-être des Autochtones; cependant, les deux études rapportent que l'accroissement de l'abus de l'alcool et de la drogue fut perçu comme un des impacts les plus significatifs dans tous les villages situés dans la zone de construction.

De façon générale les deux études arrivent aux mêmes observations et nous trouvons ironique que, ni l'un ni l'autre, n'a remis en question le travail industriel et ce qu'il signifie pour l'avenir de l'économie traditionnelle et des cultures autochtones du Grand Nord. Il est également intéressant de constater les contradictions qui se manifestent à partir des craintes exprimées par les travailleurs autochtones au sujet de leur avenir

personnel dans la société industrielle et dans l'économie de subsistance. Plusieurs d'entre eux se disent frustrés de ne pas être mieux formés pour obtenir des emplois dans l'industrie des ressources non-renouvelables. En même temps, ils sont conscients de la menace industrielle sur leur vie, l'environnement et leur culture. Ils ont très bien compris que la volonté de l'Etat et les objectifs du capital industriel ne reflètent, en aucune mesure, leur conception traditionnelle de la terre et de son utilisation.

J'ai pu souvent observer ce genre de contradiction et d'angoisse personnelle durant mes années dans le Grand Nord. Je me souviens, en particulier de la remarque astucieuse faite par un collègue blanc de bonne foi concernant un autre collègue autochtone. Il s'exprima ainsi: "On ne sait jamais si J... veut être un Blanc ou un Indien. Une journée on le voit en bottes de "cowboy" et le lendemain il porte ses mocassins." Ce même Autochtone témoignait auprès de la CEE en 1981 et se portait en faveur du projet Norman Wells parce que, selon lui, le travail salarié permet aux Autochtones de rejoindre les deux bouts.

Dans l'étude Dene Gondie entreprise par la Dene Nation ainsi que dans les autres rapports d'évaluation qu'elle a soumis, il est évident que la question de l'impact du travail industriel sur l'avenir des activités traditionnelles et de l'environnement n'a pas fait figure principale dans leur critique du Projet Norman Wells. Malgré que les Autochtones qui ont répondu aux sondages se disaient attirés par les emplois salariés et ont exprimé le désir d'obtenir plus de scolarité et de formation professionnelle pour devenir compétents sur le marché du travail, ils ont été les seuls à

soulever la question de leur perte d'autonomie, de l'intrusion sur la terre et de la disparition de leur culture. En ce sens, on décèle déjà un élément de divergence à l'intérieur même de la communauté autochtone, entre les bureaucrates Dénés et les travailleurs concernant l'utilisation de la terre.

Les études que nous venons d'examiner, quoiqu'elles ne portent pas spécifiquement sur la question posée au départ, soit les conséquences du mode de production industriel sur les sociétés autochtones, nous ont fourni, tout de même, certains éléments utiles pour mener à bonne fin l'analyse du problème.

Références

1. Dene Nation. The Dene Gondie Study: Perceptions of the Impacts of the Norman Wells Project. Yellowknife, The Dene Nation, April, 1986.

2. Bone, R.M. Rapport 9-84. Projet Norman Wells. Suivi du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien. Ottawa, MAINC, décembre 1984.

3. Stewart, David. A. Changes in the Norman Wells Labour Force 1982-1985. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development. Ottawa, 1986, p. 7.

4. Dene Nation. The Dene Gondie..., Ibid., p. 10.

5. Canada. La Commission d'évaluation environnementale pour le projet Norman Wells (CEE), 1980. Ottawa: Approvisionnement et Services, 1981, p. 53.

6. Dene Nation. The Dene Gondie..., p. 9.

7. Green, Milford B. & David S. Community Profiles of Socio-Economic Change 1982-1985. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development. Saskatoon, University of Saskatchewan, June 1986, p. 23.

8. Mar, John. Norman Wells Project Coordination. A Retrospective Reflection. Yellowknife, September 1985, p. 19.

9. Dene Nation. An Assessment of Training Initiatives Associated With the Norman Wells Pipeline Project. Yellowknife, Dene Nation, April 1986, p. 42.

10. Ibid., p. ii.

11. Interprovincial Pipeline (NW) Ltd. Final Report to the Project Coordination Committee. Edmonton, September 24-26, 1985. Appendix 5, p. 3.

12. Mar, John. Norman Wells..., p. 11.

13. Bone, R.M. Rapport 84..., p. 16.

14. Dene Nation. An Assessment of Training Iniatives Associated With the Norman Wells Pipeline Project, 1986, p. 26.

15. Mar, John. Norman Wells..., p. 20.

16. Bone, R.M. Rapport 9-84..., p. 14.

17. Canada. La Commission...

18. Ibid., p. 56.

19. Dene Nation. Assessment of Training Iniatives Associated With the Norman Wells Project, p. 37.

20. Bone, R.M. & David A. Stewart. Perceptions on Joint Venture Companies. Report 6-85. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, University of Saskatchewan, December 1985, p. 8.

21. Dene Nation. Dene Gondie, p. 12.

22. Ibid., p. 12.

23. Green, Milford B. & David A. Stewart. Community Profiles of Socio-Economic Change 1982-1985. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, University of Saskatchewan, June 1986, p. 19.

24. Dene Nation. Dene Gondie, p. 12.

25. Dene Nation. Dene Gondie, Appendix 5, p. 5.

26. Ibid., p. 5.

27. Ibid., p. 16.

28. Bone, R.M. Changes in Country Food Consumption. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Affairs, Saskatoon, University of Saskatchewan, January 1985, p. 32-33.

29. Stewart, David A. Perceived Impacts of the Norman Wells Project on Social Conditions and Native Peoples of the Norman Wells Projects. Saskatoon, University of Saskatchwan, November 1985, p. 25-26.

30. Rees, W. & P. Boothroyd. Results of the Worker Survey. Vancouver, School of Community and Regional Planning, University of British Columbia, August 1985, p. 222.

31. Ibid., p. 22.

Chapitre 5

CONSEQUENCES SOCIALES

A la lumière des chapitres précédants, cette dernière partie de la thèse nous emmène à considérer certaines des conséquences sociales du travail industriel sur les Autochtones, les Dénés, en particulier, qui habitent dans les villages situés dans la zone de construction du pipeline de Norman Wells.

Au cours des deux derniers siècles, les Autochtones se sont vus imposer de nombreux changements; malgré toutes les perturbations, ils ont survécu tant bien que mal comme cultures. Par contre, jamais n'y avait-il eu, sur leurs institutions sociales, l'esprit communautaire, la langue, la culture, d'assaut aussi important que l'expansion industrielle des trente dernières années. Jamais auparavant les familles ne s'étaient-elles senties aussi indécises quant à leur mode de vie. On ne sait plus si le mari doit rester dans la collectivité ou aller travailler au loin ou, encore, si les jeunes doivent adopter un mode de vie traditionnel ou moderne. Au cours de la fin des années 1950 et, jusqu'à présent, un nombre sans précédant d'Autochtones a quitté les petits camps isolés pour émigrer dans les centres urbains et semi-urbains, comme Iqualuit, Yellowknife et Inuvik, afin de tirer partie des occasions d'emplois et des services scolaires, médicaux et sociaux.

Les données qui ont été recueillies sur la participation des Autochtones au projet de construction du pipeline de Norman Wells laissent

entendre que ces derniers envisagent le travail industriel comme un fait inévitable de l'avenir économique des Territoires du Nord-Ouest. Nous nous permettons de faire cette observation puisqu'aucune des études d'impacts sociaux entreprises, soit par la Dene Nation ou le Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien, ne traitent ni remettent en question le travail industriel par rapport à l'avenir de l'économie de subsistance et de la survivance des sociétés autochtones. Les préoccupations principales ont surtout porté sur les questions de formation technique des Autochtones, le nombre d'emplois qu'ils ont obtenus, les retombées économiques et les chicanes entre les agences autochtones et le gouvernement. Si les études entreprises par la Dene Nation et le MAINC indiquent que les Autochtones veulent obtenir la formation nécessaire à l'obtention d'emplois dans le secteur industriel et que les travailleurs qui en ont fait l'expérience aiment les avantages pécuniaires associés à ce genre d'activité, ils expriment également, un bon nombre d'inquiétudes concernant les conséquences sur l'environnement et la survivance du mode de vie traditionnel. On craint, en particulier, les effets sur l'environnement, la venue des travailleurs blancs spécialisés, le stress familial, la croissance des problèmes sociaux dus à l'abus de l'alcool et de la drogue et, finalement, leur perte d'autonomie et de contrôle de la terre. Dans les pages qui suivent nous nous penchons sur ces questions en considérant quelques unes des conséquences associées au développement industriel dans le Nord.

5.1 L'assistance sociale

Nous avons choisi de présenter l'assistance sociale comme une "conséquence sociale" parce qu'à notre avis, le travail industriel ainsi que l'intrusion de l'Etat dans le Grand Nord contribuent à appauvrir les Autochtones. Comme partout ailleurs au Canada, les prestations de bien-être social dans le Nord sont versées dans les cas suivants. L'administration accorde ces sommes d'argent aux malades, aux parents seuls qui ont des enfants à charge, aux personnes qui s'occupent d'autres membres de la famille, à des personnes mariées dont le conjoint est en prison, aux handicapés ou aux personnes du troisième âge. Cet argent est disponible, également, en guise "d'assistance économique" aux personnes qui pourraient normalement travailler, mais qui en raison d'une pénurie d'emplois, en sont empêchés.

Les représentants de l'Etat croient que les prestations d'assistance sociale sont inversement réliées au nombre de travailleurs, c'est-à-dire, que plus il y a de travailleurs, moins il y a d'assistés sociaux. Le raisonnement est fort simple: le Nord comporte une large proportion d'assistés sociaux parce qu'il n'y a pas assez d'emplois. Le mode de vie traditionnel est incapable de faire vivre convenablement les individus et les familles. L'assistance sociale est envisagée comme une mesure temporaire; lorsqu'il y aura suffisamment d'emplois, elle ne sera plus nécessaire. Or, cette perspective, aussi bien intentionnée qu'elle le soit, se fonde sur des valeurs qui sont essentiellement des valeurs non-autochtones. La Commission d'évaluation environnementale s'exprima ainsi au sujet de l'assistance

sociale: "Pour l'instant dans la région beaucoup d'habitants de la région dépendent de l'aide sociale. Cela leur est nécessaire pour maintenir un niveau de vie essentiel et sans développement cette dépendance de cette aide ne fera qu'augmenter. Les nouvelles possibilités d'emploi pourrait renverser cette tendance pour un certain nombre d'habitants de la vallée."[1] Cette idée est très répandue chez les administrateurs du Nord, qui se fondent sur ces principes de développement des ressources non-renouvelables pour faire augmenter la main-d'oeuvre salariée, en somme pour industrialiser le Nord.

Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, dans leur livre intitulé, Regulating the Poor[2] ont examiné les fonctions de l'assistance sociale, en particulier, l'assistance destinée aux sans-emplois. Leur objectif fut d'illustrer dans une perspective historique l'émergence du système de l'assistance sociale et à expliquer pourquoi ce système s'élargit ou se contracte durant certaines périodes. Selon Piven et Cloward, l'aide économique aux sans-emplois existe, avant tout, en fonction des intérêts des institutions économiques et politiques. L'histoire démontre que l'assistance économique fut créée ou s'est accrue à la suite de manifestations civiles occasionnées par des périodes de désoeuvrement telles que celles qui ont été provoquées par la transition entre le féodalisme et le capitalisme au 16e siècle, les dislocations sociales entraînées par la révolution industrielle du 19e siècle, la Grande Crise (des années '30) et la révolution technologique survenue dans l'agriculture dans les états du sud des Etats-Unis. Ces auteurs affirment que les politiques d'assistance varient selon les conjonctures économiques: les politiques généreuses servent à mater

le risque de désordre social tandis que des politiques restreintes contribuent à renforcer les normes et les valeurs associées au travail. Or, cette analyse contredit la croyance populaire qui prétend que les politiques d'assistance sociale évoluent de façon progressive, c'est-à-dire, qu'elles deviennent plus humaines et plus efficaces. L'assistance sociale servirait, plutôt, à légitimer et à protéger les institutions économiques et politiques (ou l'harmonie sociale) et à contrôler certains secteurs de la population qui se sentiraient lésés.

C'est en ce sens que l'on doit aborder les politiques de l'assistance sociale dans le Nord. Quelle est la vraie relation entre l'assistance sociale et les emplois dans les Territoires du Nord-Ouest? Cette partie du pays a-t-elle connu une réduction des prestations de bien-être avec l'établissement des gouvernements fédéral et territorial et l'expansion industrielle depuis la fin des années 1960? Au contraire, la croissance de l'économie industrielle a été marquée par une augmentation sensible du nombre de prestations de bien-être social. Le rapport Berger démontre que durant la période de 1968-1969 à 1972-1973, l'assistance accordée aux habitants de la vallée du Mackenzie et du delta a connu de fortes hausses. En effet, ce fut une période d'expansion rapide en raison de la construction des routes Mackenzie et Dempster et de l'accélération de l'exploration pétrolière et gazière dans le delta du Mackenzie. En 1968-69, le montant total versé en prestations de bien-être s'était élevé à 495,294 $, mais le total s'est accru de près de 200% en 1972-1973 pour atteindre 1,000,504 $.[3] L'assistance sociale constituait moins que la moitié du total, soit 43,6% en 1968-1969 et plus que la moitié, soit 55,6% en 1970-1971.[4] Au cours de

l'année financière se terminant le 31 mars 1982, l'assistance sociale pour l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest constitue la moitié des dépenses des prestations de bien-être social, soit, 10,492,000 $ d'un total de 20,476,000 $.[5] Ces proportions se sont maintenues au cours des années malgré la croissance des activités industrielles et des tentatives pour intégrer les Autochtones à cette nouvelle forme de travail. Il faut reconnaître que d'autres facteurs peuvent expliquer en partie ces augmentations, facteurs tels que la politique de majoration des prestations à cause de l'inflation et les périodes de conjonctures économiques difficiles. Par contre, le lien entre l'augmentation du nombre d'emplois et la hausse des prestations de l'assistance sociale est très évident et il fait partie de tout le phénomène de la mise en valeur du Nord. Personne d'ailleurs n'a pu prouver au cours de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie, que l'activité industrielle à Fort Simpson, Inuvik ou Tuktoyaktuk a contribué à absorber les excédents de la main-d'oeuvre et à diminuer la dépendance de la population autochtone de l'assistance sociale. Les données qu'offre le suivi du MAINC sur le projet Norman Wells démontrent le contraire. De fait, dans les régions de Fort Simpson et d'Inuvik Sud, régions qui comprennent les villages étudiés par le MAINC et la Dene Nation entre 1982 et 1984, le nombre de cas et de dépenses relié à "l'assistance économique", seulement, a continué d'augmenter entre 1981 et 1984, malgré la construction du pipeline. Les données ci-dessous démontrent cette croissance.[6]

TABLEAU V *

Nombre de cas mensuels d'assistance sociale: "assistance économique"

Centre/Région	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84
Fort Simpson	124	96	83	109	104	144	169
Wrigley	15	22	14	13	48	25	35
Fort Norman	61	30	17	60	57	36	34
Norman Wells	5	4	3	7	15	26	14
Fort Good Hope	125	109	124	58	204	259	255
Trout Lake	1	2	9	13	19	16	24
Régions							
Fort Simpson	184	145	121	159	200	230	254
Inuvik Sud	336	325	331	334	629	668	625
TN-O (cumulatif)	5,588	6,231	6,430	11,104	--	--	--

5.2 La consommation de l'alcool

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la consommation de boissons alcooliques est un véritable problème. Lorsqu'une collectivité traditionnelle s'adonne à l'abus, toute l'ambiance peut dégénérer. Les gens qui n'avaient jamais songé à verrouiller leurs portes commencent à le faire. On voit des ivrognes titubant dans les rues. Les jeunes deviennent la cible de la police. Chaque fois qu'un avion atterrit dans un village, les gens se demandent avec anxiété s'il transporte de l'alcool. L'abus des boissons alcooliques et l'ivresse sont des thèmes qui reviennent constamment dans les discussions sur les malaises sociaux qui affligent le Nord. Comme nous l'avons déjà souligné, avant l'arrivée des Européens, les tribus d'agriculteurs connaissaient l'alcool et les drogues, mais les tribus de chasseurs et les cueilleurs n'en faisaient pas l'usage.

Les Autochtones n'avaient pas le droit, selon la loi canadienne, de consommer d'alcool avant 1960. Un coup l'interdiction levée, le taux de consommation s'est accru. Il faut également noter que ce taux n'a dépassé la moyenne nationale qu'après la construction des routes Mackenzie et Dempster, l'établissement du gouvernement territorial à la fin des années 1960 et l'arrivée de l'industrie pétrolière et gazière et des emplois bien payés pour les Autochtones.

Le prix de l'alcool est uniforme partout dans les Territoires du Nord-Ouest. Les ventes d'alcool sont une source de revenus importante pour le gouvernement territorial. En consultant les sources officielles des Territoires du Nord-Ouest et de la province de l'Ontario pour l'année 1986 nous sommes arrivés aux pourcentages suivants. En éliminant les transferts de fonds destinés au bien-être social (assurance médicale, services de santé, etc.) on constate que la vente de boissons alcooliques constitue 42.2% des "revenus généraux" des Territoires du Nord-Ouest.[7] En faisant le même calcul pour l'Ontario on obtient 21.7%![8] En d'autres termes, dans les territoires on dépense annuellement, 199 $ par personne pour la consommation de produits alcooliques. La consommation de 15.7 onces de boissons alcooliques par semaine par habitant âgé de 15 et plus dans les Territoires du Nord-Ouest est la quantité la plus élevée du Canada sauf pour le Yukon, où l'on consomme, en moyenne, 21.9 onces de boissons alcooliques par semaine.[9]

Il faut bien distinguer entre les agglomérations qui ont subi les répercussions de l'expansion industrielle et les agglomérations qui se sont

tenues à l'écart de cette transformation. Lorsque les habitants de Paulatuk ou de Colville Lake expriment leur crainte des répercussions d'une plus grande présence des Blancs, du fléchissement de l'économie traditionnelle ou de la construction d'un pipeline, ils parlent également des problèmes d'alcoolisme que l'on retrouve dans les agglomération plus "évoluées". Plus précisément, ils craignent de connaître les problèmes associés à l'ivresse et à l'usage excessif des boissons alcooliques, soit l'abus des femmes, la négligence des enfants, la violence et d'autres maux qu'ils associent à la consommation de l'alcool.

En examinant le cas d'une agglomération qui a été signalé par Hugh Brody devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie en 1975,[10] on peut facilement illustrer le réalisme de ces craintes. En 1972, à Pond Inlet, village situé dans l'Arctique de l'est, la consommation mensuelle d'alcool par adulte atteignait 2,2 onces. La même année, la compagnie d'exploitation pétrolière Panarctic commençait à recruter des employés. En 1973-1974, les gens du village qui travaillaient pour Panarctic ont obtenu des revenus totaux de 220,000 $. En 1974, la consommation moyenne a atteint 30 onces. Le Commissaire des Territoires du Nord-Ouest a tenté d'enrayer l'épidémie à Pond Inlet en empêchant les livraisons d'alcool par courrier, à partir du dépôt de Frobisher Bay. Son initiative a été si impopulaire autant chez les Blancs que les Inuit, qu'il a dû revenir sur sa décision. Dans cette même période de temps, les cas d'ivresse et de désordre public sont passés de deux, au cours de l'année précédent l'engagement d'Autochtones par la compagnie Panarctic, à 24, au cours de la première année d'embauche.

Ce n'est pas uniquement l'arrivée des compagnies pétrolières dans le Grand Nord qui peut occasionner les problèmes que nous venons de soulever. Dans une étude qu'ils ont intitulé, When Freedom is Lost, The Dark Side of the Relationship Between Government and the Fort Hope Band,[11] Paul Driben et Robert S. Trudeau décrivent les effets pernicieux de l'ingérence étatique auprès des Indiens de la bande Fort Hope depuis le milieu des années 1960. Ils démontrent comment la sédentarisation, l'abandon des activités traditionnelles ainsi que l'accroissement de leur dépendance de l'assistance sociale ont fini par démoraliser les habitants des villages de Fort Hope, Webequie, Summer Beaver et Lansdowne House. Ces villages, en particulier Lansdowne House, sont devenus des lieux de crimes et de violence. Les auteurs s'expriment ainsi: "...[B]y the summer of 1975 Lansdowne House was a place where drinking, vandalism, and violence dominated the residents' lives."[12] Les auteurs terminent leur étude avec la réflexion suivante: "Fort Hope, Webequie, Lansdowne House, and Summer Beaver are remote and isolated places, with high unemployment, high welfare costs, and a low standard of living. They are places where people wait for small planes to bring in the 'shuniah-ogama'--the money boss. They are places where people have lost control over their lives and where no one knows what will happen, except perhaps that without government support their communities will collapse."[13]

Ces manifestations pourraient peut-être s'interpréter, en partie, comme une forme de réaction reliée aux forces économiques et étatiques qui ont brisé le mode de vie traditionnel. Il est également possible de dépasser cette interprétation des faits et de déterminer les liens entre le crime et

les changements que le Sud a imposés, depuis quelques années, aux Autochtones du Nord. Tel que nous l'avons déjà mentionné, il n'existe aucun document scientifique, que nous sachions, qui démontre que les Autochtones réagissent d'une façon particulière, (e.g. réaction physique telle que l'éruption cutanée chez les Japonais) lorsqu'ils consomment de l'alcool. Nous endossons plutôt, les analyses de Hugh Brody, d'Anastasia Shkilnyk, d'Heather Robertson et de Paul Driben et Robert Trudeau qui interprètent l'abus de l'alcool et de la drogue et ses conséquences sociales (violence, criminalité, maladies) comme une sorte de psychose sociale, qui manifeste une protestation déguisée contre l'ordre social des Blancs et de désintégration sociale des cultures autochtones.

Peut-on alors affirmer que plus l'expansion industrielle gagne les terres du Nord, plus il y aura de crime et de violence? Le cas du pipeline (Alyeska) en Alaska fournit un indice de ce qui pourrait se produire. En voici deux exemples. En Alaska, les morts violentes constituaient plus de 20 % de tous les décès en 1950. Entre 1969 et 1974, période d'exploitation intensive des ressources non-renouvelables, elle en constituaient 30 %. Fait important, cette hausse du nombre des morts violentes a été très brusque chez les Autochtones--de moins de 20 % en 1950 à plus de 30 % au cours du boom du pétrole entre 1969 et 1974. Et, en une année de travail à l'aménagement du couloir, soit en 1973-74, on a soigné, dans un petit village de 150 habitants situé près du pipeline Alyeska, 200 blessures infligées volontairement. L'année précédente, il n'y avait eu que 15 cas semblables à traiter. En 1974-1975, une fois que les habitants de ce village ont abandonné le travail

sur le pipeline, le nombre de cas de blessures infligées volontairement a diminué de façon remarquable retombant à moins de 30.[14]

Les données suivantes indiquent le nombre d'admissions par groupes ethniques aux centres correctionnels des Territoires du Nord-Ouest entre 1981 et 1986. Les tableaux VI, VII et VIII nous permettent de constater le nombre d'admissions pour les trois régions de la vallée du Mackenzie--Fort Smith, Yellowknife et Inuvik. Les tableaux IX, X, XI et XII nous offrent le nombre d'admission pour quatre des villages à l'étude--Fort Franklin, Fort Norman, Fort Simpson et Norman Wells. Ces données nous permettent également, de faire une corrélation entre l'expansion industrielle et l'augmentation du nombre des délits.

TABLEAU VI

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [15]
région de Fort Smith

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	150	164	157	151	161	120
Inuit	2	0	4	4	7	0
Métis	72	83	65	66	84	62
Non-Autochtones	32	46	32	25	39	30
Origine inconnue	0	1	2	8	4	5
Total	256	294	260	254	295	217

TABLEAU VII

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [16]
région de Yellowknife

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	34	24	36	24	25	22
Inuit	3	0	1	0	2	1
Métis	20	28	25	33	24	18
Non-Autochtones	60	72	49	44	50	39
Origine inconnue	3	0	7	8	5	4
Total	120	124	118	109	106	84

TABLEAU VIII

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [17]
région d'Inuvik

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	39	68	54	68	46	51
Inuit	63	44	59	63	58	61
Métis	20	25	27	11	20	17
Non-Autochtones	10	11	15	5	13	7
Origine inconnue	1	1	1	2	4	3
Total	133	149	156	149	141	139

TABLEAU IX

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [18]
Fort Simpson

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	11	28	17	24	26	17
Inuit	0	0	0	0	0	0
Métis	3	19	10	7	9	6
Non-Autochtones	3	2	2	1	0	2
Origine inconnue	0	0	0	0	0	0
Total	17	49	29	32	35	25

TABLEAU X

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [19]
Fort Norman

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	2	5	4	8	3	7
Inuit	0	0	0	0	0	0
Métis	0	2	3	0	3	0
Non-Autochtones	0	0	1	0	0	0
Origine inconnue	0	0	0	0	0	0
Total	2	7	8	8	6	7

TABLEAU XI

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [20]
Fort Franklin

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	3	15	12	6	4	5
Inuit	0	0	0	0	0	0
Métis	2	3	0	0	1	0
Non-Autochtones	0	0	0	0	0	0
Origine inconnue	0	0	0	0	0	0
Total	5	18	12	6	5	5

TABLEAU XII

Admissions aux centres correctionnels des TN-O [21]
Norman Wells

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indiens	2	0	0	1	1	1
Inuit	0	0	0	0	0	0
Métis	0	0	2	1	0	0
Non-Autochtones	0	2	0	0	1	4
Origine inconnue	0	0	1	0	0	0
Total	2	2	3	2	2	5

On s'aperçoit que de 1982 à 1985, le travail à l'aménagement du couloir et la période de construction du pipeline (1984-1985), le taux d'admissions aux centres correctionnels des territoires avait augmenté pour tous les groupes ethniques. On remarque que chez les Dénés, le taux d'admissions a diminué de façon assez importante entre 1985 et 1986. De fait, les données pour les régions démontrent que dans l'ensemble la période post construction comporte moins d'admissions qu'en 1981, un an avant les débuts du projet. Les groupes "Métis" et les "non-Autochtones" démontrent les mêmes tendances que les Dénés, sauf les catégories "Inuk" et "origine inconnue" qui révèlent une stabilité dans l'accroissement des admissions. Nous n'avons aucune explication au sujet de cette dernière tendance qui, d'ailleurs, dépasse les cadres de notre étude.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, tout comme dans le Nord-Ouest de l'Ontario, les causes premières de décès proviennent d'accidents, de blessures et de violences ainsi que des maladies reliées directement ou indirectement à l'alcool.[22] Or, à la lumière de ces faits et des

exemples que nous avons cités dans les pages précédentes, tels la pénétration du mode de production industriel en Alaska avec la construction du pipeline Alyeska et les dislocations sociales et les intrusions étatiques subies par les habitants de Grassy Narrows, de Fort Hope et de Lansdowne House, nous ne voyons aucune raison pour affirmer que les bénéfices sociaux et économiques associés à l'expansion industrielle pourraient atténuer les problèmes reliés à l'abus de l'alcool et de la drogue. Au contraire, nous avons tendance à croire que l'industrialisation sur une grande échelle et l'accroissement du rôle de l'Etat ne fera qu'aggraver une situation déjà inquiétante pour l'avenir des sociétés autochtones.

5.3 Détérioration des valeurs

Le partage

La distribution des biens collectifs fait partie du patrimoine culturel des Autochtones. Si quelqu'un abat un orignal ou un caribou, il le partage également avec les autres membres de la collectivité. La même chose s'applique pour le poisson. En plus de partager la nourriture, les gens manifestent leur interdépendance et leur sens de réciprocité par l'hospitalité, la coopération et l'entraide. Les gens adoptent les orphelins et s'occupent des enfants des autres. Ils vont camper avec les autres pendant un certain temps et ils s'offrent pour réparer et faire fonctionner les embarcations à moteur, tronçonneuses et autres pièces d'équipement. Le partage donc, s'étend aux biens et services, sous le signe de la réciprocité.

Bien que les Autochtones considèrent encore la distribution des biens collectifs comme essentielle, la notion n'en a pas moins subi une adaptation, particulièrement depuis les vingt dernières années. En effet, il y a maintenant des agglomérations permanentes; les habitants étant plus nombreux, il est impossible de partager un seul orignal. Aussi, on partage de façon plus restreinte et exclusive, avec les membres d'un petit groupe qui forme une espèce de famille. Mais, est-il possible de conserver ces valeurs en s'intégrant à des activités issues d'une culture axée sur les principes de propriété privée et d'individualisme?

L'anthropologue canadien Michael Asch, dans une étude de l'économie des Dénés, "The Dene Economy",[23] considère que la dégradation de la pratique du partage chez les Autochtones peut être reliée à l'imposition des programmes et d'activités économiques qui vont à l'encontre des valeurs de leur société. Selon M. Asch, cette nouvelle forme de relation entre l'individu et l'Etat est une forme de "coopération forcée". Il cite comme exemples, l'assistance sociale et le travail salarié. Asch suggère que l'assistance sociale, en soi, n'est pas une mauvaise idée, mais, que c'est plutôt la forme de distribution basée sur le plan individuel qui contribue à dévaloriser l'idée du partage en commun. Le système de partage traditionnel avait comme objectif la distribution sur une base égalitaire, ou selon les besoins et des ressources du groupe, tandis que l'introduction de l'assistance sociale sous sa présente forme de distribution s'adresse à l'individu ou à la famille individuelle et non pas à la collectivité. Asch résume cette idée dans ces termes, "...[T]he introduction of welfare

payments, in their present form, created the individualization of poverty and helped to relieve the community of the traditional responsibility to help one another."[24] En ce sens, l'assistance sociale présente une forme d'intrusion sociale qui va au delà des bienfaits de l'argent car elle oblige les sociétés autochtones à modifier leur système de valeurs ainsi que leur rapports sociaux.

En ce qui a trait au travail salarié, l'intensification du développement des ressources pétrolières et gazières dans le Nord a contribué à promouvoir le sens des valeurs individuelles parce qu'elle force les jeunes Autochtones, en particulier, à se retirer de l'activité traditionnelle pour s'intégrer à une forme de travail fondamentalement différent. Asch poursuit en ces termes: "Thus, wealth, in terms of purchasing power, has become concentrated in the hands of those with the fewest economic responsibilities.... In addition, the fact that payment goes to individuals has helped to create a distinction between the rich young, who work for wages, and the seemingly poor young men, who collect bush resources for the family."[25] Cette nouvelle forme de travail est essentiellement basée sur un contrat entre l'employé et l'employeur. La plupart des Autochtones doivent vendre leur force de travail comme une marchandise sans avoir droit aux moyens de production. Ces nouveaux liens les obligent à se soumettre à des conditions de travail sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle e.g. horaire, choix de matériel et d'outils, gestion, cadence de production, aires de travail, etc. On peut s'attendre au fait que plus on aura recours au travail industriel plus il sera normal d'endosser les valeurs qui se rattachent à cette forme d'activité. L'existence de plusieurs programmes

d'emplois parraînés par l'industrie et l'Etat dont l'objectif est d'encourager la participation des Autochtones au travail industriel est une indication de l'importance de former une réserve stable de travailleurs dans le Nord et de leur inculquer l'éthique du travail. C'est-à-dire, les Autochtones doivent éventuellement posséder les dispositions appropriées envers le travail industriel e.g. la loyauté envers son employeur, la discipline, la docilité, la ponctualité, le goût pour la consommation et l'esprit d'individualisme.

Une étude sur la participation des femmes au projet de construction de Norman Wells intitulée, Employment of Native Women at the Norman Wells Project: Goals and Problems[26] a fait ressortir un changement d'attitude de cet ordre vis-à-vis la notion de partage. Les jeunes femmes qui ont occupé des emplois au projet disaient qu'elles se sentaient obligées à dépenser leurs salaires pour les frais de logements et à l'achat de meubles destinés à la famille, tandis que les jeunes hommes avaient tendance à investir leur argent dans l'achat de motoneiges, de fusils, d'embarcations, de moteurs hors-bord, etc. Bien que ces objets soient des instruments de chasse et de piégeage, plusieurs des jeunes femmes les ont perçus comme des "biens personnels". Par conséquent, elles n'ont pas eu l'impression d'avoir été très avantagées parce que leurs salaires ont servi, principalement, au bénéfice du groupe. Cette attitude individualiste nous permet de supposer que la notion de propriété privée est déjà plus développée chez les hommes autochtones du fait qu'ils ont été les premiers à faire l'expérience du travail salarié.

5.4 Stress familial

Les Autochtones témoignent un respect spécial à leurs aînés. Les vieux sont leurs historiens, les gardiens des coutumes et des traditions. Ainsi, les vieux, par leur présence et leur connaissance du passé, de la langue, des chants et des danses, des légendes, de la culture matérielle, comme de la construction de canots et de la fabrication de raquettes et autres choses de ce genre, contribuent à créer l'atmosphère, le climat dans lequel la culture peut s'épanouir. Les vieux peuvent soutenir moralement les adultes et les jeunes aux prises avec de nouvelles structures sociales; ils peuvent jouer le rôle de patriarches qui informent sur le passé et conseillent sur le quotidien. Les jeunes se tournent de moins en moins vers eux pour obtenir leurs conseils et la sanction définitive de leurs actions. L'exercice de cette autorité constitue, en soi, un amalgame des connaissances des vieux et des connaissances que les jeunes sont supposés acquérir par l'éducation. Un des témoins devant l'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie s'est exprimé ainsi concernant le rôle des vieux: "Ici, ils ne sont pas considérés comme un élément non-productif... Contrairement à la société industrielle, la société indienne croit que l'individu naît chaque jour et que tout ce qui s'ajoute à son savoir au fil des jours est une naissance. En apprenant les traditions des vieux, l'individu, avec l'âge, comprend des choses qu'il ne comprenait pas auparavant chaque fois qu'il réentend une légende, il y découvre quelque chose..."[27]

Quel rôle peut-on prévoir pour les vieux avec l'expansion industrielle dans le Nord, un nouvel ordre social qui perçoit la personne en fonction de sa productivité sur le marché du travail? La société industrielle a tendance à valoriser la personne en fonction de sa productivité matérielle et à considérer les vieux comme des fardeaux économiques. De fait l'emprise et les contraintes de la société industrielle sur la vie quotidienne de l'individu ne lui permettent que peu de temps pour s'occuper personnellement du bien-être des vieux et de profiter de leur sagesse. De fait on peut même se demander si la "sagesse" des anciens est encore de mise dans une société technique.

Les jeunes femmes célibataires et les mères de familles devront faire face à plusieurs des conséquences du travail industriel. Puisqu'elles sont moins intégrées à cette forme d'activité que les hommes, elles seraient obligées de prendre la relève et de doubler leur activité ordinaire. Les contraintes causées par l'arrivée de nombreux Blancs pèseraient principalement sur les femmes qui sont souvent seules au cours des longs hivers du Nord. L'attrait entre les hommes blancs vivant dans les camps de construction et les femmes autochtones ainsi que la grande disponibilité d'alcool, entraînent l'exploitation sexuelle et l'effondrement des familles, deux aspects typiques de la vie sociale dans les villes champignons des régions inexploitées. Déjà, dans certaines villes des Territoires du Nord-Ouest, les hommes non-autochtones considèrent les femmes dénées et inuit, dont un grand nombre sont adolescentes, comme des proies faciles. Si les jeunes femmes, surtout celles venant d'agglomérations traditionnelles sont attirées par l'argent et/ou le prestige que leur offrent les

travailleurs blancs, elle seraient peut-être tentées d'abandonner leurs propres familles, qui pourraient aussi à cause de ces méfaits les rejeter.

5.5 Disparités sociales

La croissance rapide de l'Administration dans le Nord au début des années 1950, signalait qu'un de ses objectifs était d'apporter les avantages d'un Etat libéral et moderne aux Autochtones et de leur donner (qu'ils le veuillent ou non) les mêmes possibilités qu'ont d'autres Canadiens. Paradoxalement, les disparités sociales dans le Nord se sont aggravées. Les premiers Blancs à venir dans l'Arctique devaient adopter le mode de vie des Autochtones s'ils voulaient survivre, sans même parler de vivre dans l'aisance. L'installation du gouvernement territorial à la fin des années 1960 et l'arrivée des fonctionnaires en masse a contribué au déséquilibre démographique et sociale du Nord. L'école, le centre d'accueil, les maisons des fonctionnaires et de la Gendarmerie royale sont placés au centre de la ville ou de l'agglomération divisant, les Autochtones et les non-Autochtones en deux groupes. Le magasin de la Compagnie de la Baie d'Hudson est souvent à l'écart de "l'enclave des Blancs" mais il est situé habituellement sur une colline, à la vue de tous.

Il faut s'interroger sur les disparités que l'expansion industrielle a causées. Les Autochtones continueront très probablement à être employés comme ouvriers non-spécialisés. L'expansion industrielle dans l'Arctique signifie que les différences de salaire et de statut social entre les Autochtones et les Blancs, ainsi qu'entre les Autochtones eux-mêmes,

s'étendront au Nord. Il est illusoire de penser que l'accès aux emplois empêchera d'associer un salaire dérisoire et un rang social inférieur aux premiers habitants. Les écarts entre les revenus et les compétences professionnelles sont typiques du monde industriel. Tel qu'indiqué dans le quatrième chapitre, le manque de compétences chez les Autochtones ainsi que leur non-représentation dans les syndicats ont contribué à l'écart des revenus entre les travailleurs blancs et les travailleurs autochtones.

Il est à prévoir que nous assisterons à la prolétarisation des Autochtones avec l'expansion industrielle dans les Territoires du Nord-Ouest. Puisque le développement des ressources non-renouvelables perturbe l'environnement et, par conséquent, menace gravement la survivance de l'économie de subsistance, les Autochtones seront forcés à se transformer de façon permanente, en travailleurs industriels. Démunis de l'usage de la terre, ils n'auront que leur force de travail à vendre sur le marché capitaliste. Nous prévoyons, également, l'émergence d'une division de classes à l'intérieur même de la communauté autochtone: élite bureaucratique autochtone vs travailleurs. Cette observation est basée sur deux faits relevés au cours de notre étude: la coparticipation des organismes autochtones et de l'industrie pétrolière (Esso) dans l'entreprise de forage Shetah Drilling et l'attitude des organismes autochtones en faveur de l'intégration des Autochtones au travail industriel.

Jusqu'à maintenant, les études entreprises auprès des Autochtones qui ont travaillé au projet Norman Wells, autant celle de la Dene Nation que le suivi du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien, ont été

effectuées dans un même cadre de référence, c'est-à-dire, qu'il est pris pour acquis que l'exploitation des ressources non-renouvelables fait maintenant partie intégrante de l'économie du Grand-Nord. On ne remet plus en question la nature du travail industriel et ses effets sur les sociétés autochtones. On déplore plutôt le fait qu'il n'y avait pas assez d'emplois pour satisfaire tout le monde, que ces emplois n'ont pas duré assez longtemps et, que le manque de formation des travailleurs autochtones a permis aux travailleurs spécialisés du sud d'être engagés pour les meilleurs postes. Par contre, les travailleurs autochtones ont exprimé des craintes pour l'avenir de l'environnement et ils réitèrent le fait que les Autochtones possèdent peu de pouvoir pour influencer le cours du développement des ressources non-renouvelables. Si les Autochtones continuent à s'intégrer à ce genre d'activité ne remettent-ils pas en question leur propre mode de vie traditionnel? Le règlement des revendications économiques et politiques des Dénés serait-il suffisant pour enrayer les effets de l'industrialisation du Nord sur leurs structures sociales?

Les Dénés soutiennent que leur mode d'utilisation des terres et sa relation avec les ressources renouvelables exigent qu'ils gouvernent de vastes étendues de terrain. Il veulent faire confirmer leurs droits à la terre, ainsi que leur droit à l'autodétermination, non seulement pour préserver leur économie traditionnelle, mais aussi pour leur permettre d'avoir une certaine mainmise sur d'autres formes de mise en valeur, notamment l'exploitation des ressources non-renouvelables.

Les négociations entre les Dénés et l'Etat se poursuivent toujours, mais selon les porte-parole de l'Assemblée des premières nations, le gouvernement demeure intransigeant sur la question du partage des profits sur les revenus provenant des ressources non-renouvelables. Les Dénés cherchent les moyens de déterminer la cadence de l'expansion industrielle dans le Nord car ils ne possèdent aucun moyen de limiter l'activité pétrolière et gazière dans les territoires. Leurs revendications incluent, également, la modification du programme scolaire et de certaines politiques, telles que le droit de vote des résidents non-autochtones, la modification des moyens de communication, etc. A plusieurs reprises, les représentants du gouvernement fédéral ont laissé entendre qu'il ne serait jamais question d'accorder aux Autochtones des pouvoirs administratifs et législatifs qui leur permettraient de se gouverner et de modifier les institutions. Un communiqué de presse émis par le bureau du premier ministre Pierre Trudeau, en 1977, décrit clairement cette position: "In the Northwest Territories, the initial position [les revendications politiques] put forward by the Indian Brotherhood [maintenant l'Assemblée des premières nations] and the Inuit Tapirisat ranges well beyond the policy the Federal Government is prepared to follow.... In the North, as in the South, the government supports cultural diversity as a necessary characteristic of Canada. However, political structure is something quite different. Legislative authority and governmental jurisdiction are not allocated in Canada on grounds that differentiate between the people on the basis of race.... Accordingly, unless Indian and Inuit are seeking South, the government does not favour the creation in the North of new political divisions, with boundaries and governmental structures based essentially on distinctions of races and

involving a direct relationship of the Federal government."[27] Les Indiens et les Inuits du Nord, par contre, peuvent continuer de "jouir" de leurs droits spéciaux comme Autochtones, tant que ces droits continuent à les maintenir dans une situation de minorité et de dépendance.

Advenant ou n'advenant pas un règlement acceptable entre les parties, serait-il alors possible d'empêcher le travail industriel de devenir la forme d'activité principale dans les Territoires du Nord-Ouest? L'économie traditionnelle et le travail industriel peuvent-ils coexister "de façon harmonieuse" tel que le pensent Mel Watkins et Tom Berger?[28] Cette forme de développement dualiste n'entraînerait-elle pas la relégation des Autochtones dans des "enclos culturels" en marge de la société dominante? S'ils continuent de s'intégrer de façon partielle au travail industriel, ne risquent-ils pas de former une réserve de travailleurs à bon marché? Revendications ou non, le développement des ressources non-renouvelables va se poursuivre et les forces du capital national et international continueront à déterminer le degré de l'expansion industrielle dans les territoires. Comment peut-on empêcher les gens du Sud de venir en profiter et qui peut interdire aux Dénés et aux Inuit du Grand Nord de s'intégrer au travail industriel?

Notes bibliographiques

1. Canada. La commission d'évaluation environnementale pour le projet de Norman Wells. 1980. Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1981, p. 65.

2. Piven, Frances Fox et Richard A. Cloward. Regulating the Poor. New York, Pantheon Books, 1971.

3. Berger, Tom. Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. Rapport de l'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977, p. 160.

4. Ibid., p. 161.

5. Bureau of Statistics. Northwest Territories Quarterly. Yellowknife, Department of Information, 1983.

6. Brown, Debra. The DIAND Socio-Economic Impact Monitoring Program. Assessment of Selected Statistical Data From the Government of the Northwest Territories. Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, October 1984, p. 43.

7. Government of the Northwest Territories. 1986 Annual Report. Yellownife, 1987, Schedule A, p. 58.

8. Ontario Ministry of Treasury and Economics. Ontario Statistics 1986. Table 27.6, p. 641. Toronto, 1987.

9. Canada. Statistics on Alcohol and Drug Abuse in Canada and Other Countries, Vol. I. Toronto, Addiction Research Foundation, 1985.

10. Berger, Tom. Le Nord: terre..., p. 165.

11. Driben, Paul et Robert S. Trudeau. When Freedom is Lost. The Dark Side of the Relationship between Government and the Fort Hope Band. Toronto, University of Toronto Press, 1983.

12. Ibid., p. 90.

13. Ibid., p. 105.

14. Berger, Tom. Le Nord: terre..., p. 163.

15. Government of the Northwest Territories. Department of Social Services, 1987.

16. Ibid.,

17. Ibid.,

18. Ibid.,

19. Ibid.,

20. Ibid.,

21. Ibid.,

22. Canada. Report on Health Conditions in the Northwest Territories. Ottawa: National Health and Welfare, 1985.

23. Asch, Michael. "The Dene Economy", in The Dene Nation - a colony within, ed., Mel Watkins. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

24. Ibid., p. 56.

25. Ibid., p. 56.

26. Lange, Lynda. Employment of Native Women at the Norman Wells Project: Goals and Problems. Edmonton, Boreal Institute for Northern Studies, 1986.

27. Berger, Tom. Le Nord: terre..., p. 104.

28. Watkins, Melville. The Dene Nation - a colony within. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

CONCLUSION

Notre objectif au départ fut de démontrer que l'intégration des Autochtones des Territoires du Nord-Ouest à l'emploi industriel, comme forme de travail principale, risque d'ébranler sérieusement les fondements de leurs sociétés de détruire le tissu socio-culturel et de contribuer à l'accroissement des problèmes sociaux tels que ceux qui sont produits par l'abus de l'alcool et de la drogue.

Le fond de la question se rapporte à la terre et à son utilisation. Les industries du gaz et du pétrole cherchent l'accès aux terres du Grand Nord pour y extraire les ressources non-renouvelables. Comme nous l'avons déjà vu dans les chapitres précédents, le commerce des fourrures, la religion, les Forces de l'ordre, l'intrusion de l'Etat au début des années 1950, l'établissement d'un gouvernement territorial vers la fin des années 1960 ainsi que l'intensification des activités industrielles à partir de cette même période ont gravement dérangé les sociétés autochtones.

Les études d'impacts socio-économiques entreprises par le Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien et la Dene Nation sur la participation des Autochtones au projet de construction du pipeline à Norman Wells suggèrent, qu'en général, il y a eu peu d'effets "dévastateurs" durant la période de construction. On n'a pu, à court terme, discerner de déclin significatif des activités économiques traditionnelles et de la consommation des produits de la terre. En même temps, on a observé peu de retombées économiques importantes pour les individus et leurs milieux. Le

chômage, l'assistance sociale, le nombre d'infractions à la loi et l'abus de l'alcool et de la drogue ont augmenté. Les deux études rapportent que chacun des villages situés dans la zone de construction a identifié l'abus de l'alcool comme étant l'impact le plus important durant le projet.

Les sondages effectués auprès des travailleurs autochtones et des habitants des villages situés dans la zone de construction nous ont appris qu'ils se sont, en général, sentis frustrés par l'envahissement des travailleurs blancs spécialisés, leur propre manque de formation et d'expérience dans l'industrie et par l'attitude des syndicats qu'ils ont perçus comme peu sympathiques envers la main-d'oeuvre autochtone. Ils ont, également, exprimé leurs craintes devant l'expansion industrielle dans les territoires, particulièrement en ce qui concerne leur perte d'autonomie et les perturbations de l'environnement.

Aucune des deux études d'impacts ne remet en question les conséquences des rapports de production du travail industriel, tel que nous l'avons fait au chapitre quatre. Le fond de la question, c'est-à-dire, la subordination des Autochtones au travail industriel, n'a pas été abordée par aucun des chercheurs. En ce sens, les deux études se ressemblent. Il est donc clair de part et d'autre que le travail industriel fait maintenant partie intégrante de l'économie du Nord et qu'il faut maintenant trouver les moyens pour y intégrer les Autochtones. Si l'on compare l'attitude des travailleurs autochtones envers l'expansion du travail industriel (leurs craintes pour eux-mêmes et l'environnement) avec celui des organismes autochtones on s'aperçoit qu'il est en train de se former un décalage de

perception de la terre au sein de la communauté. Nous nous sommes rendus compte, tout au long de notre recherche, que les organismes autochtones ont dépensé beaucoup de temps sur des questions d'ordre politique, à savoir, par exemple, qui obtiendra le contrôle de l'argent destiné à la formation industrielle des Indiens. Est-ce dire que l'élite autochtone va finir, elle aussi, par devenir le porte-parole des intérêts du capital industriel?

Qu'en est-il des assises de la société industrielle dans les Territoires du Nord-Ouest? Le duo capital-Etat est-il aussi rigoureux qu'il l'était au début de la colonisation? Tout porte à croire que l'emprise est plus forte et efficace que jamais. L'objectif demeure toujours le même: l'assimilation des Autochtones à la société industrielle et le contrôle des terres du Grand Nord.

Les fonds destinés aux études d'impact que le MAINC a accordé aux Autochtones et qu'il a lui-même dépensés n'ont pas été octroyés avec l'idée qu'ils serviraient à faire le procès du mode de production industriel. Evidemment, ils ont servi à prévoir certaines retombées économiques et les conséquences sociales de la construction du pipeline. Mais, essentiellement, ils ont eu comme fonction principale, l'intégration encore plus profonde des Autochtones aux rouages politiques de l'Etat canadien. En accordant aux organismes autochtones et à l'industrie quelques miettes du gâteau, l'Etat assure sa légitimité et conserve un semblant d'harmonie sociale.

L'Eglise et l'Ecole ont, au cours des années, changé leur approche mais il y a peu de changement d'attitude vis-à-vis de l'éducation dans les

Territoires du Nord-Ouest. Les écoles que fréquentent les jeunes Autochtones sont toutes aussi belles et efficaces que celles que l'on retrouve dans les grands centres urbains canadiens. Le curriculum est fondamentalement celui de l'Alberta, avec quelques variations pour rencontrer les exigences des politiques multiculturelles du Canada. Le régime des pensionnats est terminé et on ne punit plus les jeunes Autochtones s'ils parlent leur langue. Néanmoins le but de l'éducation dans les Territoires du Nord-Ouest continue d'être la promotion des valeurs de la société industrielle, c'est-à-dire, l'exploitation à outrance des ressources naturelles et le profit, mais plus immédiatement: l'assimilation et l'adaptation d'une main-d'oeuvre autochtone.

A la lumière de ces observations et des conséquences sociales que nous avons soulevées dans le cinquième chapitre, est-il possible d'aborder la question de la survivance de l'économie de subsistance dans les Territoires du Nord-Ouest de façon optimiste? Les témoignages de nombreux Autochtones devant la Commission d'enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie ont affirmé que leur économie est viable et vigoureuse. Même les études d'impacts (connaissant bien les motifs de part et d'autre) que nous venons de présenter indiquent que les activités traditionnelles et la consommation des produits de la terre n'ont pas diminué de façon significative durant la construction du pipeline. Des experts tels que Berger, Brody, Usher, Asch et Watkins, affirment que l'économie de subsistance n'est pas une économie statique contrairement à ce que pensent les promoteurs de l'expansion industrielle. Cependant, même s'il était démontré que l'économie

traditionnelle des Autochtones était viable et vigoureuse en soi, cela ne l'empêcherait pas d'être menacée.

Si, jusqu'à présent, l'histoire laisse entrevoir peu d'espoir pour la survivance des sociétés autochtones, le règlement des revendications territoriales et de l'autonomie politique représente-il une voie de salut? Supposons que le gouvernement fédéral et les Autochtones finissent par s'entendre sur la question des revendications, ces derniers pourront-ils se protéger contre la désintégration de leurs cultures?

Est-ce que les affirmations du Commissaire Thomas Berger et de Mel Watkins en ce qui concerne la dualité économique et culturelle du Grand Nord se voient démenties par l'histoire? Peut-on continuer d'espérer que les sociétés autochtones pourront résister aux avances de la société industrielle et coexister en harmonie avec celle-ci?

En reprenant le cas de l'Alaska tel qu'il nous l'a décrit et expliqué dans son livre, Village Journey[1], Berger démontre que le règlement des revendications fut conçu dans le but d'éteindre à tout jamais les droits ancestraux des premiers habitants de l'Alaska, de transformer ceux-ci en femmes et en hommes d'affaires.

En 1971, les Autochtones de l'Alaska recevaient du gouvernement américain, quatre millions d'acres de terrain et 962,5 millions de dollars. En retour, ils étaient obligés de s'intégrer à treize corporations régionales. En d'autres mots, les Autochtones de l'Alaska devenaient

actionnaires de leurs propres territoires. Ce même règlement stipule que les enfants nés après le 18 décembre 1971 n'ont pas le droit d'acquérir des actions dans ces corporations, sauf par héritage. D'une part, le gouvernement américain disait reconnaître le droit des Autochtones à vivre de leurs activités traditionnelles, d'autre part, l'Etat insistait pour que ceux-ci poursuivent une politique de développement économique rentable de la terre. On prétend toujours que c'est le seul moyen d'améliorer les conditions sociales des Autochtones et de leur donner prise sur les ressources tout en les intégrant au réseau commercial de l'économie industrielle, c'est-à-dire, à la réalité socio-économique. Pris avec des termes et conditions aussi fondamentalement opposés--profits d'affaires vs économie de subsistance--ainsi qu'une panoplie de lois rigoureuses et restrictives sur la pêche et la chasse, l'avenir des activités traditionnelles et des sociétés autochtones en Alaska est, selon Berger, gravement menacé. A moins de modifications importantes aux termes du règlement les Indiens et les Inuit d'Alaska risquent de perdre leurs terres car ils seront contraints de vendre s'ils sont incapables de faire profiter leurs sociétés d'affaires.

Si l'expérience des premiers habitants en Alaska fournit un tableau plutôt sombre pour la survivance de l'économie traditionnelle, les règlements obtenus à la Baie James en sont-ils une amélioration? Richard F. Salisbury, dans son livre, A Homeland for the Cree,[2] prétend que la Convention de la Baie James en 1975 avec les Cris du Nouveau Québec, a occasionné une nouvelle forme de développement compatible avec l'ancienne société. Il considère que la construction des barrages d'Hydro Québec et le règlement des

revendications territoriales et politiques qui en ont résulté ont servi à regrouper les bandes en sociétés régionales. Selon Salisbury, cette nouvelle organisation représente la planche de salut des Autochtones. Il considère que le transfert de capitaux aux régions permettent aux Cris d'administrer eux-mêmes plusieurs des services (les prestations de bien-être social, les soins médicaux, l'enseignement, les services municipaux) qui auparavant relevaient d'agences fédérale et provinciale. Il soutient, également, que les Autochtones ne sont pas assez nombreux pour espérer obtenir plus de pouvoirs politiques et qu'ils doivent en profiter et miser sur cette forme d'autonomie régionale. Salisbury a peu dit sur la question de la pratique des activités traditionnelles. Il affirme, cependant, que le taux d'activité est encore élevé, mais qu'il diminue d'année en année.

La bureaucratie, comme l'emploi industriel, est une forme de travail qui exige une formation et une mentalité appropriée, des déplacements réguliers et un train de vie différent des activités traditionnelles. Les grandes décisions politiques et économiques qui embrassent leur existence, comme toujours, continuent de se faire à Québec et à Ottawa. L'autonomie des Cris à cet égard, est donc limitée et les institutions sont, en dernière instance, contrôlées par les Blancs.

Aussi imparfaits que soient ces règlements, faut-il rejeter l'idée des revendications autochtones? Soumis à des politiques de développement, qu'elles soient régionales ou corporatives, les règlements de revendications territoriales et politiques ne risquent-ils pas de regrouper les Autochtones du Grand Nord dans des "enclos culturels"[3] en marge de la société

industrielle? Devons-nous alors donner raison à Rosa Luxemburg qui affirmait que le capitalisme fondé sur l'exploitation à outrance de la terre détruit forcément les sociétés primitives qu'il rencontre sur son chemin. Ce serait se leurrer de prétendre le contraire. Mais à moins de vouloir sombrer dans un vulgaire cynisme qui refuse de croire au dynamisme des cultures autochtones elles-mêmes et à la spontanéité des mouvements sociaux, nous croyons, qu'il est peut-être temps de repenser la question à la lumière d'un nouvel ordre social. Depuis une vingtaine d'années les Autochtones revendiquent leurs droits territoriaux et politiques. Il est à espérer qu'à l'intérieur de ces nouvelles organisations, de ces "enclos culturels", les Autochtones trouvent des projets socio-politiques qui leur permettent de négocier et de vivre sur un pied d'égalité avec la civilisation industrielle.

Références

1. Berger, Thomas R. Village Journey. The Report of the Alaska Native Review Commission. New York, Hill and Wang, 1985.

2. Thériault, J.-Yvon. La sociologie du développement: entre la culture mondiale et la convialité villageoise. Ottawa, Université d'Ottawa, février 1982.

3. Salisbury, Richard F. A Homeland for the Cree. Regional Development in James Bay 1975-1981. Kingston and Montreal, McGill-Queen's University Press, 1986.

Bibliographie

Abele, Frances. Native Self-Determination and Practical Problems of Government. Some Recent Innovations in the Western Northwest Territories. Calgary, University of Calgary, Arctic Institute of North America, March 1985.

Abele, Frances and Peter Kulchyski. Native Workers in Northern Canada. A Working Paper on the Political Economy of Dene Participation in the Norman Wells Project. Presented to the Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Ottawa, Université de Montréal, 31 May - June 2, 1985.

Amin, Samir. Le développement inégal. Paris, Les Editions de minuit, 1973.

Asch, Michael. Home and Native Land. Aboriginal Rights and the Canadian Constitution. Toronto, Methuen Publication, 1984.

"The Dene Economy", in The Dene Nation, ed., Mel Watkins. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

Bacon, Margaret K. "Alcohol Use in Tribal Societies" in Social Aspects of Alcoholism, Vol. 4, eds, Benjamin Kissin and Henri Begleiter. New York, Plenum Press, 1976.

Balandier, G. "The Colonial Situation: A Theoretical Approach (1951)" in Social Change, ed, Immanuel Wallerstein. New York, John Wiley & Son, Inc., 1966.

Bates, P.D. Analysis of the Business Sectors of Norman Wells, Fort Norman, Wrigley and Fort Simpson, 1982 to 1983, Report 7-84. Ottawa, Department of Indian Affairs and Northern Development, November 1984.

Bates, Sheena. Attitudes Towards the Norman Wells Project, Report 2-84. Ottawa, Department of Indian Affairs and Northern Development, September 1984.

Changes in the Size of the Native Labour Force from 1982 to 1983. Report 4-84. Ottawa, Department of Indian Affairs and Northern Development, 1984.

Berger, John. A seventh man: migrant workers in Europe. New York, Viking Press, 1975.

Berger, Thomas. Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. L'Enquête sur le pipeline dans la vallée du Mackenzie. Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977.

Village Journey. The Report of the Alaska Native Review Commission. New York, Hill and Wang, 1985.

Bone, R.M. Rapport 9-84. Projet Norman Wells. Suivi du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa, MAINC, décembre 1984.

Changes in Country Food Consumption. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, January 1985.

Bone, R.M. & David Stewart. Perceptions on Joint Venture Companies. Report 6-85. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, December 1985.

Bradby, Barbara. "The Destruction of Natural Economy", in Economy and Society, 2:2, May 1973.

Braverman, Harry. Labor and Monopoly Capital. New York, Monthly Review Press, 1974.

Brody, Hugh. "Ecology, Politics and Change: The Case of the Eskimo", in Development and Change, 9:2, 1978.

The People's Land. Markham, Penguin Books, 1975.

Maps and Dreams. London, Jill Norman & Hobhouse Ltd., 1981.

Bourgault, Ron G. "The Indians, the Metis and the Fur Trade. Class, Sexism and Racism in the Transition from "Communism" to "Capitalism", in Studies in Political Economy, Number 12 (Fall 1983).

Bremond, Janine et Alain Geledan. Dictionnaire économique et social. Paris, Hatier, 1981.

Brown, Debra. The DIAND Socio-Economic Impact Monitoring program: Assessment of Selected Statistical Data From the Government of the Northwest Territories. Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, October 1984.

Brown, Lorne and Caroline. An Unauthorized History of the RCMP. Toronto, James Lewis & Samuel, 1973.

Bureau of Statistics. Northwest Territories Data Book 84/85. Yellowknife, Outcrop Ltd., May 1984.

Canada. Canada Year Book 1985. Ottawa, Minister of Supply and Services Canada, 1985.

Canada. Constitutional Development in the Northwest Territories. Special Representative for Constitutional Development in the Northwest Territories. Ottawa, Supply and Services, 1979.

Canada. La commission d'évaluation environnementale pour le projet Norman Wells, 1980. Ottawa, Approvisionnements et services, 1981.

Canada. Report on Health Conditions in the Northwest Territories. Ottawa, National Health and Welfare, 1985.

Canada. Statistics on Alcohol and Drug Abuse in Canada and Other Countries. Vol. 1, Toronto, Addiction Research Foundation, 1985.

Cardoso, Fernando H. Les idées à leur place. Paris, a.m. métalies, 1984.

Cardoso, Fernando H. et E. Faletto. Dépendance et developpement en Amérique latine. Paris, Presses universitaires de France, 1978.

Chute, Janet E. Pursuing the Great Spirit's Plan. Nineteenth-Century Ojibwa Attitudes Towards the Future of Logging and Mining on Unsurrendered Indian Lands North of Lakes Huron and Superior. Presented for the 27th Annual Conference of the Western Association of Sociology and Anthropology held at Lakehead University, Thunder Bay, Ontario, February 13-15, 1986. MacMaster University, Department of Anthropology.

Clement, Wallace. Class, Power and Property. Essays on Canadian Society. Toronto, Methuen Publications, 1983.

Crowe, Keith. A Story of the Original Peoples of Northern Canada. Kingston, Queen's University Press, 1974.

Dene Nation. The Dene Gondie Study: Perceptions of the Impacts of the Norman Wells Project. Yellowknife, The Dene Nation, April 1986.

Drew, Wayland. Superior: The Haunted Shore. Canada, Gage Educational Publishing Limited, 1975.

Driben, Paul et Robert S. Trudeau. When Freedom is Lost. The Dark Side of the Relationship between Government and the Fort Hope Band. Toronto, University of Toronto Press, 1983.

Dugre, Adelard. Les Oblats dans l'Extrême Nord. Montréal, L'Oeuvre des tracts, 1922.

Dupré, George et Pierre-Philippe Rey. "Reflections on the Pertinence of a Theory of the History of Exchange" in New Left Review, vol. 4, 1975.

Easterbrook, W.T. et Melville H. Watkins. Approaches to Canadian Economic History. Toronto, McLelland and Stewart Limited, 1967.

Foster-Carter, Aidan. "The Modes of Production Controversy" in New Left Review, January 1978.

Frideres, James. Canada's Indians. Contemporary Conflicts. Scarborough, Prentice Hall, 1974.

Fuller, W.A. "Identifying the Issues" in Northern Transitions. Ottawa, Canadian Arctic Resource, 1978.

Fumoleau, René. As long as this Land Shall Last. Toronto, McLelland and Stewart, 1975.

Government of the Northwest Territories. 1986 Annual Report. Yellowknife, 1987.

Green, Milford B. & David Stewart. Community Profiles of Socio-Economic Change 1982-1985. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, University of Saskatchewan, June 1986.

Grove, William M. & Remi J. Cadoret. "Genetic Factors in Alcoholism", in Social Aspects of Alcoholism, Vol. 7, eds, Benjamin Kissin and Henri Begleiter. New York, 1976.

Heath, Dwight B. "Anthropological Perspectives on the Social Biology of Alcohol: An Indrotuction to the Literature", in Social Aspects of Alcoholism, Vol. 4, eds, Benjamin Kissin and Henri Begleiter. New York, Plenum Press, 1976.

Hobson, John. Imperialism: A Study. New York, Gordon Press, 1975.

Hurlich, Susan. "Up Against the Bay: Resource Imperialism and Native Resistance" in This Magazine, 9:4, September - October 1975.

Innis, Harold. The Fur Trade in Canada. Toronto, University of Toronto Press, 1930.

Interprovincial Pipeline (NW) Ltd. Final Report to the Project Coordination Committee. Edmonton, September 24-26, 1985.

Jenness, Diamond. Eskimo Administration: II Canada. Ottawa, Arctic Institute of Canada, May 1964.

The Indians of Canada. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

Judd, Carol M. "Native labour and social stratification in The Hudson's Bay Company's, Northern Department, 1770-1870" in Canadian Review of Sociology and Anthropology, 17:4, 1980.

Knight, Rolf. Indians at Work. Vancouver, New Star Books, 1978.

Lange, Lynda. Employment of Native Women at the Norman Wells Project: Goals and Problems. Edmonton, Boreal Institute for Northern Studies, 1986.

Latouche, Serge. "L'échec de l'occidentalisation du monde" in Revue Tiers-Monde, tome XXV, no. 100, octobre-décembre 1984.

"Le développement en question" in Revue Tiers-Monde, tome XXV, no. 100, octobre-décembre 1984.

Lubart, J.M. Psychodynamic Problems of Adaptation - Mackenzie Delta Eskimos. Ottawa, Department of Indian Affairs and Northern Development, 1969.

Luxemburg, Rosa. Introduction à l'économie politique. Paris: Edition Anthropos, 1951.

The Accumulation of Capital. London, Routledge and Kegan Paul Ltd., 1971.

Mar, John. Norman Wells Project Coordination. A Retrospective Reflection. Yellowknife, Project Coordination Office, September 1985.

Manthorpe, Jonathan. "Natives Fighting Middle Class Bias Against Trapping" in Vancouver Sun, August 30, 1986.

Mark, Frederick. Fur Trade and Empire. Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1968.

McLuhan, T.C. Pieds nus sur la terre sacrée. Paris, Editions Denoël, 1974.

Milliband, Ralph. The State in Capitalist Society. London, The Camelot Press Ltd., 1969.

Ministère de l'énergie, mines et ressources. Mines et ressources. Activités 1982. Ottawa, Approvisionnements et services, 1982.

Nahanni, Phoebe. "The Mapping Project" in Dene Nation - the colony within, ed., Mel Watkins. Toronto, 1977.

Panitch, Leo. The Canadian State-Political Economy and Political Power. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

Pernanen, Kai. "Alcohol and Crimes of Violence", in Social Aspects of Alchoholism, Vol. 4, eds., Benjamin Kissin and Henri Begleiter, New York, Plenum Press, 1976.

Piven, Frances et Richard A. Cloward. Regulating the Poor. New York, Pantheon Books, 1971.

Polanyi, Karl. The Great Transformation. Boston, Beaton Press, 1967.

Ponting, R. et Roger Gibbins. Out of Irrelevance. Toronto, Butterworths, 1980.

Rees, W. and P. Boothroyd. Results of Worker Survey. Dene Gondie Study. Vancouver, School of Community and Regional Planning, University of British Columbia, August 1985.

Rey, Pierre-Philippe. Les alliances de classes. Paris, Librairies Maspero, 1973.

Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme. Paris, Librairies Maspero, 1971.

Robertson, Heather. Reservations are for Indians. Toronto, James Lewis and Samuel, 1970.

Rushforth, Scott. "Country Food" in Dene Nation - the colony within, ed., Mel Watkins. Toronto, 1977.

Sahlins, Marshall. L'économie des sociétés primitives. Paris, Gallimard, 1976.

Shkylnyk, Anastasia M. A Poison Stronger Than Love. New Haven and London, Yale University Press, 1985.

Stabler, T. "The Report of the Mackenzie Valley Pipeline Enquiry, Vol. 1, A Socio-Economic Critique" in Musk-Ox, 20, 1977.

Statistique Canada. Emploi, gains et durée du travail. Ottawa, Approvisionnement et services, mai 1986, .

Recensement 1981. Les Autochtones au Canada. Ottawa, Approvisionnements et services, 1984.

Steed, Judy. "A Dene Quest for the In-Between Life" in The Globe and Mail, le 25 août 1986.

Stewart, David A. Perceived Impacts of the Norman Wells Project on Social Conditions and Native Peoples of the Norman Wells Project. Prepared for the Department of Indian Affairs and Northern Development, Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, November 1985.

Economic Development and Jobs: Changes in Perceptions in the Study Communities. Saskatoon, Department of Geography, University of Saskatchewan, March 1986.

Swift, Jeremy. "Marginal Societies at the Modern Frontier in Asia and the Arctic" in Development and Change, 9:1, 1978.

Thériault, Joseph-Yvon. "La Sociologie du développement: entre la culture et la convivialité villageoise". Département de sociologie, Université d'Ottawa, 1982.

Titley, E. Brian. A Narrow Vision. Duncan Campbell Scott and the Administration of Indian Affairs in Canada. Vancouver, University of British Columbia Press, 1986.

Touraine, Alain. Les sociétés dépendantes. Paris, Editions J. Duculot, 1976.

Usher, Peter. The Social Economy, a Study on the Informal Economy. Ottawa, The Vanier Institute of the Family, 1981.

Usher, Peter. Fur Trade Posts of the Northwest Territories. Ottawa, Northern Science Research Group, Department of Indian Affairs and Northern Development, March 1971.

Assessing the Impact of Industry in the Beaufort Sea Region. A Report to the Beaufort Sea Alliance. Ottawa, Peter J. Usher Consulting Services, 1982.

Washburne, Chandler. Primitive Drinking. New York, College and University Press Publishers, 1961.

Watkins, Melville H. (ed.) Dene Nation - the colony within. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

Gordon to Watkins to You. Toronto, New Press, 1970.